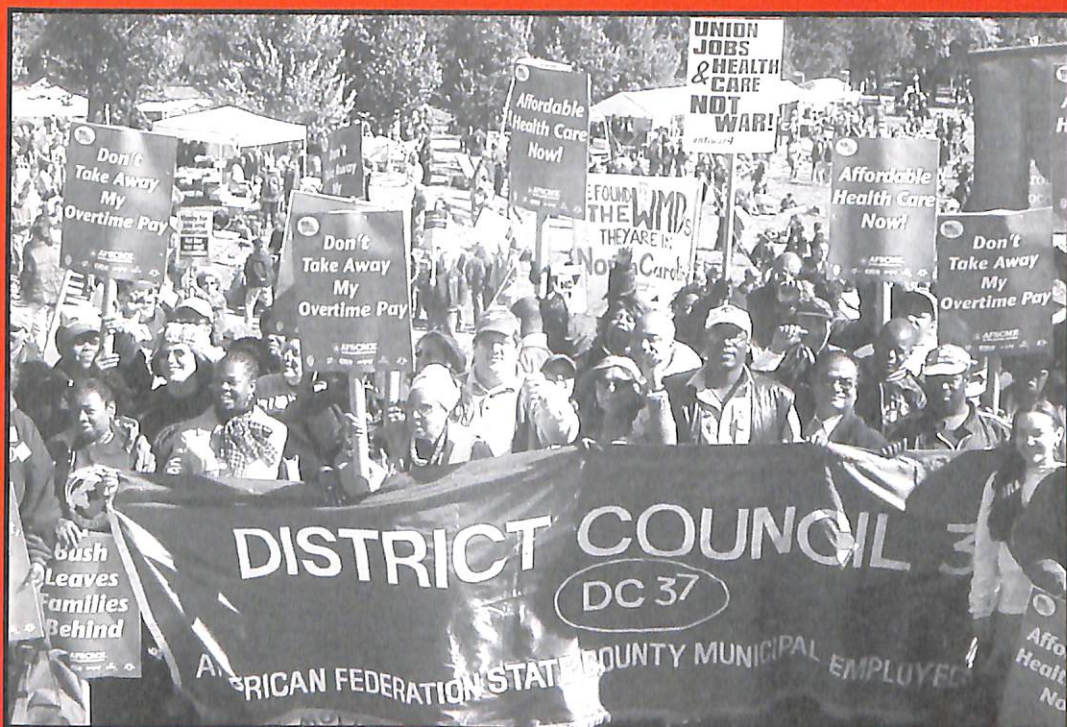


LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Afrique du Sud, Etats-Unis : la question noire



Syndicalistes du secteur public de New York (AFSCME District Country 17) dans la "marche du Million", le 17 octobre à Washington.

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Présentation :**
**Etats-Unis : à la veille
de l'élection présidentielle,
un entretien avec Alan Benjamin
et Lybon Mabasa** p. 3
- **Azanie (Afrique du Sud) :**
**le combat pour la République noire
(une discussion entre le secrétariat international
et la section azanienne)** p. 7
- **Chine :**
***“Arrêtez les restructurations
et les privatisations le plus tôt possible,
sinon la révolution de la classe ouvrière
est inévitable”*** p. 23
(Par Olivier Doriane)
- **Les classes ouvrières d'Europe
et les organisations
face au projet de traité
constitutionnel** p. 37
(Par Christel Keiser)
- **Brésil :**
**— Les travailleurs et les paysans sans terre
se heurtent à la politique
du gouvernement Lula** p. 51
(Par Jean-Pierre Raffi)
- **La lutte pour la nationalisation
contre l'“économie solidaire”** p. 59
(Par Serge Goulart)

- **Italie :**
quinze thèses de Fausto Bertinotti p. 71
 (Par Marie-Claude Schidlower)
- **70^e anniversaire**
de l'insurrection ouvrière
des Asturies, en 1934 p. 79
 (Par Manuel Grossi)
- **Vie de l'Internationale** p. 85
 - **Défendre ou pas**
les conquêtes d'Octobre ?
 (Par Sergueï P.)
 - **La position "altermondialiste"**
du Parti socialiste d'Ukraine :
des origines à nos jours
 (Par Ivan Sologoubivsky)
 - **La crise de la gauche biélorusse**
et les tâches du mouvement révolutionnaire
 (Par Dimitri Serebriakov)
 - **France : "Est-il possible, par l'unité,**
d'assurer la victoire du vote non ?"
(éditorial du numéro spécial
« Non à la "Constitution" européenne ! »
d'Informations ouvrières,
hebdomadaire du Parti des travailleurs)

Présentation

États-Unis : à la veille de l'élection présidentielle

Un entretien avec Alan Benjamin et Lybon Mabasa

Ce numéro de *La Vérité* est envoyé à l'impression à la veille de l'élection présidentielle américaine. Il est évident qu'il ne peut rendre compte des résultats, ni de leur analyse. Mais à la veille de cette élection, le 17 octobre, un événement important, qui est révélateur des processus en cours aux Etats-Unis et de la situation à laquelle les travailleurs américains sont confrontés, s'est déroulé à Washington.

Alan Benjamin, peux-tu, en tant que membre de la section américaine de la IV^e Internationale, également membre du comité organisateur de la "marche du Million", nous rappeler les objectifs de cette manifestation et nous dire quels en ont été les résultats ?

La manifestation était organisée à l'appel initial de la section de la région de San Francisco du syndicat des dockers (ILWU Local 10), ainsi que par un certain nombre d'autres sections syndicales, d'unions syndicales locales et d'organisations de travailleurs, tout particulièrement des organisations de travailleurs noirs.

Cela répondait au sentiment commun que, plus que jamais, les candidats des deux partis de la classe dirigeante aux Etats-Unis, le Parti républicain et le Parti démocrate, n'offrent aucune solution aux besoins des travailleurs et sont même à l'origine de l'aggravation de la situation à laquelle les travailleurs sont confrontés.

C'est de cette considération qu'a découlé la décision de mobiliser et d'organiser par nous-mêmes, en toute indépendance, la "marche du Million". Le terme million ne faisait pas référence à un objectif chiffré de participants dans la manifestation du 17 octobre, mais aux différentes manifestations organisées ces quarante dernières années à l'initiative du mouvement pour les droits civiques.

Un des organisateurs de la "marche du Million", Chris Silvera, président de la section (noire) du syndicat des camionneurs, a clairement exposé les objectifs de la "marche du Million" lors du meeting de lancement de cette initiative, à San Francisco : *"On ne peut pas rester les bras croisés en pensant que Kerry va faire quoi que ce soit pour nous. Aucun des deux partis ne défend nos intérêts. Les concessions ne sont que le produit d'un rapport de force, et, pour l'établir, il nous faut mobiliser dans l'unité, créer une force ! On ne peut plus attendre. Il faut faire bouger le mouvement ouvrier, le faire descendre dans la rue. On va aller à Washington et on va secouer la Maison-Blanche. Il s'agit de nous réapproprier nos droits, de se débarrasser du Patriot Act, de mettre fin à la guerre."*

La direction de l'AFL-CIO a-t-elle apporté son soutien à la manifestation ?

Non. En juillet, la direction nationale a envoyé une circulaire à toutes les organisations qui y sont affiliées à travers le pays pour les enjoindre de ne pas participer à la "marche du Million". Tout en précisant que l'AFL-CIO soutenait nombre de revendications mises en avant par la marche, il était indiqué que, dans la mesure où elle devait se dérouler avant l'élection présidentielle, elle s'écartait de l'objectif principal, qui consistait à se débarrasser de Bush en faisant élire John Kerry.

Cela dit, je dois préciser qu'un nombre important de syndicats — dont le syndicat national des postiers — a non seulement soutenu, mais également participé à la manifestation. Les organisateurs de la "marche du Million" ont répondu à l'AFL-CIO en précisant que, quel que soit le vote des électeurs le 2 novembre, il était plus urgent que jamais de faire entendre nos revendications et de commencer à jeter les bases d'une politique indépendante pour les travailleurs.

Quelles étaient les principales revendications ?

— L'assurance maladie (c'est-à-dire la gratuité des soins pour tous, tout au long de la vie, dans un pays où 45 millions de personnes n'ont aucune couverture de ce type et où le coût des cotisations à des services privés explose véritablement).

— Sauver la Sécurité sociale, qui est en voie de démantèlement par sa privatisation.

— Un emploi pour tous avec un salaire décent.

— Défense de l'enseignement public face aux plans de Bush soutenus par John Kerry, et qui prévoient de liquider la convention collective signée par le syndicat des enseignants, ainsi que la privatisation des établissements scolaires dont les résultats n'atteignent pas un certain niveau, de même qu'ils prévoient d'introduire un système de coupons donnant accès à l'enseignement privé.

— Abrogation de la loi Taft Hartley (1). Il s'agit là d'une revendication mise en avant particulièrement par le syndicat des dockers à la suite de la décision prise par Bush en 2002 d'avoir recours à cette loi pour briser la grève des dockers. Cette revendication est également mise en avant par les travailleurs noirs du Sud des Etats-Unis, où cette loi est utilisée pour limiter l'exercice des droits syndicaux.

— Fin de l'occupation de l'Irak et retrait des troupes. Une revendication qui va de pair avec l'exigence de couper dans les dépenses militaires, afin de pouvoir faire face aux besoins de la population.

— Les autres slogans incluaient l'abrogation du Patriot Act (2), l'abrogation de l'ALENA et du FTAA (3), l'annulation de la dette des pays en voie de développement.

Penses-tu que cette manifestation soit une indication des processus en cours au sein de la classe ouvrière au niveau national, au moins en ce qui concerne la question de la guerre et du budget militaire ?

Tout à fait. La manifestation a rassemblé 15 000 personnes. A première vue, cela peut paraître limité. Mais c'est historique. Il n'y a jamais eu, dans l'histoire récente, de manifestation de ce type à la veille d'une élection. Même pas durant la guerre du Vietnam. Les manifestations de masse étaient toujours organisées les années où il n'y avait pas d'élection.

Pour avoir une idée juste du sentiment antiguerre croissant au sein du mouvement ouvrier américain, il est nécessaire de prêter attention à ce qu'a dit Gene Bruskin, coprésident de la coalition US Labor Against the War, dans son discours à l'issue de la "marche du Million" le 17 octobre : *"Cet été, nous avons assisté à une succession d'événements au sein du mouvement ouvrier dont nous pouvons être fiers. Les délégués aux congrès nationaux des syndicats, représentant en tout 6 millions de travailleurs, presque la moitié des syndiqués de ce pays, ont exigé la fin de la guerre et de l'occupation de l'Irak. Il s'agit des syndicats SEIU, AFSCME, du syndicat des postiers, du syndicat de la communication, de la section asiatique et latino-américaine de l'AFL-CIO, des fédérations de l'AFL-CIO de Californie, de l'Etat de Washington, du Vermont et du Wisconsin."*

Une des caractéristiques de cette marche, c'est qu'une grande partie des travailleurs qui ont manifesté étaient des travailleurs noirs. Lybon Mabasa, tu as pris la parole au meeting de clôture de la marche au nom de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui était officiellement invitée à participer à ce meeting par les organisateurs de la manifestation. L'Entente t'a demandé t'y prendre la parole, en tant que président du Parti socialiste d'Azanie — le SOPA. Comment ton discours a-t-il été accueilli ?

J'ai eu la possibilité de circuler et de parler à de nombreux participants au meeting. La plupart m'ont expliqué comment le processus politique actuel aux Etats-Unis aboutit à l'expulsion des travailleurs et de la population. Ils pensent que les hommes politiques qui dirigent n'ont rien à leur offrir, dans la mesure où ils marginalisent ces gens et ne répondent pas à leurs besoins.

Lorsque je suis monté sur le podium, j'ai répété ce que je venais d'entendre, que le système de gouvernement, que le système qui faisait passer la propriété privée des moyens de production avant les aspirations des travailleurs, et plus particulièrement des Noirs, n'est pas un système qui s'adresse à la majorité de la population. Ces paroles ont été reçues avec enthousiasme.

J'ai ensuite parlé du double langage des dirigeants politiques et des combines dans lesquelles ils sont impliqués. J'ai ensuite parlé de la dette, qui, non seulement ronge la totalité

du continent africain, mais détruit littéralement l'Afrique du Sud — l'Azanie, comme nous l'appelons. C'est la dette de l'apartheid. Cette dette aurait dû être annulée sans conditions. Nelson Mandela a passé plus de 25 ans dans les prisons du régime d'apartheid. Cette dette aurait au moins dû être annulée, c'est un minimum, mais Mandela ne l'a pas fait. En fait, son parti a continué de payer la dette, 8 milliards de dollars par an.

C'est pourquoi il n'est pas étonnant que, cette année, à la suite des élections, le Parti national, le parti de l'apartheid, ait décidé de fusionner avec l'ANC.

Il ne s'agissait pas de venir apporter son soutien au combat pour que la majorité noire gouverne. Bien au contraire. L'ANC est devenue l'instrument de défense des intérêts de la minorité blanche. Cette fusion n'a rien de contradictoire, c'est l'aboutissement logique de la politique de l'ANC et des accords passés avec les institutions financières internationales et les gouvernements à leur service.

Le dirigeant du Parti national est allé jusqu'à dire qu'avec cette fusion avec l'ANC se terminait la période du socialisme.

Pour en revenir à Mandela, les travailleurs noirs américains ont participé à de grandes mobilisations contre le régime d'apartheid. Nombre d'entre eux pensaient que le nouveau régime en Afrique du Sud constituait véritablement un gouvernement de la population noire. Ont-ils été étonnés des informations que tu as fournies sur l'Afrique du Sud ?

Lorsque j'ai dit que le régime actuel en Afrique du Sud, comme le précédent sous Nelson Mandela, continuait à payer la dette de l'apartheid, l'immense majorité de la foule s'est mise à crier : "*Honte à Mandela !*" C'était très impressionnant, si l'on tient compte de la place tenue par Mandela et du respect qu'il inspire au travailleurs et à la population noire des Etats-Unis.

Il n'y avait pas que cela. Comme le verront les lecteurs de ce numéro de *La Vérité*, les camarades du SOPA en Azanie combattent pour que la majorité noire gouverne. Ils avancent le mot d'ordre de République noire. Peux-tu expliquer le contenu de ce mot d'ordre en Azanie ?

Ce mot d'ordre découle du fait qu'aux termes de l'accord de CODESA (4), la population noire s'est vu octroyer la portion congrue. Il n'y a pas de gouvernement de la majorité noire, en dépit du fait que le combat né en Afrique du Sud était le combat pour la population noire, pour leurs aspirations à gouverner et à se réapproprier leurs richesses. C'était le combat pour une transformation totale du régime d'apartheid, pour sa destruction par l'établissement d'une République noire.

Au cours de notre tournée aux Etats-Unis, nous avons expliqué que ce n'est que par l'établissement d'une République noire que les solutions peuvent être apportées aux problèmes auxquels la population noire — en particulier — est confrontée.

Un rapport récent du Programme de développement des Nations unies dit clairement que les travailleurs noirs sont actuellement, sous le nouveau gouvernement, dans une situation pire que sous le régime d'apartheid. Là encore, ceux qui ont entendu cela étaient certes choqués, mais ils ont compris.

Nous avons également établi le lien avec la situation des travailleurs noirs aux Etats-Unis, où, 40 ans après le mouvement pour les droits civiques, 12 % de la population demeurent les plus pauvres avec le taux de chômage le plus élevé.

65 % des gens qui ont le Sida sont Noirs. 45 % des jeunes Noirs sont emprisonnés. Nous avons dit : "*C'est le même combat.*" Nous sommes depuis dix ans en démocratie et les gens sont dans une situation pire. Nous avons dit que la réponse à nos revendications ne pouvait venir de gouvernements qui s'accrochent à la situation, mais seulement du gouvernement de la majorité noire, qui fera de ces aspirations une priorité gouvernementale.

Quel accueil la politique du SOPA a-t-elle reçu aux Etats-Unis ?

Les gens étaient enthousiastes. Ils disaient : voilà un parti qui combat pour les Noirs, pour les travailleurs noirs. Notre appel à l'annulation de la dette a été particulièrement bien reçu. Les gens étaient contents de savoir que le SOPA combat pour l'annulation de la dette, pour une République noire, pour le gouvernement de la majorité noire. Ils disaient : c'est ce qu'il faut faire, c'est ce que l'ANC aurait dû faire.

Quel lien as-tu fait entre la situation en Azanie et aux Etats-Unis en ce qui concerne le parti noir ?

La similarité des situations auxquelles les Noirs des Etats-Unis et d'Afrique du Sud sont confrontés est évidente : racisme institutionnalisé, pauvreté, oppression. Ce lien a été établi

par le Tribunal international sur l'Afrique (5). Nous avons remarqué alors que les travailleurs américains s'organisent en toute indépendance dans la "marche du Million" et ont commencé à construire le "Mouvement d'unité des travailleurs noirs", orienté vers le Labor Party. Nous-mêmes, en Afrique du Sud, construisons un parti des travailleurs noirs à travers le SOPA.

Les gens avec lesquels nous avons parlé disaient : c'est avec ces gens-là qu'il faut établir des liens. Nous avons renforcé ces liens. Certains se sont engagés à soutenir *In Defence*, le journal du SOPA. Certains se sont engagés à nous rejoindre au sein du Tribunal international sur l'Afrique.

Alan, dans la dernière livraison de *La Vérité*, tu as écrit un article sur la nécessité de construire un parti politique noir politiquement indépendant en combinaison avec le combat pour un Labor Party. Compte tenu de ce qui vient de se passer aux Etats-Unis, qu'en penses-tu ?

L'appel à la "marche du Million" a mis l'organisation d'un tel parti des travailleurs noirs à l'ordre du jour. J'ai été enthousiaste d'apprendre à la "marche du Million" que les dirigeants de l'organisation Black Workers For Justice, avec lesquels nous collaborons politiquement depuis longtemps, ont mis à leur ordre du jour la convocation d'un congrès des travailleurs noirs pour créer un parti des travailleurs noirs.

Dans ce but, ils ont constitué l'organisation "Mouvement d'unité des travailleurs noirs" avec les syndicalistes noirs du AFSCME et du syndicat des transports.

Une brochure distribuée à la manifestation, et intitulée "*Construisons le Mouvement d'unité des travailleurs noirs*", relie le besoin d'un tel parti au besoin d'unité de la classe ouvrière dans sa totalité au sein d'un Labor Party indépendant.

Lorsque ce numéro de *La Vérité* sera publié, l'élection présidentielle aura eu lieu. Le rejet de Bush et de sa politique se généralise à travers le monde. Cependant, tout le monde est inquiet du fait que, quel que soit celui qui sera élu, la politique de l'impérialisme américain demeurera inchangée : la guerre contre l'Irak et l'Afghanistan se poursuivra ; les menaces vis-à-vis de l'Iran et des autres pays augmenteront. La dette impérialiste continuera à être payée et toutes les mesures du FMI continueront à être imposées.

Quelles leçons peuvent être tirées de la mobilisation de la classe ouvrière américaine, quel message peut être adressé aux peuples du monde ?

Il y a un message. C'est qu'aux Etats-Unis, il y a un mouvement grandissant qui combat la politique de notre gouvernement, qui combat et continuera à combattre pour la défense des intérêts des travailleurs, du droit des peuples du monde à disposer d'eux-mêmes.

Les 15 000 qui ont manifesté le 17 octobre sont porteurs des aspirations de millions de travailleurs. La direction nationale de la coalition US Labor Against the War, qui était présente à la manifestation, se réunira le 4 décembre à Chicago. USLAW a dit que, quel que soit le nouveau président élu, nous mobiliserons les travailleurs américains dans la rue, car nous savons que le nouveau président demeurera déterminé à mener la guerre contre les peuples du monde.

Le message, c'est donc qu'il y a un mouvement aux Etats-Unis qui ne renoncera pas dans la période à venir, un mouvement qui fait même d'importants pas en avant.

Et pour toi, Lybon, quel est le message des travailleurs noirs d'Afrique et des Etats-Unis aux travailleurs du monde entier ?

Je pense que le mot d'ordre de la manifestation, "*S'organiser en notre nom*", constituait la réponse appropriée à tous ceux qui nous ont exclus. Oui, nous pouvons nous organiser nous-mêmes, fixer nos priorités fondées sur nos aspirations, sur nos besoins.

(1) Taft Hartley : loi réactionnaire adoptée en 1948, qui limite considérablement les droits syndicaux.

(2) Patriot Act : loi adoptée à la suite du 11 septembre 2001, qui s'attaque à tous les droits démocratiques au nom de la guerre contre le terrorisme.

(3) NAFTA : Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis. Il est entré en vigueur en 1994 ; FTAA : Traité de libre commerce des Amériques. Un accord continental que Bush s'est fixé de faire entrer en vigueur en 2005.

(4) CODESA : accord politique datant de 1994 entre l'ANC et le Parti national. Signé à Kempton Park lors des discussions qui ont mis fin au régime d'apartheid du Parti national.

(5) Tribunal international sur l'Afrique : il s'est tenu à Los Angeles en février 2000, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, pour juger les responsables de la dérive meurtrière menaçant les peuples d'Afrique.

**Azanie
(Afrique du Sud) :
la construction
de la IV^e Internationale,
le combat
pour la République noire
et la place centrale
du journal**

**(une discussion entre le secrétariat international
et la section azanienne)**

**Ce document est extrait du *Bulletin de discussion Afrique* (août 2004),
organe de discussion des sections et militants
de la IV^e Internationale dans les pays africains**

**Au mois de juin 2004, une délégation de la section azanienne de la
IV^e Internationale a eu une séance de travail avec le secrétariat inter-
national.**

**Les échanges qui ont eu lieu ont permis de débattre de
l'appréciation à avoir sur la situation politique en Azanie, tout parti-
culièrement après les élections du 14 avril dernier, et de déterminer les
tâches qui en découlent pour la IV^e Internationale.**

Rapport introductif présenté par le secrétariat international

(...) Le programme de fondation de la IV^e Internationale établit explicitement que la crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Cela signifie que les conditions nécessaires de la révolution socialiste non seulement ont été atteintes depuis longtemps, mais nous conduisent à parler de leur pourriture sous le capitalisme.

Il y a déjà longtemps que le capitalisme a atteint le zénith de la période où il était encore en mesure de développer les forces productives de l'humanité. Nous savons que la raison même pour laquelle l'oppression et l'exploitation capitalistes continuent à dominer le monde, c'est la crise de la direction du prolétariat.

C'est pourquoi la tâche principale que nous assigne le programme de fondation de la IV^e Internationale est d'aider à la résolution de cette crise de direction. Et c'est certainement une mission plus difficile aujourd'hui que jamais auparavant, la décomposition du système capitaliste entraînant aujourd'hui la destruction de toutes les nations et de l'ensemble des conquêtes de l'humanité et de la démocratie, ce qui s'exprime dans le cadre du continent africain par la destruction de la population elle-même. De plus, la solution de la crise de direction est confrontée aux conséquences de la décomposition des formations du stalinisme et du rôle foncièrement réactionnaire joué aujourd'hui par le centrisme réactionnaire, j'entends par là les forces du Secrétariat unifié, les pablistes.

Mais ce qu'il nous faut également souligner, c'est que ce qui façonne cette situation d'ensemble, c'est aussi l'action de millions d'êtres humains qui recher-

chent la voie de leur émancipation, ce qui signifie que le combat pour la révolution prolétarienne est plus que jamais d'actualité. C'est pourquoi nous devons discuter de la façon dont ces traits généraux des développements de la situation mondiale s'expriment plus spécifiquement dans la situation africaine, et ensuite, plus spécifiquement, dans le cas de l'Azanie.

IL N'Y A PAS EU EN AFRIQUE LA CONSTITUTION DE VÉRITABLES NATIONS DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE LUI-MÊME

Un des aspects les plus importants de la situation en Afrique est que, résultant de l'arriération du développement économique et comme conséquence de la domination coloniale, dans la grande majorité des cas, il n'y a pas eu en Afrique de constitution de véritables nations dans le cadre du développement capitaliste lui-même. Mais en même temps, il est important de faire remarquer que le continent africain est entré dans la période de décadence du système impérialiste sans être passé par les phases de développement progressiste qu'a connues le capitalisme. Ce qui rend la question nationale, qui est une question complexe partout dans le monde, certainement plus difficile encore en Afrique.

Nous savons tous que la plupart des frontières des Etats sont des frontières artificielles qui ont été tracées par les colonisateurs. Nous savons aussi qu'en raison du retard dans les relations dans le

domaine économique, la plupart des pays africains ont été divisés, même sous le régime colonial, en tribus et ethnies, etc. Cependant, toutes les luttes de libération nationale en Afrique au siècle dernier avaient un contenu de libération nationale et ont cherché à trouver une réponse à la question posée par la constitution de la nation.

Nous pouvons constater aujourd'hui que l'offensive impérialiste se concentre précisément sur la division des unités nationales existantes, quel que soit leur degré d'achèvement, et sur la résurgence des divisions ethniques, nationales et tribales. Mais il est important de noter que, dans le cadre du développement d'ensemble qui est commun à toute l'Afrique, il y a des degrés différents. Dans certains pays, le processus de constitution d'une véritable nation est allé beaucoup plus loin que dans d'autres. Et certainement l'Algérie, d'une part, et l'Azanie, de l'autre, sont deux pays africains où les processus révolutionnaires de constitution de nations ont été le plus loin.

Ces processus ont été marqués par la constitution d'organisations nationalistes les plus avancées, l'Etoile nord-africaine dans le cas de l'Algérie, le Mouvement de la Conscience noire dans le cas de l'Azanie. Bien sûr, la situation particulière de l'Algérie dans les années 1930, 1940, 1950, 1960 et celle des années 1970 en Azanie sont extrêmement différentes l'une de l'autre. Mais il pourrait être intéressant de discuter de ce qui est commun à ces deux situations différentes.

L'Etoile nord-africaine a été constituée par des militants algériens, parmi lesquels Messali Hadj, qui avaient des liens avec le Parti communiste français, et donc la III^e Internationale, dans les années 1930. Il y avait donc, de toute évidence, un lien avec le mouvement ouvrier international, mais les limites de l'Etoile nord-africaine étaient de n'avoir posé la question nationale que dans le seul cadre de l'Algérie et dans les limites de la question nationale elle-même, en la coupant du contenu social de la lutte de libération nationale. L'un des aspects positifs de l'Etoile nord-africaine est qu'elle a combattu pour constituer une nation algérienne commune unifiant ses deux composantes, berbérophone et arabophone. Et l'une des limita-

tions, qui vaut aussi d'ailleurs pour le Mouvement de la Conscience noire dans un contexte différent, est l'incompréhension de ce qu'à la période même de décadence du système capitaliste, même les tâches démocratiques les plus modestes ne peuvent être réalisées sans la construction d'une organisation indépendante de la classe ouvrière et sans lier la lutte d'émancipation nationale à l'indépendance de classe des organisations.

Cela souligne l'actualité de la théorie de la révolution permanente, qui a été définie par Trotsky ; pour des pays comme les pays d'Afrique, qui n'ont pas connu un développement capitaliste, les tâches nationales et démocratiques demeurent des tâches centrales. Les mots d'ordre nationaux demeurent essentiels, mais pour atteindre ces buts nationaux, il est nécessaire de construire des organisations ouvrières indépendantes, ce qui est une condition même pour développer une politique de front unique anti-impérialiste.

L'ACTUALITE DU MOT D'ORDRE DE REPUBLIQUE NOIRE

Si nous regardons ce que signifie la mise en œuvre de ces principes en Azanie, on peut poser quelques questions. La première est la réalité du mot d'ordre de République noire. Il y a le texte bien connu de Trotsky sur cette question. Mais le fait que Trotsky a parlé de République noire n'entraîne pas automatiquement que ce mot d'ordre est correct aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un argument d'autorité consistant à dire que Trotsky l'a dit, donc que c'est juste.

Je considère, pour ma part, que le mot d'ordre de République noire est indispensable à toute organisation ouvrière indépendante combattant en Azanie, et nous devons en discuter.

A différents moments, j'ai constaté que même le SOPA, produit, pourtant, de l'AZAPO et du Mouvement de la Conscience noire, marginalisait en fait le mot d'ordre de République noire et de majorité noire. On a eu dernièrement cette discussion, il y a quelque mois, au sujet de la plate-forme électorale du SOPA. Le

premier projet écartait toute référence explicite au combat pour la République noire et la majorité noire, ce qui peut apparaître comme un paradoxe, puisque le parti et vous tous venez précisément du Mouvement de la Conscience noire.

Je crois que c'est quelque chose qui doit être discuté. Quelle est la situation aujourd'hui en Azanie ? Nous sommes tous d'accord sur cette appréciation qu'il n'y a pas de pouvoir de la majorité noire aujourd'hui en Azanie. Le pouvoir qui est toujours explicitement maintenu, c'est le pouvoir d'une étroite minorité blanche, qui concentre entre ses mains les capacités productives du pays et ses richesses, utilisant des masques noirs en façade comme un instrument pour maintenir sa domination, mais en réalité, en maintenant la forme de domination qui existait sous le régime de l'apartheid (sauf, bien sûr, une égalité politique formelle pour les Noirs, ce qui n'est pas secondaire). Mais, ce que nous savons tous, c'est que la vie quotidienne ne s'est pas améliorée, qu'elle s'est en fait aggravée dans les dernières années. Alors, comment pouvons-nous soulever cette question, qui est posée à l'ensemble du peuple azanien ?

Le régime de l'apartheid est tombé sous l'assaut livré par les masses noires d'Azanie. C'est le résultat du mouvement révolutionnaire des masses azaniennes elles-mêmes. Mais cette révolution a été trahie, ou au moins confisquée.

Au cours de la constitution du Mouvement de la Conscience noire, et plus tard de l'AZAPO, vous avez posé le mot d'ordre "*Une Azanie, une nation*". Ce qui veut dire que construire une nation azanienne unifiée était une des tâches à l'ordre du jour. Est-ce que cette question est toujours à l'ordre du jour aujourd'hui, oui ou non ? Je pense que oui, plus que jamais. Pas comme un résultat, mais comme un objectif. Parce que le maintien de la domination impérialiste par le truchement du gouvernement Mbeki n'est pas seulement en contradiction avec la construction d'une nation, mais, plus que cela, ce gouvernement se sert des divisions entre régions, origine ethnique, origine tribale, etc., pour ouvrir un processus de dislocation de l'unité nationale, qui est le fondement de la majorité noire. C'est pourquoi, aujourd'hui, le mot d'ordre

"*Une Azanie, une nation*" ne peut être atteint qu'au travers du mot d'ordre de constitution de la République ouvrière noire, ce qui signifie que ce mot d'ordre est central. Mais qui sera capable de mettre en avant ce mot d'ordre et cette orientation ? A travers l'expérience du Mouvement de la Conscience noire et de l'AZAPO, vous avez expérimenté la limitation même de ce mouvement : aucune possibilité n'existe pour la majorité noire de prendre réellement le pouvoir entre ses mains sans combiner revendications nationales et revendications économiques et sociales.

La République noire en Azanie est un mot d'ordre transitoire, qui ouvre la voie à d'autres revendications liées à la question de la propriété des moyens de production, etc. Et nous voyons la pertinence de ce mot d'ordre si on examine ce qui se passe au-delà de la frontière, au Zimbabwe, par exemple, parce que la question du retour de la terre aux paysans noirs signifie que ces paysans noirs au Zimbabwe, qui forment la majorité, ont le droit démocratique de reprendre ces terres. Ce qui, inévitablement, pose la question de la rupture avec la domination impérialiste, avec la domination de la minorité blanche.

Cela conduit à une autre question. Si nous disons qu'aujourd'hui, mettre en avant le mot d'ordre de République noire requiert l'indépendance politique de la classe ouvrière et de ses organisations, cela pose la question de quel type de parti et quelle forme d'activité syndicale.

Tout d'abord, il faut clarifier quel type de parti nous cherchons à construire. Cela pose deux questions : celle de la relation entre le SOPA et la IV^e Internationale, et celle des relations entre le SOPA et les syndicats (...).

LA PLACE DE LA COSATU

La COSATU, en dépit de sa direction stalinienne et en dépit de sa participation au gouvernement, demeure l'organisation qui, aux yeux de la classe ouvrière, est toujours celle qui exprime ses intérêts, et dont l'existence lui est essentielle. Bien sûr, on peut être d'accord ou pas avec

cette appréciation. Mais cela doit nous conduire à une conclusion pratique, et à mon avis cette conclusion pratique doit se définir de la manière suivante : nous avons — quand je dis nous, c'est bien nous tous ensemble — commis une erreur sur la question syndicale en Azanie, il y a quelques années. Nous subissons la pression de l'appareil stalinien, qui cherchait à nous exclure de la COSATU et des syndicats qu'il dirigeait, usant y compris de la violence physique.

(...) Les masses, même en véhiculant beaucoup d'illusions, cherchent à utiliser les organisations qu'elles ont constituées pour se défendre, et c'est ce qu'elles ont fait. Et quand elles ont essayé d'utiliser naturellement la COSATU comme un instrument contre le gouvernement, cela est apparu pour le SOPA comme une surprise. Parce que nous n'étions pas préparés à cela, les camarades n'étaient pas préparés à cela. C'est pourquoi nous devons en discuter, et voir si c'est correct ou non pour réorienter l'activité politique sur cette question syndicale, qui, à mon avis, est liée à une autre question.

Si nous pensons au bilan des élections elles-mêmes (...), il est vrai aussi que beaucoup de gens sont allés voter en faveur des partis gouvernementaux de la coalition. Pourquoi ? Certainement parce que, bien que les électeurs s'opposent à la politique sociale et économique du gouvernement et l'avaient d'ailleurs démontré y compris dans les grèves appelées par la COSATU, ils ne voient pas ce gouvernement comme ils voyaient le gouvernement du régime de l'apartheid. Ils ne voient pas ce gouvernement avec les mêmes yeux qu'ils voyaient le gouvernement du régime de l'apartheid.

Bien sûr, il y a des illusions. Mais je pense que c'est une composante de la situation politique. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas se présenter aux élections. Mais cela signifie qu'il nous faut réfléchir aux moyens politiques avec lesquels nous traitons ces illusions. Et cela ramène au point que j'ai traité précédemment de la République noire et de la majorité noire. Et cela ramène aussi au point qui a été soulevé au sujet de la COSATU, parce que nous savons le lien entre la COSATU et l'ANC en ce qui concerne le gouvernement.

LA QUESTION NATIONALE A L'ECHELLE DE TOUT LE CONTINENT ET EN RELATION AVEC LES NOIRS DES ETATS-UNIS

Même en Azanie, où la question nationale est posée de façon particulière, on ne peut pas avancer sur ce terrain si on ne la pose pas à l'échelle du continent africain tout entier et sans poser la question de la relation avec les Noirs des Etats-Unis.

En relation avec l'Afrique, la discussion, pas nécessairement tout de suite, mais qui fait partie de l'ensemble qu'il faut aborder avant la fin de cette réunion, est : comment réorganiser notre travail à l'échelle de l'ensemble du continent. Quelles que soient les différences, il y a des éléments communs à tous les peuples africains. A différents niveaux, il y a les mêmes formes du pillage impérialiste, les mêmes sortes de prétendues guerres inter-ethniques, de divisions, de destruction des nations, et tout cela comme conséquence de la rivalité entre les différents impérialismes, qui sont réellement en train d'exterminer les peuples africains. Et cela n'est pas seulement vrai pour l'Afrique noire, mais inclut l'Afrique du Nord (...).

L'autre question est celle de la liaison avec la population noire des Etats-Unis. Nous savons qu'il y a aux Etats-Unis plus de 40 millions d'habitants, arrivés par l'esclavage et étant d'origine africaine, et même s'ils sont partie intégrante de la classe ouvrière américaine, nous savons qu'ils ont des relations spéciales avec l'Afrique. Et l'un des points les plus élevés que nous ayons atteints est la tenue du Tribunal Afrique à Los Angeles, en l'an 2000.

Nous devons intégrer ces éléments dans notre discussion et faire des propositions aux camarades américains.

Dernier point, et certainement pas le moindre, la question du type d'organisation que nous construisons.

Les camarades insistent sur le fait que nos ennemis politiques disposent de vastes moyens matériels et qu'il y a pléthore d'organisations bien fournies financièrement, même si elles n'ont pas les bases sociales qui soient en rapport. Nous,

au contraire, nous disposons de larges bases sociales, mais avons une faible organisation.

Et je pense qu'il n'y a qu'une seule manière de surmonter cet écart, c'est de progressivement changer la manière dont nous abordons les problèmes d'organisation.

Le SOPA, comme parti, ne peut pas dépendre pour son expression publique des très rares possibilités d'expression limitée qui lui sont concédées par la presse bourgeoise, qui sera toujours déloyale, et régulièrement, d'ailleurs, de plus en plus. Le SOPA est capable d'avoir sa propre expression politique indépendante, ce qui signifie que la direction du SOPA doit décider d'établir un autre type de relations organisées entre les militants. Ce qui pose

la question du journal. Vous avez une influence politique considérable, mais pas de véhicule pour centraliser cette influence politique.

Il y a de cela un siècle, Lénine a écrit sur le rôle du journal comme organisateur collectif du parti. Un siècle après, on ne peut pas penser qu'on y trouvera de substitut. Alors, la question du journal, la question d'un nouveau genre de relations autour du journal, et, à un autre niveau, la question de la diffusion, de la discussion, de l'organisation autour de *La Vérité*, comme un outil spécifique de construction de la IV^e Internationale autour du programme de la IV^e Internationale, ce sont là les moyens inévitables pour assurer une réelle indépendance politique organisée.

Dans la discussion de ce rapport

Un camarade : Je pense aussi, et je pense que les camarades en seront d'accord avec moi, que l'analyse faite sur la question de la constitution de la nation en Algérie et en Azanie est exacte. Mais je pense que les coups terribles portés aux conquêtes des travailleurs et du peuple noir, particulièrement en Azanie, sont si importants qu'ils frôlent l'incroyable.

C'est pourquoi, quand le rapporteur disait que le mot d'ordre "*Une Azanie, une nation*" est toujours à l'ordre du jour, je hochais la tête, parce que, précisément, la question de la République noire et du pouvoir de la majorité noire, et même celle de l'unité du peuple noir, a été minée dans de telles proportions qu'il est extrêmement difficile de le comprendre tant aujourd'hui qu'à l'avenir.

Ce à quoi nous assistons est un pays totalement subordonné qui n'est pas gouverné selon les intérêts et les aspirations du peuple. Un pays subordonné aux intérêts des institutions du capital financier international comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, et qui est un havre pour ces organisations.

Même les mots d'ordre qui avaient une grande signification, comme "*Une Azanie, une nation*", ne semblent plus,

dans l'actuelle situation nationale, être à l'ordre du jour.

A propos des questions de la terre et du Zimbabwe, qui ont été soulevées dans le rapport, nous étions d'accord et sommes d'accord avec les analyses de la IV^e Internationale et les liens qui en ont été établis à partir de là, mais je pense encore que très peu de choses ont été réalisées, et nous n'avons pas concrétisé cette campagne, ce qui a eu pour conséquence que le combat n'a pas été engagé sur cette question.

Mais cela ne veut pas dire que nous n'avons pas essayé de faire de la sensibilisation sur cette question et de la lier aussi à toute la lutte contre l'esclavage, le colonialisme et, aujourd'hui, la tyrannie de la dette.

**LA QUESTION DE LA TERRE,
DENOMINATEUR COMMUN
A TOUTES LES LUTTES
DE LIBERATION NATIONALE**

Il est aussi apparu comme difficulté que nous n'avions pas réellement eu une

orientation politique indépendante sur cette question. Nous avons tenté de nous mettre en rapport avec le haut représentant du gouvernement du Zimbabwe à Johannesburg et nous n'avons pas eu de réponse de sa part.

Ce qui a été dit par le rapporteur sur la question de la République noire, du pouvoir de la majorité noire et de son absence au début dans notre manifeste n'est pas exact, car, en réalité, les camarades qui ont été chargés d'élaborer sur cette question ont pris du retard à rendre leur contribution au moment où les éléments du premier projet ont été rassemblés.

Lorsque nous avons posé la question de la République noire et du pouvoir de la majorité noire, nous avons subi beaucoup d'attaques de ceux qui nous accusaient de vivre dans un monde de rêve en ne réalisant pas qu'une nation arc-en-ciel avait été créée ; puis, après, on nous demandait pourquoi le SOPA posait la question de la République noire et du pouvoir de la majorité noire. Ce à quoi nous répondions que, bien que le gouvernement était dominé par des gens qui n'étaient pas Blancs, les intérêts de la minorité blanche étaient fermement et impitoyablement protégés au détriment de la majorité noire ; que le parti au pouvoir et ses acolytes portaient la responsabilité d'avoir créé à la fois la subordination politique et économique ; que la question du pouvoir de la majorité noire et de la République noire signifiait une rupture totale avec toute forme de subordination ; qu'en posant cette question, il s'agissait pour nous d'appeler à une complète et totale rupture avec l'impérialisme.

**LA QUESTION
DE LA MAJORITE NOIRE
ET DE LA REPUBLIQUE NOIRE
SIGNIFIE LA RUPTURE TOTALE
AVEC TOUTE FORME
DE SUBORDINATION**

C'est pourquoi on ne peut comprendre les attaques que nous avons subies de la part de l'ANC et des partis de droite blancs qu'en les reliant à ce contexte.

Et c'est précisément dans ce contexte que nous continuons à penser que la COSATU, malgré tout ce qui se passe dans cette centrale, tout particulièrement au regard du rôle joué par la bureaucratie qui la dirige, a une importance cruciale pour notre combat. Elle demeure une importante organisation ouvrière que nous devons défendre, et réunir toutes les possibles conditions et raisons pour travailler en son sein en intensifiant nos combats contre les régimes et systèmes fondés sur la propriété privée des moyens de production. Un camarade a expliqué quel genre d'organisation ouvrière est la COSATU et à quel type de pressions est soumise la COSATU, et avec lesquelles elle continue de vivre.

Cependant, malgré tous les problèmes, le camarade rapporteur a raison de dire que les travailleurs en Azanie sont les seuls à pouvoir juger de leur propre destin. C'est pourquoi, la pression de l'ANC ne pourra pas complètement contenir les travailleurs pour empêcher qu'ils réclament leurs droits démocratiques et défendent les conquêtes qu'ils ont arrachées de haute lutte.

La grève de 2002 et le bilan de leur congrès sont les exemples mêmes du type de pressions auxquelles les travailleurs feront face, mais aussi les défis que l'ANC devra relever pour poursuivre sa politique de subordination. Et la COSATU, à la différence d'organisations syndicales nées depuis, s'est forgée au cours même du combat. C'est pourquoi je crois qu'on est d'accord et qu'il faut chercher une approche et une orientation communes.

Sur les élections, je ne crois pas qu'il y ait énormément de choses à dire, sauf que certaines des questions que j'ai discutées avec vous n'ont pas été mises en œuvre, comme c'est le cas du projet de lettre ouverte à l'ANC.

La direction du SOPA en a discuté, mais en est arrivée à des conclusions différentes, et la lettre n'a pu être écrite. Je ne pouvais donc pas passer par-dessus la direction du parti. Mais, en dehors de cela, il y avait tellement d'irrégularités lors des élections qu'on a pu en constater 78 dans une seule province, et, dans la majorité des cas, cela portait directement tort au SOPA.

REVENIR SUR L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SYNDICAL

Un autre camarade : Je voudrais parler essentiellement de trois points, à savoir en premier de la COSATU, ensuite du SOPA et de la IV^e Internationale et de leurs rapports, et aussi de l'organisation de jeunesse que nous avons évoquée. Je voudrais aborder d'abord la question de la majorité noire, qui trouve un écho immédiat dans les masses azaniennes.

Cela est apparu clairement lorsque le camarade Lybon a pris la parole lors des funérailles d'un camarade pour expliquer qu'il n'y a pas encore aujourd'hui au pouvoir une majorité noire. Nous étions en train d'enterrer l'un des dirigeants étudiants du soulèvement du 16 juin 1976 à Soweto. Et il a fait le lien entre ce mot d'ordre et celui du pouvoir noir. Dans l'actuel contexte, l'élite noire a confisqué la lutte et est en train de gouverner au détriment des intérêts de la majorité noire. Et donc, malgré le fait qu'en réalité, comme l'a dit le camarade, il est vrai que c'est cette situation qui marque présentement la situation des masses noires, nous avons été impressionnés par son intervention.

Pour commencer, à propos de la COSATU, je crois qu'il est important de revenir sur l'histoire du mouvement syndical en Azanie avant de comprendre ce dont il est question au sujet de la COSATU.

Sous le règne du régime de l'apartheid, les travailleurs d'Azanie se sont organisés dans des syndicats indépendants. Lors de la constitution de la COSATU, à l'époque où nombreux étaient ceux qui soupçonnaient l'ANC de savoir déjà qu'il allait se compromettre avec le régime de l'apartheid, il alloua alors beaucoup d'argent pour constituer la COSATU.

A ce moment, j'étais un responsable national d'un syndicat qui organisait les travailleurs de l'industrie des télécommunications.

Et l'ANC, en payant les membres de la direction des syndicats, s'organisait pour s'assurer par-dessus tout que les syndicats qu'il dirigeait adoptent la Charte de la liberté et s'affilient à la COSATU. Lors-

qu'il n'y arrivait pas, il recrutait, purgeait ou harcelait.

C'est dans ce sens qu'on peut dire que la COSATU n'a pas été construite par les travailleurs, mais par l'ANC. Ceux qui ont pris conscience de ce processus de structuration par un parti politique, les travailleurs d'Azanie, ont constitué d'autres centrales syndicales. Nous, du Mouvement de la Conscience noire, avons constitué ce que nous avons appelé la Confédération azanienne des syndicats. Et il y avait une autre centrale, qui s'appelait le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA). Toutes ces centrales ont été constituées pour résister à l'emprise de la COSATU, qui était une centrale construite par un parti politique. La confédération azanienne des syndicats (AZACTU) a fusionné avec le CUSA, pour constituer le Conseil national des syndicats (NACTU). C'était une tentative visant à constituer une forte centrale syndicale reliée à la Conscience noire en opposition, ou plutôt en concurrence, avec la COSATU. Malheureusement, un conflit est apparu entre le Mouvement panafricaniste (PAC) et le Mouvement de la Conscience noire au sein de la NACTU.

C'était en 1980. Nous étions confrontés au fait que la NACTU a été complètement affaiblie et que les éléments du PAC ont complètement pris le contrôle de la NACTU. Et la NACTU se mit à développer la politique du PAC. Et le Mouvement de la Conscience noire a perdu une véritable position d'implantation dans les organisations syndicales.

DEPUIS LA CONSTITUTION DE LA COSATU

Un autre camarade : La COSATU a été constituée en 1985. Parmi tout ce qui a été discuté, et dont l'essentiel est resté secret à l'époque, mais est devenu public plus tard, il ressort apparemment que c'est lors de ces discussions qu'on a commencé à aborder la possibilité d'une libération de Mandela à une date et une année qui ont été déterminées. Et l'une des préconditions de la libération de Mandela était une modification de ses conditions de déten-

tion et la nécessité que se constitue une organisation syndicale représentative, avec laquelle le patronat pourrait négocier au nom de la préservation de l'économie sud-africaine. Et pour que ce tournant radical puisse se concrétiser, il était nécessaire d'y investir les membres du Parti communiste sud-africain, afin qu'ils ne puissent pas porter préjudice à la stabilité de l'économie sud-africaine.

EN AZANIE, LA QUESTION NATIONALE, C'EST LA QUESTION NOIRE

Un camarade du secrétariat international : Il est évident qu'en Azanie, la question nationale, c'est la question noire. En Palestine, c'est la question des Palestiniens, mais la forme n'est pas la même, parce que nous luttons par exemple en Palestine pour un seul Etat, pour un seul Etat garantissant les droits égaux pour les Arabes et les Juifs. Nous sommes contre deux Etats en Palestine. En Azanie, c'est la question noire qui est au centre, et, à partir de là, se pose le problème de la nature de l'Etat, et, partant, la nature du parti dont la population noire a besoin en Azanie. L'histoire a défini ce parti, à partir de la Conscience noire, c'est le parti noir. Et sur ce terrain-là, il est bien évident que l'ANC, les staliniens, les pablistes ont toujours été contre.

Tout à l'heure, on va discuter, on va parler de la question syndicale de la COSATU. L'histoire a connu des batailles gigantesques, qui se sont terminées par des victoires ou des défaites, des demi-défaites, des demi-victoires, et il semblait que ce pour quoi les masses s'étaient organisées pour combattre pour leurs intérêts avait disparu. L'expérience m'a appris que les choses changent. Il y a des moments où les masses, en France, par exemple, en posant le problème de la grève générale de juin 1936, ont posé le problème de la révolution prolétarienne en France, qui a été amenée à la défaite par les staliniens et les dirigeants du Parti socialiste constituant ensemble le Front populaire.

A partir de la défaite, vous savez, les ouvriers français, vous pouviez leur dire

n'importe quoi, ils ne bougeaient pas. Pendant un an, pendant deux ans, en 1939, en 1940, c'était la nuit. Et puis, en 1942, ça a recommencé ; et ensuite, nous avons connu une crise révolutionnaire en 1944-1945, et les liens avec leurs parents, ceux de juin 1936, s'étaient renoués. Je reviendrai sur la question nationale, mais je voudrais parler de la COSATU.

Les formes qu'ont prises, que prennent encore, dans tous les pays, les organisations syndicales, ne sont pas identiques. On peut dire que, dans les authentiques syndicats, les traits nationaux de chaque pays s'expriment. Par exemple, si l'on regarde les Etats-Unis, le mouvement ouvrier fondamental qui a constitué les syndicats était l'IWW... Elle a disparu. Pendant les années difficiles, dans les années pendant lesquelles elle existait, s'est constituée l'AFL. En fait, c'était une organisation de jaunes. Et ensuite, la classe ouvrière américaine, en 1935, a constitué le CIO, qui a renouvelé complètement le mouvement syndical. Le CIO, constitué à partir de la plus intense lutte de classe, a ensuite fusionné avec l'AFL dans l'AFL-CIO, où coexistent tous les courants.

Je ne voudrais pas m'apesantir, mais je voudrais dire, pour ma part : la classe ouvrière noire est-elle ou non derrière la COSATU ? Elle est trahie par un appareil, comme ils ont fait en France.

La question se pose : faut-il, en trouvant les formes particulières, entrer dans la COSATU, pour préparer les conditions où la classe ouvrière, le peuple noir, reprendra tout son combat, qu'il n'a pas perdu, d'ailleurs ?

C'est la première question.

Maintenant, la deuxième question, qui, sans doute, revient à la question nationale. La forme que prend la solution de la question nationale n'est pas la même dans chaque pays.

Il y a eu quelque chose de particulier en Azanie, c'est la constitution de la Conscience noire, qui rejoint ce qui se passe et s'est passé aux Etats-Unis avec la minorité noire des Etats-Unis. Parce qu'aux Etats-Unis aussi le mot d'ordre du parti noir est indispensable. Quelle est la raison pour laquelle il est indispensable ? Parce qu'à partir de la trahison qui a eu lieu au moment où l'abolition de

l'esclavage au XIX^e siècle a été imposée, s'est reconstituée une conscience collective des Noirs. Et l'esclavage étant fini, les formes d'exploitation ont changé complètement. Le mouvement ouvrier noir aux Etats-Unis n'a pas le même développement que le mouvement ouvrier noir en Azanie. Et pourtant, il se trouve dans des conditions dans lesquelles, pour s'affirmer politiquement, en relation même avec son histoire, il a besoin de se constituer comme un parti noir, lequel, en Azanie, en raison de son histoire et de la constitution de la Conscience noire, est l'élément fondamental dans la prise de conscience des populations noires. Le parti noir est indispensable. La question nationale en Azanie, c'est le parti noir, c'est la question noire. Et la question noire, c'est le parti noir. Aux Etats-Unis, le problème du parti noir, c'est le parti qui doit se constituer comme partie intégrante du Labor Party, parti ouvrier basé sur les syndicats, où combattent et s'organisent travailleurs noirs et travailleurs "blancs", mexicains, etc. Le parti noir étant, je le répète, partie intégrante du Labor Party.

On n'est pas dans la même situation en Azanie. Et les ouvriers noirs aux Etats-Unis, dans la situation historique dans laquelle ils sont, ont besoin de s'affirmer comme tels. Mais pas comme une nation. Il n'y aura pas de nation noire aux Etats-Unis.

Il y a bien d'autres questions, qu'il me sera impossible d'aborder. Mais je voudrais revenir sur une question importante. Le problème financier, dont je ne doute pas qu'il est extrêmement important. En 1958, l'organisation française était quasiment en situation de déliquescence à peu près totale. Avec le petit noyau dont je fais partie, sachant ce que Lénine écrivait sur le journal, nous avons pris la décision de reconstituer l'organisation, donc ses finances, autour du journal. Et j'ai dit : *"Ceux qui veulent nous lire devront payer."* *Informations ouvrières* était au départ un bulletin ronéotypé, dont 650 numéros ont paru. Et à partir de là, nous avons reconstruit l'organisation et les finances. Pour ma part, je ne connais pas les traditions de l'Azanie, mais je pense que ce que Lénine disait en 1903 a démontré son efficacité pour la Russie. C'est dans ce cadre que l'on doit discuter

et déterminer les liens de solidarité entre l'Internationale et l'organisation en Azanie.

LE SOPA ET LA IV^e INTERNATIONALE

Maintenant, une dernière question importante. Les rapports entre le SOPA et la IV^e Internationale. Cette question, d'ailleurs, démontre à quel point les problèmes qui se trouvent posés en Azanie font partie des problèmes qui existent dans tous les pays. Il n'y a pas de spécificité azanienne sur cette question. Le mouvement ouvrier s'est constitué à partir de la Première Internationale comme mouvement ouvrier indépendant ; et, à chaque étape, à partir de la II^e Internationale, il y a eu la trahison de l'appareil dirigeant. Et l'appareil stalinien de la III^e Internationale a trahi. Et la IV^e Internationale a été constituée sur la base d'un programme qui explique que la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Dans les conditions de la constitution de la IV^e Internationale, l'assassinat des vieux bolcheviks, qui étaient ceux qui, normalement, auraient dû être avec nous, la IV^e Internationale et ses organisations ont été terriblement isolées dans la lutte de classe. C'est la raison pour laquelle, fin 1940, début 1941, un certain nombre de camarades, dont moi-même, qui n'étaient pas des ouvriers, nous sommes rentrés en usine pour voir si la lutte de classe existait. Alors, à l'intérieur même de la IV^e Internationale, je n'ai pas le temps de m'en expliquer, les pressions se sont exercées, le pablisme, etc., questions sur lesquelles il faudra revenir, Neville Alexander, etc. Pour préserver la continuité de l'internationalisme prolétarien, nous avons élaboré une politique : si l'Internationale ne peut, en dernière analyse, se construire que sur le programme de la IV^e Internationale, personne ne saurait dire si la IV^e Internationale sortira des organisations indépendantes que nous étions à l'époque. Et la crise du mouvement ouvrier va générer des regroupements politiques qui ne seront pas la IV^e Internationale, mais qui refuseront la capi-

tulation devant l'impérialisme, devant le stalinisme, devant toutes les forces qui entraînent l'humanité à la barbarie.

C'est la raison pour laquelle, en 1991, nous avons constitué avec d'autres organisations l'Entente internationale des travailleurs, qui n'est pas constituée sur un programme trotskyste. Pour notre part, l'alliance qu'on avait faite se situe sur le terrain de la lutte de classe, et chaque organisation qui se réclame de la lutte des classes, qui se réclame de la rupture avec la bourgeoisie, de la rupture avec le stalinisme et la social-démocratie y a sa place. Nous ne posons aucun ultimatum. Mais, cependant, pour notre part, nous pensons que la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat,

que l'organisation qui permettra au prolétariat du monde entier et dans chaque pays de pouvoir contribuer à abattre le régime capitaliste qui emmène à la ruine et à la décadence sera bâtie, sous une forme ou une autre, sur la base du bolchevisme et du léninisme, sur la base du programme de la IV^e Internationale.

Je crois que c'est dans ce cadre-là qu'il faut discuter de la place du SOPA, parce qu'il est clair que, pour notre part, nous ne pratiquons pas par ultimatum. C'est la conviction politique qui doit être le produit de la volonté d'intervenir dans la lutte de classe pour sauver l'humanité sur la base d'un programme, et ce n'est pas un ultimatum. C'est la discussion libre pour trouver des solutions ensemble.

Rapport des camarades d'Azanie

SIGNIFICATION ET BILAN DES ELECTIONS D'AVRIL

Les élections qui ont eu lieu dans notre pays étaient à la fois pour la désignation de membres de l'Assemblée nationale et du président de la République. Nous avons eu de considérables preuves de la fraude électorale organisée, et pour laquelle les organismes nationaux et internationaux qui supervisaient ces élections ont déclaré qu'elles s'étaient déroulées de façon transparente. L'ANC gouverne maintenant toutes les provinces, ce qui leur donne un pouvoir sans précédent de gouverner sans craindre d'être ébranlés ou rejetés. Dans ce sens, cela donne à l'ANC l'occasion de réaliser ses promesses électorales, mais, là aussi, il est de notoriété publique que le programme politique de l'ANC est subordonné aux intérêts de l'impérialisme, c'est-à-dire qu'il comprend des mesures comme les privatisations. L'économie sud-africaine est entièrement soumise aux intérêts du capital financier international.

Le rôle clé joué par le gouvernement sud-africain apparaît aussi encore plus clairement maintenant, tout particulièrement au sein de l'Union africaine, où il prend en charge des tâches importantes comme les missions de paix.

Alors qu'on parlait jusqu'alors de l'Afrique du Sud comme d'une puissance régionale, on en parle de plus en plus, aujourd'hui, comme d'une puissance continentale ou africaine.

Et leurs relations, par exemple avec les Etats-Unis d'Amérique, tout particulièrement l'administration Bush, se sont même considérablement renforcées. Pas seulement comme un allié nécessaire, mais comme un allié indispensable pour la politique de l'impérialisme américain, qui se caractérise par les guerres, les plans de division, de partition et même de destruction de nations, particulièrement en Afrique.

Mais la réalité de cette situation est plus évidente encore dans le cas de l'Afrique du Sud elle-même, comme l'indique le rapport du Programme des Nations unies pour le développement

(PNUD), qui a été publié il y a trois mois. Ce rapport établit qu'aujourd'hui, les gens sont plus pauvres qu'ils ne l'ont jamais été sous le régime de l'apartheid, qu'il y a plus de chômeurs qu'il n'y en a jamais eu sous le régime de l'apartheid, que le taux de mortalité infantile en dessous de dix ans est en train de progresser, et que cela a, bien sûr, un impact sur l'activité des organisations syndicales, tous les syndicats voyant leurs effectifs se réduire de 20 à 30 %. Et cela, en lui-même, accroît les tâches d'un parti comme le Parti socialiste d'Azanie (SOPA), qui est face au défi du rôle politique qu'il doit jouer dans la nouvelle situation.

Comment le SOPA doit-il répondre à ce bilan, comment le parti va-t-il répondre aux menaces qui s'accumulent à l'horizon dans l'actuel contexte, où l'existence même des syndicats est menacée ? Nous avons à trouver comment arrêter les pertes d'emplois, les privatisations, qui sont responsables de cette hémorragie.

Cela pose la question du rôle du SOPA au sein du mouvement ouvrier organisé et celle de la COSATU, qui est actuellement le plus grand syndicat dans le pays, et aussi de la nécessité, pour le SOPA, de développer une stratégie en direction d'autres centrales et d'autres syndicats indépendants.

***“C'EST LA MÊME SITUATION
QUI PRÉVAUT
DANS LA PLUPART
DES PAYS D'AFRIQUE”***

Cela pose aussi la question également de notre orientation et de notre activité en direction de ces travailleurs, de plus en plus nombreux, qui, étant exclus de tous les secteurs de la production, se trouvent du même coup en dehors des organisations syndicales. Bien sûr, il ne s'agit pas d'un phénomène spécifiquement sud-africain. Cela se développe sans doute rapidement en Afrique du Sud, mais c'est fondamentalement la même situation que celle qui prévaut dans les situations de guerre dans la plupart des pays d'Afrique, y compris en Côte-d'Ivoire, pays qui a été conduit à l'implosion. Les pays africains

se retrouvent dans la même sorte de liberté déformée, où ils n'ont aucun contrôle sur leurs terres, leurs ressources naturelles et leurs économies. Le parti politique qu'est le SOPA doit s'organiser dans cette situation pour trouver les voies et les moyens par lesquels lier ce combat au combat des autres peuples du monde, et plus particulièrement sur le continent auquel nous appartenons, à savoir le continent africain.

Et il s'agit de la même situation qui a été soulevée lors du Tribunal Afrique au sujet des conditions destructrices faites aux peuples africains, et qui, sous de multiples aspects, constituent ce que nous avons décrit comme étant l'évolution meurtrière qui menace l'existence même des travailleurs et des peuples d'Afrique.

Dans le contexte de la situation en Afrique du Sud, les résultats des dernières élections pourraient avoir différentes significations pour toutes sortes de gens, pour d'autres qui voient dans le SOPA un parti politique faible, mais nous, au SOPA, comprenons que les élections et leurs résultats pourraient être utilisés dans les incessantes attaques contre le parti, avec l'intention délibérée de le faire disparaître de la scène politique.

En venant ce matin, j'expliquais à un camarade que toute la considérable attention dont le SOPA semblait bénéficier de la part du gouvernement, de personnes qui appellent sans arrêt, n'est pas en soi quelque chose de positif, parce qu'elle recèle des risques de cooptation ; et, alors que cela pourrait apparaître comme de la reconnaissance, ce ne serait, en fait, qu'une attaque contre le parti.

C'est pourquoi nous considérons cette opportunité comme quelque chose qui pourrait nous aider à développer des stratégies permettant de nous assurer que le parti reste indépendant et soit capable de combattre et de défendre la majorité des travailleurs de notre pays.

Le SOPA doit se tenir à l'écart de tout ce qui constitue les mécanismes de subordination à l'égard du gouvernement en place, que tous les autres partis ont accepté dans notre pays.

Nous pensons que cette réunion peut aussi nous aider à faire jouer au SOPA non seulement un rôle sur le plan national, mais aussi sur le plan international, de

façon à lier son combat avec le combat de tout le mouvement ouvrier mondial, mais plus précisément en Afrique.

Nous pensons aussi que cette réunion pourrait nous aider à développer une véri-

table et active section de la IV^e Internationale en Afrique du Sud, qui aiderait par elle-même à construire le SOPA dans le combat pour construire un parti des travailleurs dans notre pays.

Contribution sur le rôle du journal Résolution

Le moyen d'expression du SOPA qui prend la forme d'un journal doit être soutenu par des principes politiques très clairs, qui permettront aux travailleurs noirs et au peuple noir en général de s'engager dans une discussion qui fera progresser leurs luttes pour une véritable émancipation, y compris à l'époque de l'accord limitatif de 1994 de Kempton Park, le CODESA.

C'est une observation générale et une vérité établie que l'arrivée de la décolonisation n'a pas permis de résoudre le problème de l'héritage laissé par un pouvoir d'origine étrangère et souvent hostile en Afrique. De fait, les pays africains ont obtenu une indépendance tronquée, qui les a laissés dépourvus des terres qui leur avaient été volées, du contrôle sur les ressources et leurs richesses naturelles, en bref, sans véritable souveraineté nationale. Par-dessus tout, presque tous ces pays étaient sous le joug d'une dette externe qui soumettait pieds et poings liés les nouveaux dirigeants à leurs anciens colonisateurs, transformant ainsi leur liberté nouvellement gagnée en parodie et les rendant impuissants et incapables de répondre aux aspirations de leurs peuples, même de façon minimum.

En Azanie, après la signature de l'accord traître de Kempton Park, il y a plusieurs années, les conditions de vie du peuple noir ne se sont pas du tout améliorées. L'accord de Kempton Park ne cor-

respondait en rien aux revendications de la lutte de libération dans laquelle s'était engagée la majorité du peuple noir. C'était un accord qui excluait délibérément la question du pouvoir pour la majorité noire et de la création d'une République noire. Ce stratagème a réussi grâce à l'exclusion délibérée des travailleurs et des paysans de la détermination de leur propre destin et de la construction d'une République correspondant à leurs besoins — c'est-à-dire une République des travailleurs et des paysans noirs engagés dans une lutte de classe à mort pour arracher ce qui leur revenait de droit.

Aujourd'hui, le peuple noir est toujours pauvre parmi les pauvres, c'est-à-dire privé de terre, d'emploi, avec des hôpitaux, des écoles et des cliniques mal équipés, et livré à une pauvreté atroce. Il est la principale victime des épidémies comme celle du Sida, du TB ou même du paludisme. Cette situation est devenue un trait commun de la plupart des pays africains et anciennes colonies.

En fait, on peut conclure que le peuple noir, qui était à la fois le sujet et l'objet de la lutte de libération, reste totalement en marge du prétendu miracle sud-africain de l'arc-en-ciel. Il ne fait, en réalité, pas partie de la nation arc-en-ciel de Mandela et Tutu. Les souffrances auxquelles il est confronté dans le cadre de la nouvelle répartition sont tout simplement inimaginables. Son sort est pire que jamais. Les

gens sont si misérables et désespérés que la seule solution véritable ne peut être que la lutte de classe pour établir un véritable pouvoir de la majorité noire et la mise sur pied d'une véritable nation azanienne dans le cadre d'une République noire, qui donnera sa légitimité au mot d'ordre de la Conscience noire : *"Une Azanie, une nation."* C'est ce combat pour l'unité des peuples et des nations dont l'importance est chaque jour plus grande en Afrique, sur un continent dont les nations sont charcutées et dépecées par l'impérialisme au compte de ses intérêts au nom du tribalisme, de la différence ethnique, de religion et de culture.

Après tant d'années de domination de la minorité blanche, du règne infamant de l'apartheid, ce système totalement méprisable, on peut se demander pourquoi, dans cette ère de prétendue "liberté", les Noirs se retrouvent dans les conditions dans lesquelles ils sont aujourd'hui. Pourquoi les Noirs ont-ils accepté un accord qui les prive ainsi de pouvoir ? Cette question est reliée à celle des conditions dans lesquelles le peuple noir aux Etats-Unis s'est retrouvé après les "victoires" du Mouvement pour les droits civiques. Notre journal doit créer les conditions pour que se mène la discussion sur ces questions, il doit lier les luttes du peuple noir en Azanie, dans l'ensemble de l'Afrique, à celle du peuple noir aux Etats-Unis et à son besoin de constituer un parti politique noir indépendant, lequel serait partie constituante d'un parti ouvrier plus large, qui serait l'expression de la rupture totale avec la politique du Parti démocrate aux Etats-Unis, qui n'est rien d'autre que l'autre face du Parti républicain.

La lutte pour la libération de l'Azanie s'est toujours menée contre une minorité blanche oppressive, qui a littéralement blanchi la majorité noire à l'esclavage. Les Blancs ont exercé un pouvoir économique et politique absolu et complet, qu'ils ont utilisé pour opprimer, exploiter, réprimer la majorité noire, lui volant sa terre, ses richesses, sa dignité et même son humanité. En Azanie, cette question du pouvoir à la majorité noire et de la République noire n'a été soulevée qu'à la création du Mouvement pour la Conscience noire (BCM), sous la direction de Steve Biko. Le Mouvement pour la Conscience noire a

fait sien le mot d'ordre *"Une Azanie, une nation"* et ouvert ainsi de nouvelles perspectives à la lutte pour le pouvoir à la majorité noire et au combat pour mettre sur pied une République noire d'Azanie, dirigée par les travailleurs et les paysans. Le manifeste des peuples d'Azanie de juin 1983 désignait la classe ouvrière noire comme la force motrice de ce combat parce qu'elle *"n'avait rien à perdre et un monde à gagner"*. Ce manifeste a également appelé à *"construire des organisations ouvrières indépendantes libres de l'influence des patrons et du gouvernement"*.

C'est cet appel que nous devrions reprendre aujourd'hui dans notre lutte partout contre nos ennemis de classe. Le BCM a combattu la balkanisation de l'Afrique du Sud par le régime de l'apartheid. Le pouvoir en place était remis en cause par la mise en avant du mot d'ordre *"Pouvoir noir"*, qui signifiait que tout le pouvoir politique avec toutes ses ramifications devait se trouver dans les mains du peuple noir. L'organisation des étudiants sud-africains (SASO), le Conseil général des étudiants (GSC) adoptèrent en 1972 une résolution à Hammanskraal, qui disait :

"Le pays d'Azanie appartient au peuple noir, et à lui seul, et les Blancs devront le quitter ou y vivre aux conditions définies du peuple noir."

Cette résolution était presque identique aux thèses de Léon Trotsky sur la République noire d'Afrique du Sud. Pour le peuple noir d'Azanie, c'était une déclaration qui relançait le combat pour une République noire. Le BCM avait une position claire sur le sort réservé aux Blancs en Azanie. Tout en reconnaissant que les Blancs *"avaient vécu et continueraient à vivre dans ce pays"*, il considérait que le nouvel ordre des choses devait modifier radicalement l'équilibre du pouvoir. Les Blancs devaient accepter sans condition la règle de la majorité noire et reconnaître qu'ils vivaient dans un pays noir, un pays à la majorité noire, tout autre arrangement ayant un caractère artificiel et étant condamné à échouer, parce qu'il ne tiendrait pas compte des traits nationaux de ce pays et de son peuple.

L'appel à la mise en place du pouvoir de la majorité noire était également le mot

d'ordre lancé par les étudiants qui ont lancé le soulèvement décisif de 1976. Ils se battaient eux aussi pour le "*pouvoir noir*", faisant de leur appel un appel concordant totalement avec celui du Mouvement pour la Conscience noire. Cela établit clairement à quel point la situation actuelle est aux antipodes des aspirations des masses de notre peuple.

C'est ce que confirme également une enquête récente réalisée en Afrique du Sud, qui démontre que les gens les plus heureux en Afrique du Sud ne sont pas les Noirs, qui sont supposés avoir obtenu la liberté, mais les hommes blancs, qui étaient la force motrice de l'exploitation et

de l'oppression. Cela n'est possible que parce qu'ils savent que le nouvel ordre des choses ne menace pas leurs positions, avantages et privilèges, et au contraire les renforce.

L'élite usurpatrice d'aujourd'hui, si elle n'est pas blanche de naissance, règne au compte des intérêts des institutions blanches de l'apartheid, et cela inclut le paiement de la dette externe et l'amélioration continue des normes de vie des Blancs qui maintiennent les conditions du statu quo de l'apartheid. La liberté véritable n'existe que lorsqu'un peuple peut se gouverner lui-même pour ses propres intérêts et la satisfaction de ses

Discussion sur le journal

besoins.

Un camarade du secrétariat international : Pourquoi la majorité noire est-elle dans cette situation en Azanie ? Je pense qu'elle n'a pas la conscience politique, bien qu'elle a la conscience individuelle, de sa situation d'opprimée. Elle ne peut atteindre la conscience politique que si se constitue une organisation regroupant l'avant-garde... Là est le problème. La seule possibilité pour la majorité noire est d'affirmer ce qu'est une République noire ouvrière et paysanne. Alors, il faut le dire d'une certaine façon, bien entendu. Et cette question est une question centrale pour toute l'Afrique, parce qu'il y a des équivoques.

Il n'y a pas en Azanie de "nation arc-en-ciel". C'est une duplicité. Ça n'existe pas, la nation arc-en-ciel. Au Congo, au Zimbabwe, il n'y a pas de nation arc-en-ciel, ça n'existe pas. Non à la "nation arc-en-ciel", oui à la nation noire ! La nation noire, c'est elle qui doit avoir la terre, qui doit récupérer les usines, c'est une nation qui serait une nation dirigée par la paysannerie et le prolétariat noir, qui est l'écrasante majorité. C'est-à-dire que le problème de la nation noire, c'est le problème de la libération et de la constitution de la nation, et de la libération de l'exploitation de la minorité blanche. Et tous ceux qui sont pour la "nation arc-en-

ciel", les valets comme les Mbeki, sont les relais de l'exploitation. Qu'est-ce qui a manqué à la Conscience noire ? Ce n'est pas qu'elle ne voulait pas d'une nation noire, elle voulait d'une nation noire. C'est qu'elle n'a pas mis au centre la classe ouvrière noire, son programme. Pour ne pas le dire d'une manière ultimatisante, la République noire en Afrique du Sud, c'est mettre en avant les revendications, pour échapper à la surexploitation de l'homme par l'homme qui existe là-bas, placer au centre le problème de la terre, de l'expropriation des propriétaires fonciers blancs, etc.

Sur la question de la terre, par exemple, je crois que la discussion à partir du Zimbabwe est une grande discussion. C'est le même problème qui existe au Venezuela. Je soutiens inconditionnellement Chavez contre les Etats-Unis pour la défense de la nationalisation du pétrole, mais il ne pose pas le problème de la terre sous l'angle de la libération sociale. Il faut soutenir Chavez contre l'impérialisme américain, mais présenter également les revendications ouvrières. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de faire en Azanie un texte dans lequel on dira : "*Vive la République noire ouvrière et paysanne !*" Mais nous devons savoir sur quel plan nous sommes, cependant. Il faut ouvrir la discussion à travers un bulletin de la IV^e

Internationale qui discute de ces problèmes, sur la question nationale, sur la forme que doit prendre concrètement le combat pour la nation au Togo, au Sénégal, en Algérie, en Azanie, en Erythrée..., en ex-URSS, dans tous les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe.

Cela dans une conjoncture mondiale où l'impérialisme pourrissant est conduit à détruire les nations, comme le démontre la guerre contre l'Irak.

La question nationale, à l'étape actuelle, ne peut être réglée que par le prolétariat. Qu'il y ait des manœuvres et des tactiques diplomatiques, je ne suis pas contre. Mais

le prolétariat noir fait partie du prolétariat international et la classe ouvrière noire construira la nation. La nation noire, en Azanie comme ailleurs, sera une nation ouvrière et paysanne.

Qu'est-ce que ça veut dire, nation arc-en-ciel, quand le peuple noir vit dans cette situation-là ? Quand l'homme noir vit dans cette situation-là ? Quand la femme noire vit dans cette situation-là ? Comment est-il possible aujourd'hui de parler de nation arc-en-ciel ? Qui aura l'audace de dire que la seule façon de régler les problèmes, c'est une nation noire, et en s'appuyant sur les revendications ouvrières et paysannes ? Qui, sinon vous,

Chine

“Arrêtez les restructurations et les privatisations le plus tôt possible, sinon la révolution de la classe ouvrière est inévitable”

Par Olivier Doriane

La Chine de 2004 est présentée comme celle du miracle économique chinois, de l'ouverture aux touristes du monde entier, du développement dans tous les domaines. Mais il y a la face cachée de la Chine de 2004, celle qui voit s'accumuler toutes les contradictions préparant, pour la toute prochaine période, les plus grands bouleversements. Il y a eu, en Chine, 200 000 grèves recensées officiellement pour la seule année écoulée.

Un de ces conflits a eu lieu le 21 avril 2004 à Dongguan : 4 000 ouvriers d'une des manufactures de chaussures de Stella International se rassemblent en assemblée de grève. Motif : on ne veut plus leur payer les heures supplémentaires, mais leur donner des congés à la place. Deux jours plus tard, 1 000 ouvriers d'une autre manufacture les imitent. Des affrontements ont lieu avec la police. Des dizaines de travailleurs sont licenciés ; huit manifestants, arrêtés par la police dans le plus grand secret,

passent en procès pour “*destruction volontaire de biens privés*”. Pour les cinq premiers accusés, le “procès” durera, en tout et pour tout, une heure et six minutes.

Les conditions de travail de ces ouvriers ont pu néanmoins être exposées :

“Cloués à leur atelier par des journées de 11 heures quatre jours sur six, le dimanche pour seul jour de repos ; repas répugnants dans des cantines surpeuplées ; salaires non versés ou versés partiellement pendant des mois, par e x e m p l e 5 euros en mars et 5 euros en avril.”

Et l'un des avocats a pu déclarer :

“Si l'on examine la situation de façon générale, les rapports entre employeurs et salariés à l'échelle mondiale sont fondés sur l'inégalité et l'injustice, mais les exemples et abus les plus extrêmes de cette inégalité, c'est en Chine aujourd'hui qu'on les trouve (...). Avec mes collègues, nous nous sommes dit en découvrant ces conditions de travail stupéfiantes : c'est

exactement comme avant 1949, quand les capitalistes exploitaient avec cynisme et sauvagerie, exactement comme on le lit dans les célèbres romans de Mao Dun, c'est-à-dire une situation qui a conduit les travailleurs à se soulever et à faire la révolution ! La différence, pourtant, c'est que le Parti communiste, à l'époque, combattait au coude à coude avec les travailleurs contre l'exploitation capitaliste, alors qu'aujourd'hui il combat au coude à coude avec les capitalistes qui mènent le combat contre les travailleurs."

La question de fond n'est-elle pas ici fort bien posée ? La classe ouvrière chinoise, partie constitutive de la classe ouvrière internationale, est soumise aux pires conditions d'exploitation. La répression bureaucratique-militaire imposée par la bureaucratie permet que puisse être mise en œuvre, par les multinationales, principalement américaines, une politique de razzia sur la main-d'œuvre chinoise. Mais, comme le souligne à juste titre cet avocat, il y a une contradiction majeure dans la situation. Comme avant 1949, les ouvriers sont soumis à une exploitation forcenée. Mais avec une différence de taille : le PC chinois, qui avait été à l'époque entraîné par le mouvement révolutionnaire des masses et avait pris la tête de sa mobilisation pour la contrôler, se trouve aujourd'hui allié officiellement aux capitalistes du monde entier dans l'œuvre de démantèlement des conquêtes de 1949. Cela alors que la principale conséquence de la révolution chinoise est d'avoir permis que se constitue — sur la base de la propriété sociale et du développement économique qu'elle a engendré — une classe ouvrière forte de près de 300 millions de membres.

C'est là une contradiction majeure : les bases sociales issues de 1949 sont celles de la propriété sociale. Elles sont incompatibles avec le régime de la propriété privée des grands moyens de production. En 1939, dans *Défense du marxisme*, Trotsky expliquait à propos de l'invasion de la Finlande par l'URSS :

"J'ai écrit plusieurs fois que si la guerre de Finlande ne débouchait pas sur une guerre générale, et si Staline n'était pas contraint de reculer devant un danger extérieur, il serait alors forcé de procéder à la soviétisation de la Finlande" (page 256, éditions EDI).

Dans le cadre de la domination, y com-

pris par les moyens bureaucratico-militaires, d'un pays par l'URSS, se posait le problème de l'extension des rapports sociaux d'Octobre. On peut dire qu'en sens inverse, dans un pays où les relations sont celles de la propriété sociale, l'introduction du régime capitaliste nécessite d'en finir avec la propriété sociale. Cette contradiction marque toute la situation : elle devra être dénouée dans un sens ou dans un autre. Soit le rétablissement du régime de la propriété privée conduira à l'effondrement jusqu'au bout du pays, et les conséquences en seraient plus catastrophiques encore que dans les pays de l'ex-URSS ; soit la classe ouvrière, assurant sa défense, sera amenée à réaliser le programme défini par Léon Trotsky comme celui de la révolution politique pour défendre et reconquérir les conquêtes de 1949.

***"DES INCIDENTS DE CE TYPE
SE PRODUISENT
À TRAVERS TOUTE LA CHINE"***

Il faut ici relever que les conquêtes de la révolution chinoise sont également, à leur manière, un produit différé des conquêtes d'octobre 1917.

La révolution de 1949, en Chine, est inséparable de l'existence même de l'URSS. Et c'est d'ailleurs ce qui amènera la direction du Parti communiste chinois (PCC) à rompre avec Staline, qui, pour la défense de l'ordre établi à Yalta et Potsdam, s'opposera jusqu'au bout à la victoire de la révolution chinoise. En ce sens, le mot d'ordre de reconquête des conquêtes d'Octobre qu'avancent nos camarades de la section ukrainienne de la IV^e Internationale se relie à tout ce qu'est le contenu de la révolution chinoise et aux développements à venir de la révolution politique. Dans ce cadre, il convient de constater que la voix de l'avocat dans l'enceinte du tribunal n'est pas isolée. Elle rejoint et fait écho à d'autres déclarations.

En août 2004, après avoir été chassés de leur usine par 1 200 policiers, des ouvriers de l'usine 3403 ont lancé cet avertissement :

« Le gouvernement de Chongqing pense qu'il est maintenant tiré d'affaire après

avoir réprimé les travailleurs de l'usine 3403, mais il oublie que des incidents de ce type se produisent à travers toute la Chine. Les hautes autorités ne doivent pas s'imaginer que c'est un phénomène isolé. Si ce type de "restructuration" pour privatiser les entreprises d'Etat au compte des investisseurs continue à s'étendre, c'est toute la Chine qui s'enflammera du feu de la révolution.

Si le gouvernement chinois ne veut pas s'effondrer, ne veut pas une escalade dans l'agitation sociale à large échelle et veut maintenir la stabilité sociale, alors, il doit arrêter les "restructurations" et les privatisations le plus tôt possible. Sinon, la révolution de la classe ouvrière est inévitable, ce n'est qu'une question de temps. »

Le fait que cette formulation surgisse des usines a une grande signification. Contrairement à tout ce qui est dit, les ouvriers chinois victimes de la surexploitation n'ont pas le sentiment que l'ouverture est positive pour eux, pour leurs conditions de travail. Alors, qui a raison ? Les thuriféraires du capitalisme, qui nous expliquent qu'il y a un développement de l'économie chinoise, ou les ouvriers chinois, qui disent : les restructurations doivent s'arrêter, les privatisations aussi, sinon la révolution de la classe ouvrière est inévitable ?

PAS DE RESTAURATION CAPITALISTE AU SENS CLASSIQUE DU TERME

Il n'y aura pas de rétablissement du capitalisme en Chine au sens classique du terme. Tous les travailleurs, tous les militants du monde peuvent juger de ce qu'a signifié la "restauration du capitalisme" en ex-URSS : le pillage, le démantèlement de toutes les structures de l'économie, la mafiosisation de toute la société, les guerres qui se succèdent les unes aux autres (Tchéchénie, Caucase). Et ce n'est rien à côté de ce qui se passerait si les capitalistes parvenaient à leurs fins en détruisant la Chine.

L'alternative n'est donc pas : ou bien la restauration capitaliste, ou bien le maintien du système actuel. L'alternative réelle est : ou bien la restauration du régime de la propriété privée, qui signifiera dans les conditions présentes la décomposition, la barba-

rie, la guerre, ou bien la défense de la classe ouvrière organisée se groupant pour la défense de ses conquêtes, qui se développera pour poser le problème d'une véritable "révolution ouvrière", chassant la bureaucratie. L'alternative peut également être formulée en ces termes : ou la dislocation de la Chine, avec ses conséquences considérables non seulement pour ce vaste pays, mais également pour tous les pays de la région ; car, dans une certaine limite, si l'impérialisme ne déclenche pas — à ce stade — jusqu'au bout le processus d'éclatement de l'Inde, de l'Indonésie, de toute l'Asie, c'est en rapport avec l'existence de la Chine ; ou la défense de l'unité et de la souveraineté de la nation chinoise, ce qui pose une fois encore la question de la rupture avec l'impérialisme et implique d'en finir avec la bureaucratie qui s'en fait l'agent direct. C'est cette alternative qui est posée. En d'autres termes, c'est celui de toute la situation mondiale : socialisme ou barbarie.

"DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS A LA CHAÎNE JOUR ET NUIT"

Nous avons, dans plusieurs articles de *La Vérité*, établi comment l'accord signé entre la Chine et les Etats-Unis en 1999, ouvrant la voie à l'adhésion de la Chine à l'OMC en novembre 2001, permettait l'ouverture du pays aux multinationales. Ces dernières, à la recherche du "coût du travail" le plus bas possible, transfèrent des capitaux, estimant pouvoir bénéficier dans de bonnes conditions, du point de vue de l'exploitation capitaliste, de la force de travail de la classe ouvrière chinoise, qui se voit interdire toute forme d'organisation et tout droit à l'action collective organisée. Ce n'est pas pour rien que, le 1^{er} juin 2004, Liu Jianchao, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré au cours d'une conférence de presse que la répression sanglante du 3 au 4 juin 1989, avait eu

"le très bon résultat de stabiliser la situation, ce qui a eu pour effet de permettre à la Chine de développer son économie et de lui permettre de contribuer à la paix et au développement dans le monde".

Il commémorait à sa façon le massacre de la place Tiananmen en 1989 et les pro-

pos de Deng Xiaoping, qui, juste après la sauvage répression, avait déclaré : *“Nous avons gagné 20 ans de stabilité.”* Mais si l’offre de services de la bureaucratie aux capitalistes du monde entier est ici exprimée sans pudeur, l’affirmation sur la stabilité est, on va le voir, pour le moins incertaine ; quant à celle sur le « développement » de l’économie chinoise, elle est non fondée.

Voyons d’abord quel prix paye la classe ouvrière pour le prétendu miracle économique chinois. Deux militants chinois ont publié une étude documentée sur les travailleurs dans le secteur de l’électronique. On y lit :

“La Chine est devenue une plate-forme industrielle mondiale, particulièrement en ce qui concerne l’électronique. Mais personne ne parle des millions de travailleurs à la chaîne jour et nuit qui permettent cela.

Plus de 7 milliards de dollars américains d’investissements étrangers directs dans ce secteur industriel, dans plus de 10 000 entreprises de ce secteur, mixtes ou totalement étrangères. Voici les conditions de travail imposées aux travailleurs dans ce secteur.

Selon un rapport d’août 2003, les salaires annuels dans l’industrie électronique vont de 2 111 yuans à 384 142 yuans (de 205 euros à 37 000 euros environ par an).” (AMRC, janvier 2004.)

Comme le dit un expert de Hong-Kong :

“Dans la province de Guangdong, la plupart des compagnies de Hong-Kong ou de l’étranger dépensent très peu pour la recherche et le développement, et maltraitent leurs employés. Beaucoup ne font aucun investissement pour la formation ni pour les ressources humaines. Ils les utilisent pour ainsi dire comme des esclaves. Les travailleurs font de longues heures, sont peu payés et peu motivés pour améliorer la qualité de leur travail” (SCMP, décembre 2002).

“Dans les zones industrielles, on trouve des dizaines de petites et moyennes entreprises avec quelques dizaines ou quelques centaines de salariés. Mais il y a aussi des grosses firmes qui occupent la place d’une petite ville, avec des rangées de dortoirs pour les migrants comme dans les casernes militaires. Par exemple, l’usine de Flextronics, à Zhuhai, emploie 20 000 salariés” (AMRC, rapport 2003).

« La loi, en Chine, impose la journée de 8 heures, 5 jours par semaine, et la semaine de 40 heures. Mais en pratique, elle ne s’applique pas. Les travailleurs travaillent plus, et les heures supplémentaires ne sont

généralement pas payées en tant que telles. Les travailleurs migrants ignorent généralement la loi et travaillent six jours sur sept, en particulier pour compenser leurs bas salaires. La plupart des entreprises fonctionnent sur la base de deux équipes de 12 heures, ce qui leur permet d’embaucher moins de salariés. La situation est aussi mauvaise que dans le secteur du vêtement en ce qui concerne la violation de la durée du travail.

Winstron Corporation, une succursale de Acer (Taiwan), fait travailler certains employés au moins 72 heures sur six jours. La loi interdit de dépasser les 249 heures par mois, mais certains travaillent plus de 312 heures par mois. C’est pareil dans une usine de Nanshan, dans la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen, où les travailleurs se plaignent d’être contraints à faire des heures supplémentaires. Sinon, ils sont accusés de bâcler leur travail et paient des amendes. A Huizhou, des travailleurs font plus de 80 à 90 heures supplémentaires par mois.

Si l’entreprise réduit le nombre d’heures pour se conformer au Code du travail, la charge de travail reste la même. Les travailleurs doivent remplir leur quota dans le temps imparti, ce qui veut dire des heures supplémentaires non payées.

Le gouvernement chinois a établi un salaire minimum pour l’industrie, qui varie selon les régions : en 2002, il s’étalait de 160 yuans (environ 16 euros par mois) dans le Sichuan, à 574 yuans (environ 58 euros par mois) dans la province du Guangdong. Mais ces salaires minimums ne permettent pas de vivre, vu le coût de la vie dans les villes. De plus, les travailleurs ne connaissent pas ces minimums légaux, la plupart du temps publiés dans les journaux par le gouvernement une fois par an. Les heures supplémentaires doivent légalement être majorées de 50 %, mais souvent les salaires sont amputés de déductions, non versés ou mal calculés.

Dans une entreprise d’électronique de Dongguan, les travailleurs touchaient moins des deux tiers du salaire minimum légal. A Zhongshan, une entreprise les paye 90 % du salaire minimum. De plus, ils doivent verser à l’avance un dépôt de 2 à 3 mois de salaire pour avoir le droit d’être embauchés. Dans de nombreux cas, les patrons disparaissent sans avoir payé 3 ou 6 mois d’arriérés de salaires et refusent de payer des indemnités compensatoires quand ils ferment.

Une enquête du China Labor Education and Information Center de Hong-Kong en

1996, dans 14 entreprises à capitaux étrangers à Shenzhen, Zhuhai et Dongguan, a montré que 8 d'entre elles (51,4 %) payaient moins que le salaire minimum, en moyenne, 17,86 % de moins. Le pire était l'usine de Guanya Electronics, à Dongguan, qui payait ses salariés 32,2 % de moins que le salaire minimum. Le "moins pire", c'était Zhuzai : 9,4 % de moins.

Le directeur d'une entreprise à capitaux étrangers a reconnu que lorsque le gouvernement local imposait le paiement du salaire minimum, il s'exécutait, mais retirait alors certains avantages, l'allocation repas par exemple.

Dans le district de Baoan, à Shenzhen, en août 2003, un patron anglais a publiquement déchiré le Code du travail que lui tendait un représentant du syndicat pour non-paiement du salaire minimum et des heures supplémentaires. 2 000 salariés se sont alors mis en grève. Le patron a fini par s'excuser et s'est engagé à respecter la loi.

Les travailleurs sont punis ou reçoivent des amendes pour "conduite inadmissible" ou des fautes mineures. Dans une entreprise japonaise, on attribue un carton jaune représentant un jour de salaire en moins. La plupart des sanctions sont dues à des choses du genre : badge (portant le nom de l'employé) mal placé, bavardage sur le lieu de travail. Une propriétaire coréenne a même ordonné à 100 travailleurs de s'agenouiller pour s'être endormis au travail et avoir refusé d'exécuter les ordres. En fait, ces travailleurs avaient travaillé quatre soirs de suite sans véritable repos.

Un travailleur de l'électronique, à Dongguan, a été détenu abusivement par le service de sécurité pendant 100 heures parce qu'il n'avait pas son permis de résident temporaire. En fait, il avait essayé d'acheter un bol de nouilles après avoir terminé ses heures supplémentaires à 22 heures et s'était éloigné de 100 mètres de son usine. En mars 2003, un jeune migrant de Hunan a même été battu à mort dans un centre de détention après que la police locale l'eut accusé de ne pas avoir sa carte de résident temporaire. Cet incident fut dénoncé par tous les médias du pays, et sa famille et des juristes sont intervenus. Mais ces cas sont trop nombreux. En dépit des rappels du gouvernement central, les autorités locales continuent à imposer toutes sortes d'amendes ridicules aux migrants. » (AMRC, janvier 2004.)

Ces faits — et bien d'autres exemples pourraient être fournis — expliquent pour-

quoi les capitaux se dirigent vers la Chine.

TRANSFERTS DE CAPITAUX MOMENTANES ET VOLATILES

Mais il faut immédiatement ajouter que ce transfert se fait aux prix d'une désindustrialisation massive en Europe, aux Etats-Unis. La surexploitation de la classe ouvrière chinoise s'insère dans l'aggravation des conditions d'exploitation du prolétariat dans le monde entier.

De plus, le transfert de capitaux est volatile. Un article de Tang Raoyuan ("*La place de plus en plus importante des entreprises à capitaux étrangers dans le secteur de production chinois*") publié dans un journal officiel, *Zongguo Guoqing Guoli* (mai 2004), explique :

"Les investissements étrangers dans les différents secteurs de production chinois sont en augmentation constante, atteignant 53,5 milliards de dollars en 2003."

Ce journaliste est favorable aux réformes. Il considère l'afflux de capitaux étrangers comme positif. Il est pourtant amené à constater

"qu'après l'adhésion à l'OMC, les entreprises pénétrant le marché chinois sont de plus en plus des transnationales à capitaux exclusivement étrangers, et que, par conséquent, elles peuvent facilement se réorienter vers d'autres pays".

Ce n'est pas n'importe quel capitalisme qui, aujourd'hui, investit (répétons-le, de manière limitée et temporaire) en Chine. C'est celui de l'époque de l'impérialisme pourrissant. A l'échelle internationale, le régime de la propriété privée des grands moyens de production ouvre la voie à la décomposition de toute la société. Celui-ci reste fondé sur l'extorsion de la plus-value par l'exploitation de la force de travail. Mais, dans une situation où le marché mondial se rétracte, cela passe par la marche à la destruction de toute les conquêtes antérieures de la civilisation, par la marche accélérée à la barbarie : politique d'armement, spéculation, parasitisme, drogue, guerre, dislocation des nations, et, d'abord et avant tout, destruction de la principale force productive : la classe ouvrière.

Le capitalisme qui pénètre en Chine est celui qui a besoin de conditions d'exploitation toujours plus "favorables". Il

ne connaît pas de limites à la surexploitation. Il lui faut briser toute réglementation. Il lui faut une société sans droits, en Chine comme ailleurs. La logique de la surexploitation capitaliste, ce sont à terme les travailleurs esclaves, c'est la Chine des zones utiles et inutiles, c'est la Chine disloquée, ce sont "des Chineses", avec des zones économiques spéciales et des zones de non-droit.

"BOMBE SOCIALE A RETARDEMENT"

La pénétration capitaliste en Chine n'est pas une recolonisation, c'est une marche à la décomposition, dont on voit les signes annonciateurs. Selon une enquête réalisée les 21 et 22 février 2004 par le Centre d'analyse et d'enquête sur l'opinion publique du département de sociologie de l'université de Nankin,

« une faille menace la pérennité de cette nouvelle société : l'étiement ininterrompu des écarts de richesses. Depuis 1985, la structure sociale des villes n'a cessé de se couper en deux. D'un côté, une nouvelle frange de population pauvre est apparue, composée en majorité de chômeurs et de leurs familles. Ils vivent avec moins d'un dollar par jour. De l'autre côté du spectre, une nouvelle classe de "richards", qui touche des revenus supérieurs à un million de dollars. Cette bipolarisation de la richesse et de la pauvreté a tous les ingrédients d'une bombe sociale à retardement.

Selon le rapport de la Banque mondiale en 2003, le produit intérieur brut (PIB) par habitant atteint 1 090 dollars (en 2002, 1 dollar = 1 euro ; aujourd'hui, 1 euro = 10 yuans environ — NDLR). La Chine a donc dépassé depuis longtemps les 800 dollars du seuil de la société d'aisance. Les villes comptent pourtant 50 millions de pauvres, dont plus de 24 millions sont en difficulté, c'est-à-dire dépendants des aides sociales ou gouvernementales. La cause de ce déséquilibre : l'échelle des revenus des citadins a une structure en forme de pagode, explique la revue Zhongguo Guoqing Guoli. Sur le toit, les hauts revenus. Aux pieds de l'édifice, les plus bas salaires. Entre les deux, une tour qui ne cesse de grandir. L'inégalité des revenus dans les villes chinoises a pris en vingt ans des proportions inquiétantes.

En 2002, l'écart dans le pays entre les

plus hauts revenus et les plus bas a été multiplié par 3,74 par rapport à 1985. Cette année-là, l'écart relatif était de 901 yuans entre les deux catégories. En 2002, il s'élevait à 17 680 yuans, soit près de vingt fois plus. Selon les Nations unies — dont les critères fixent le seuil de pauvreté à un dollar dépensé par personne et par jour —, la moyenne nationale dans les villes est de 2,7 dollars, les hauts revenus dépensent 6,69 dollars en moyenne, tandis que les plus bas revenus dépensent 0,84 dollar. Ainsi, en 2002, la frange pauvre de la population urbaine était en dessous du seuil de pauvreté.

Les écarts sont également patents entre les villes. Selon une enquête du Bureau national des statistiques, dans 31 villes ou provinces chinoises, la moyenne nationale de revenus par habitant s'élève à 7 702 yuans en 2002. Huit villes ou régions (Pékin, Tianjin, Shanghai, Zhejiang, Guangdong, Jiangsu et Fujian) dépassent la moyenne nationale de consommation avec 8 934,3 yuans. 23 sont en dessous de la moyenne avec 6 418 yuans. Parmi elles, 19 sont à moins de 7 000 yuans et 12 à moins de 6 500 yuans. Le Guizhou a le revenu moyen le plus bas avec 5 944 yuans. Autrement dit, le revenu est inférieur à la moyenne nationale dans 80 % des villes.

Les différences se mesurent également à l'aune de l'accapement du capital par les plus riches. Selon les chiffres du Bureau national des statistiques et du ministère du Travail et de la Protection sociale, les familles les plus riches (8,6 %) disposent de 60,4 % du capital financier. Parmi elles, les 1,3 % les plus opulentes possèdent 31,4 % de ce capital. De l'autre côté, les 43,73 % de familles les plus pauvres ne détiennent que de 2,99 % du capital. Les plus riches disposent donc de 359 fois plus de capital que les plus pauvres. Un écart qui dépasse non seulement celui des Etats-Unis, où les plus pauvres détiennent 20 % du capital, mais aussi celui de l'Amérique latine, où les 10 % les plus riches disposent de 50 % du capital.»

Ces nouveaux riches (1), accumulent des biens, sur la base de leurs services comme

(1) Ainsi, ce M. Shen, un vrai converti. Hier directeur d'une entreprise d'Etat de textile, aujourd'hui directeur de la même, mais privatisée et cotée en Bourse à Shanghai. Pourquoi les multinationales américaines et européennes s'installent-elles en Chine, selon M. Shen ? "Les travailleurs, aux Etats-Unis et en Europe, se la coulent douce, trop. S'ils ne veulent pas faire d'heures supplémentaires, ils rentrent chez eux ;

mercenaires des multinationales ou comme pilleurs des biens de l'Etat, par exemple lors de la vente des entreprises d'Etat. Même les informations fournies par les autorités gouvernementales sont époustouflantes.

REVENIR SUR LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

Le *Quotidien des lois*, organe de presse tout ce qu'il y a de plus officiel, a révélé qu'au cours des vingt dernières années, 4 000 cadres s'étaient enfuis à l'étranger avec près de 50 millions de dollars détournés. Ces chiffres sont encore probablement sous-évalués, puisqu'un audit officiel établissait, pour la seule année 2003, que plus de 8 000 fonctionnaires du PCC étaient partis après détournements de fonds.

Les chiffres de l'enquête de Nankin, qui mériteraient de faire l'objet d'une étude plus approfondie, témoignent que ce n'est pas une bourgeoisie nationale chinoise qui se constitue. Ces nouveaux riches — immensément riches — dirigent des entreprises dont les capitaux sont japonais, américains, taïwanais ou hongkongais. Ils volent la propriété d'Etat ou la parasitent. La décomposition mine la société.

Et ce ne sont là que des signes annonciateurs. La révolution de 1949, vérifiant la validité de la théorie de la révolution permanente de Trotsky, a combiné contenu national et contenu social. Social, parce que les aspirations de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans ne pouvaient trouver de solution sans la rupture avec le régime capitaliste, sans des mesures toujours plus avancées dans la voie de l'expropriation (même si cette expropriation a été opérée de manière bureaucratique ; la direction du PCC étant amenée à aller plus loin qu'elle ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, et cela en dépit et contre la politique de Staline). Et dans le même temps, la révolution chinoise permettait de résoudre la question nationale. Elle la résolvait en chassant les impérialistes étrangers et en assurant la souveraineté de la nation. En ce sens, il est juste de parler de troisième révolution chinoise après celles de 1911 et 1927. La question de la souveraineté natio-

nale était posée en Chine depuis le XIX^e siècle face aux différents impérialismes (japonais, britanniques, français) qui avaient colonisé et soumis la Chine (la célèbre pancarte des parcs de Shanghai : « *Interdit aux chiens et aux Chinois* »). La révolution de 1949 se réclamait de Sun Yat-sen, et, de ce point de vue, il est juste de constater que les tâches réalisées par la révolution matérialisaient ce pour quoi avait lutté le mouvement national naissant en 1911. Il en découle, en retour, que lorsque l'impérialisme remet en cause les conquêtes de la révolution chinoise, il remet en cause tout à la fois son caractère social et son caractère national. La marche à la remise en cause des droits des travailleurs, de leur caractère commun, matérialisé dans la propriété sociale, nourrit la marche à l'éclatement de la nation. Celle-ci aurait des conséquences désastreuses dans toute cette région du monde.

Depuis plus de cinquante ans, le pays s'est développé sur la base de la propriété sociale. Ces rapports de propriété sont à la base de toute la société chinoise. Sur eux s'appuie une classe ouvrière puissante, qui cherche la voie de la résistance. Certes, il est incontestable que, depuis 1989, l'impérialisme, utilisant la direction du PCC comme un allié zélé, a considérablement avancé dans l'ouverture de la Chine au marché mondial. Dans le même temps, les travailleurs chinois n'ont jamais cessé de chercher, dans les conditions les plus difficiles, les voies de l'organisation pour la résistance.

Dès le lendemain de la répression, des militants ouvriers se sont attelés à un travail de construction de syndicats indépendants du pouvoir dans les pires conditions. Par exemple, Liu Jinsheng et ses camarades fondent en 1991 le Syndicat ouvrier libre de Chine. Arrêtés en 1992 et condamnés à de très lourdes peines de prison (jusqu'à 15 ans), la plupart sont encore emprisonnés. En 1994, Liu Nianchun et ses amis fondent la Ligue pour la protection des droits ouvriers, Li Wenming et Guo Baosheng éditent *Forum ouvrier pour un syndicat*

ils disent qu'on ne peut pas les forcer, parce que c'est contre le Code du travail. Ils n'arrêtent pas de faire des pauses à la cafétéria, et s'ils se retrouvent au chômage, on les paye presque autant que s'ils travaillaient !" (source : BBC, 6 mai 2004).

indépendant des travailleurs migrants. En 1998, Zhang Shuangang fait enregistrer une Association de défense des droits des travailleurs licenciés : 10 ans de prison. Bien d'autres encore, connus ou inconnus, se sont ainsi mis en avant pour exprimer et organiser les aspirations et les revendications des travailleurs liées à un bouleversement des relations sociales.

“ILS ONT VOULU TROMPER LE PEUPLE”

Au printemps 2002, à Liaoyang, dans le nord-est du pays, des manifestations monstres ont agité la ville, industriellement sinistrée, durant des semaines. Les caractéristiques essentielles de ce mouvement tiennent dans l'obstination d'arracher les revendications vitales qui sont portées par toute la population, d'une part, et surtout dans la désignation de délégués choisis dans leurs rangs qui ont la confiance des ouvriers et l'organisation méthodique, réfléchie, des diverses formes d'action (pétitions, lettres ouvertes, affiches, tracts, rassemblements, défilés), d'autre part. Voilà ce qui est la marque irréversible, aujourd'hui, des mouvements de résistance aux conséquences des réformes économiques (2).

Et cela s'exprime jusque devant le siège du gouvernement central, à Pékin.

Ils sont des centaines, des milliers, chaque jour, à se rassembler dans une rue près du siège du gouvernement central de Pékin, évidemment encadrés par la police, dans l'espoir d'être reçus au bureau des plaintes, ayant épuisé toutes les démarches au niveau local ou provincial. C'est qu'ils n'ont pas été écoutés ou bien qu'ils ont reçu des réponses dilatoires qui les renvoient dans les méandres et impasses administratifs, au mieux ; qu'on les a menacés, terrorisés, voire interpellés, tabassés ou arrêtés, au pire. Et pourtant, ils sont dans leur droit ! Par exemple : ces milliers de travailleurs des mines du Heilongjiang, qui réclament depuis 1996 et 1998 le versement intégral de leurs indemnités et de leur retraite : huit ans de démarches, de lettres, de rendez-vous ; huit ans de bataille acharnée contre ceux qui les ont escroqués et contre les autorités qui couvrent ces agissements

parce qu'elles en tirent profit, avec au bout la menace de suicide de 23 de leurs représentants en plein cœur de Pékin, en haut d'un immeuble d'où ils haranguent, pendant cinq heures, la foule des spoliés comme eux.

Et s'ils ne peuvent pas se déplacer, ils s'adressent dans des lettres ou des pétitions aux plus hautes autorités du Parti communiste. Cette lettre ouverte à Hu Jintao, secrétaire général du PCC, est un exemple parmi bien d'autres :

« Cher camarade Hu Jintao, secrétaire général du parti,

Nous sommes un groupe de retraités de l'usine Ferro-Alliages de Liaoyang et nous t'écrivons pour t'informer du cas de Yao Fuxin et Xiao Yunliang. Nous avons trouvé que le jugement du tribunal intermédiaire de Liaoyang était extrêmement injuste et que la détention, les interrogatoires, le procès et le verdict de ces deux hommes n'avaient rien à voir avec une police du peuple et une justice du peuple, comme il est écrit dans le programme du Parti communiste. Le procès a violé le principe de rechercher la vérité à partir des faits et de juger selon la loi. Les accusations étaient mensongères, malgré le nombre de témoins et de dépositions, dont aucun ne pouvait fournir de preuve pour établir que Yao et Xiao avaient adhéré au Parti démocratique chinois comme il était prétendu (...). En l'absence de telles preuves, comment ont-ils pu être accusés de subversion ? Du début à la fin de ce dossier, nous n'avons vu que des aveux extorqués, des faux rapports, des dépositions trompeuses et des preuves fabriquées. Des membres du conseil municipal, du gouvernement local, de l'Assemblée nationale populaire et du système judiciaire sont responsables de cette injustice. Ils ont voulu flouer le gouvernement central et tromper le peuple chinois en donnant l'ordre de réprimer arbitrairement les manifestations des travailleurs contre la corruption, en ignorant les pétitions et les accusations portées par les travailleurs dans l'usine et au-dehors ces quatre dernières années.

Qu'est-ce qui a poussé les travailleurs à

(2) Les délégués ouvriers de Liaoyang ont été arrêtés. Ils sont toujours emprisonnés. Une vaste campagne de solidarité, à laquelle a participé l'Entente internationale, s'est traduite notamment par l'envoi d'une délégation en Chine pour chercher à établir le contact direct avec les ouvriers de Liaoyang. Les représentants de la bureaucratie qui ouvrent le pays aux capitalistes ont interdit que la délégation puisse parvenir à Liaoyang.

protester et à pétitionner ? Pourquoi l'accusation et le verdict ne disent-ils pas un mot des raisons de ces protestations ? Yao Fuxin et Xiao Yunliang ont-ils "comploté" seuls, ou bien n'est-ce pas plutôt les travailleurs, qui, ensemble, ont lancé ces protestations ? Et qui devait répondre à ces protestations : le gouvernement ou les officiels corrompus ? Le gouvernement central et les gouvernements locaux à tous les niveaux ne cessent de donner des instructions pour lutter pour l'honnêteté et contre la corruption. Le gouvernement a démontré qu'il était déterminé à ce que cette bataille concerne tous les membres du parti et que le peuple puisse désigner du doigt n'importe quelle institution corrompue, car, sinon, le pays et le parti seraient en danger imminent. Les travailleurs de l'usine Ferro-Alliages et tous les citoyens soussignés accordent toute leur confiance à ces déclarations du gouvernement, et nous croyons dans ce que le président Jiang Zemin, le secrétaire général Hu et Wei Jianxing nous ont dit, et c'est pourquoi ces quatre dernières années, les travailleurs ont essayé de déposer des plaintes, d'envoyer des rapports, de rencontrer des fonctionnaires, du plus bas au plus haut de l'échelle, mais ils n'ont finalement connu que la détention à plusieurs reprises pour ces actions en dépit de la légalité de leur démarche. N'étant pas satisfaits des réponses du gouvernement, ils ont continué de pétitionner, d'accuser et de protester, et, finalement, ils se sont retrouvés en prison. Plusieurs mois plus tard, le conseil municipal et la justice ont fini par arrêter les dirigeants corrompus de l'usine et ont rendu un jugement.

Mais les quatre délégués des travailleurs qui ont été arrêtés, Pang, Wang, Yao et Xiao, ont été accusés de "rassemblement et manifestation illégaux". Pang et Wang ont été remis en liberté provisoire après neuf mois de détention, tandis que Yao et Xiao étaient accusés de "subversion du gouvernement" et condamnés à respectivement 7 et 4 ans de prison. Et ils sont toujours en prison.

Oh, secrétaire général Hu, penses-tu vraiment que les délégués des ouvriers auraient pu se livrer à une tentative de subversion du gouvernement ? Et pourquoi auraient-ils fait pareille chose ? Le verdict contre Yao et Xiao a brisé le cœur de leurs familles et réjoui leurs ennemis. Les travailleurs et le peuple sont bouleversés, car cela a violé nos plus ardents espoirs et nous en sommes indignés ! Car Yao et Xiao sont vraiment innocents (...).

Cher secrétaire général, nous te deman-

dons avec insistance de prendre un peu de ton temps pour étudier ce dossier. Tu dois savoir que certains fonctionnaires officiels et dirigeants d'entreprise font le mal. Ils se liguent pour mentir au gouvernement central et lui montrer de brillants rapports de travail, et, dans le même temps, se livrent à des intimidations et des brutalités envers le peuple, dressant un mur entre le gouvernement central et nous. Comment pourrais-tu ne pas nous aider maintenant que tu connais la vérité de ce que nous endurons ? Merci beaucoup, on te verra bientôt à la télévision » (extraits d'une lettre transcrite par China Labour Bulletin, d'après une lecture au téléphone par un signataire).

Cette lettre des ouvriers ne fait-elle pas penser à cette adresse des travailleurs russes, qui, en 1905, s'adressent au tsar pour lui demander d'intervenir ? Mais avec une différence fondamentale : le tsar, c'était officiellement la classe ennemie. Aujourd'hui, les bases sociales ne sont pas les mêmes. Les ouvriers sont sûrs de leur bon droit, tiré et nourri des rapports sociaux établis dans le pays depuis plus de cinquante ans sur la base de la propriété sociale, sur la base du fait que l'on a indiqué que les ouvriers étaient les maîtres du pays, sur la base du fait que les entreprises d'Etat appartiennent précisément à l'Etat.

DEUX SYSTÈMES INCOMPATIBLES SE FONT FACE

Et là se pose le problème plus général. Les ouvriers, comme tous les ouvriers du monde, s'appuient, dans leur lutte, sur ce qui existe. Ils ont raison.

Posons le problème plus largement : l'existence des entreprises d'Etat s'inscrit dans un ensemble plus vaste de relations sociales établies sur la base de la propriété sociale. On pense, bien sûr, au fait que la terre est, et reste, propriété de l'Etat, au fait qu'autour des entreprises d'Etat, un vaste réseau de droits permet au travailleur de bénéficié, y compris lorsqu'il est licencié ou à la retraite, de l'accès à l'hôpital, à l'école pour ses enfants.

Au-delà, il y a le vaste réseau des unités de service. Les usines, les relations sociales issues de 1949 sont là, c'est la défense de l'ensemble de ces conquêtes qui amènera le

mouvement de la classe ouvrière à chercher les voies de la révolution politique pour sauver ses droits, pour sauver le pays, contre la politique restaurationniste de la bureaucratie.

La contradiction majeure est celle entre les rapports sociaux fondés sur la propriété sociale à partir de 1949 et l'ouverture organisée par la bureaucratie de Pékin de pans grandissants de l'économie au marché mondial. Cela parce qu'il s'agit de la contradiction entre le système de la propriété privée des grands moyens de production et celui de la propriété sociale.

Bien que dépendante, en dernière analyse, du marché mondial, cette dernière peut être gérée — certes bureaucratiquement, certes de manière de plus en plus affectée par la politique d'ouverture — tant qu'existent le monopole du commerce extérieur, le monopole sur la monnaie, sur la propriété sociale. Dans la limite du "socialisme dans un seul pays", dans le cas de la Chine baptisé "socialisme à la chinoise", la propriété sociale était protégée. Nous arrivons au moment où la bureaucratie, jouant jusqu'au bout son rôle de courroie de transmission de l'impérialisme, fait sauter toutes ces protections.

L'année 2005 doit voir une nouvelle étape dans la mise en œuvre de l'accord Chine-OMC. Les quatre grandes banques d'Etat, qui, par de multiples canaux, financent les entreprises d'Etat qui assurent le contrôle, par l'Etat, de la terre et soutiennent les unités de service, devraient être disloquées.

On peut dire que deux régimes de propriété totalement antagoniques se trouvent face à face. Répétons-le, cette contradiction peut se dénouer soit par la barbarie, la dislocation de la Chine, soit par la "révolution ouvrière" — révolution politique compo-

sante de la révolution mondiale — , chassant la bureaucratie corrompue.

ORGANISER LE DEBAT INTERNATIONAL

La Chine est à la veille d'un tournant. Celui-ci s'inscrit, s'inscrira comme un élément majeur de toute la situation mondiale.

Les conquêtes de la révolution chinoise des travailleurs et des paysans sont partie constituantes des conquêtes de toute la classe ouvrière mondiale. Qui peut défendre ces conquêtes, qui peut défendre cette base de l'unité nationale, de l'unité du pays ? Qui peut défendre cette base de la civilisation, si ce n'est les travailleurs et les paysans librement organisés par eux-mêmes ? Aujourd'hui, la défense de ces conquêtes contre les sommets de la bureaucratie qui vendent le pays aux multinationales est dans les mains des travailleurs. Nul doute que la crise se développera à l'intérieur du PCC et de l'appareil d'Etat lui-même. Et elle aura des conséquences importantes, y compris en termes de brèches ouvertes pour les travailleurs.

Mais il est clair que la défense de la propriété sociale ne saurait être le fait que de la classe ouvrière librement organisée, car "*le socialisme, ce sont les travailleurs*".

La IV^e Internationale entend participer librement à ce débat, et c'est pourquoi, avec des militants de pays d'Asie, elle vient de prendre l'initiative de lancer une tribune de discussion pour la défense des conquêtes de la révolution chinoise, la défense de la propriété sociale. Cette tribune paraîtra tous les deux mois en anglais et en chinois, pour que s'organisent les échanges libres et fraternels avec les militants et travailleurs chinois.

Olivier Doriane

La lutte des travailleurs de l'usine 3403 contre la "terreur blanche"

« Le 30 août à l'aube, environ 1 200 officiers de la police armée, employés de sécurité et policiers en civil ont donné l'assaut à l'usine de construction de véhicules spécialisés de Banan, à Chongqing (province de Sichuan), pour briser par la force une occupation d'usine commencée 12 jours auparavant par les travailleurs. Cette action de protestation avait été provoquée par les pratiques corrompues utilisées pour la vente de l'entreprise d'Etat et l'inquiétude sur le paiement des arriérés de salaires et le maintien de l'emploi.

90 % des travailleurs de cette usine se retrouvaient avec des arriérés de salaires impayés, avant même la "restructuration". Le gouvernement et les dirigeants leur ont promis de les payer, mais cela ne s'est pas matérialisé. De plus, les salaires des ouvriers étaient parfois d'à peine 80 yuans (9 euros) par mois.

Les responsables de ce mouvement se sont adressés au site Internet des dissidents "World of Workers and Peasants". Ils ont décrit la situation dans l'usine comme l'instauration de la "terreur blanche", avec des murs de brique édifiés pour renforcer les murs, et des fouilles effectuées à la recherche des dirigeants de la grève. 100 agents de sécurité environ gardent les entrées de l'usine.

C'est là un incident typique des méthodes violentes de la police pour imposer les ventes des entreprises publiques — processus qui a d'ores et déjà abouti au licenciement de millions de travailleurs dépouillés de leurs salaires et de leurs retraites.

L'usine était dirigée par le producteur d'armes du gouvernement, l'Unité de production 3403, sous le contrôle de la zone militaire de Chengdu. Comme de nombreuses autres usines d'Etat, elle a fait faillite en juin sous la direction de Zhang Ermao, qui a été accusé de pillage systématique de la caisse.

Selon la loi chinoise, une entreprise en faillite doit être vendue aux enchères publiques. Cependant, un groupe de responsables gouvernementaux corrompus et d'hommes d'affaires a décidé de vendre l'usine, estimée à 200 millions de yuans (24 millions d'euros), à la compagnie privée Naide, dirigée par Lin Chaoyang, pour la somme de 22 millions de yuans seulement.

Le directeur de l'usine, Zhang, coopérait d'ores et déjà depuis 2002 avec Naide en l'aidant à "restructurer" les activités de l'usine. Naide elle-même était auparavant une entreprise d'Etat, qui avait été reprise par son ancien directeur, Lin. Dans le cadre de cette "coopération", Naide exploitait l'Unité 3403 pour la production des moteurs de véhicules et de mobyettes pour ses succursales, ce qui a abouti à la faillite de cette unité.

Zhang s'était immédiatement caché dès que l'usine fut déclarée en faillite pour éviter d'avoir à répondre aux travailleurs, qui exigeaient qu'il s'explique et garantisse leurs emplois et leurs salaires. On a découvert ensuite qu'il avait été embauché à un poste de direction grassement payé chez Naide et avait pris des vacances dans la province occidentale du Xinjiang, laissant les travailleurs de l'usine se débrouiller tout seuls.

La vente de l'usine s'est effectuée derrière le dos des ouvriers. Lorsque la nouvelle s'est répandue, les ouvriers ont décidé d'occuper l'usine le 18 août pour exiger que le gouvernement fournisse une explication et punisse Zhang pour vente frauduleuse. Dans le même temps, ils annonçaient que si l'usine devait être vendue pour 22 millions de yuans, alors, les 3 000 employés lèveraient 30 millions de yuans de fonds pour acheter l'usine et la gérer eux-mêmes "de façon démocratique".

Le lendemain, le gouvernement du district de Banan, tout comme le poste de police et les responsables de la commission économique de Chongqing, confirmaient la vente et avertissaient les ouvriers qu'ils devaient quitter l'usine. Le 19 août, Zhang et le patron de Naide, Lin, envoyèrent quelque 60 nervis pour essayer d'intimider les travailleurs.

Les deux jours suivants, Lin forçait tous les employés masculins travaillant dans son entreprise à annuler leur congé du week-end et les emmenait en bus pour qu'ils attaquent les ouvriers occupant l'usine 3403. Mais beaucoup ont refusé de participer à cette attaque après que les travailleurs de l'usine leur eurent expliqué ce qui se passait.

Dans le même temps, sous prétexte de conduire "une enquête", la police entrait dans l'usine et tentait d'arrêter les dirigeants de la grève, qui se sont échappés. La tentative de Lin d'acheter les responsables du mouvement en leur versant 400 000 yuans a été rejetée.

Le 24 août au matin, le comité de ville du PC de Chongqing organisait des négociations avec les travailleurs et exigeait d'entrer dans l'usine. Les travailleurs ont accepté, mais ont refusé de laisser entrer les représentants du parti dans les bureaux de la trésorerie, où se trouvaient les preuves des malversations et de la corruption. Comme le but de cette ruse était de détruire les preuves financières incriminatoires, ces "négociations" ont échoué.

Le jour suivant, 300 policiers sont arrivés à l'usine, ont déclaré que l'usine était déjà la propriété de Naide et que l'occupation était donc illégale. Ils ont refusé d'écouter les demandes des travailleurs, qui exigeaient la présentation des documents légaux prouvant la vente et l'ouverture des livres de comptes de l'entreprise, et que *"la compagnie privée illégale se retire"*.

"L'usine est en faillite et les droits légaux de ses employés doivent être protégés", ont dit les travailleurs. *"Nous devons avoir des indemnités de licenciement et des allocations pour l'alimentation et les soins. Du fait du manque d'argent pour les travailleurs malades, trois personnes ont tenté de se suicider en sautant du haut des bâtiments. Deux sont mortes et la troisième est gravement blessée."*

Au cours de cette action, les travailleurs de l'unité ont lancé plusieurs appels sur Internet. Dans une lettre publiée le 27 août, un organisateur a expliqué que des incidents similaires s'étaient déroulés dans plusieurs entreprises d'Etat dans la région ces dernières années, avec pour seule réponse une répression brutale par la police de Chongqing. *"Maintenant, c'est nous qui sommes confrontés à cette tragédie"*, écrit-il.

Ce responsable dénonce les crimes des directeurs et des cadres du PC qui pillent le produit *"du dur labeur, de la sueur et du sang versés par les travailleurs"*. Il explique que ces gens ont utilisé l'argent de l'entreprise pour mettre sur pied des entreprises familiales et ont engagé des négociations illégales pour piller les biens de l'Etat. A la fin de l'année, les dirigeants se sont partagés les profits annuels, qui représentaient des centaines de milliers de yuans, mais n'ont rien donné aux employés.

Ce responsable a disparu après avoir publié cette lettre. A la veille de l'intervention musclée de la police, le 30 août, d'autres travailleurs ont lancé un cri d'alarme sur Internet concernant le sort de ce responsable et d'autres, qui pourraient avoir été arrêtés, car la section de Chongqing du bureau national de la Sécurité (la police secrète) semblerait avoir été impliquée.

Les travailleurs de l'Unité 3403 ont écrit à Wu Guangzheng, un membre influent du comité exécutif du bureau politique du PC, l'appelant à mettre un terme à ces violences à leur encontre et à satisfaire leurs revendications. Mais ils n'ont reçu aucune réponse.

On pourrait multiplier quasiment à l'infini les exemples. Celui-là souligne un premier fait majeur : malgré la combinaison de la dissuasion, de la répression, de l'utilisation des moyens de contrôle pour fragmenter, amortir ou enrayer la mobilisation ouvrière, celle-ci s'est imposée. On décomptait, officiellement, environ 12 000 incidents majeurs en 1993, 60 000 en 1998, 100 000 en 1999 et 200 000 en 2001. » (Source : John Chan, WWSWS, 13 septembre 2004.)

Des actions qui renouent avec les traditions séculaires du mouvement ouvrier

La base sociale sur laquelle s'appuient les travailleurs se traduit dans l'acharnement qui les amène à mener des combats s'étendant sur des mois, parfois des années. Dans ce mouvement, ils renouent avec les traditions d'organisation de la classe ouvrière chinoise. On lira ci-dessous comment, dans une usine de Mongolie, les travailleurs organisent à l'avance les groupes successifs qui devront se rendre à Pékin. Ces noyaux de 10 font référence aux traditions d'organisation du PC chinois et aux syndicats chinois au tout début du mouvement ouvrier, où la collecte financière était organisée sur la base suivante : un travailleur trouve dix autres travailleurs qui donnent un yuan.

« En 1998, 7 000 ouvriers de l'entreprise d'Etat Norinco sont placés par la direction devant le dilemme suivant : accepter le licenciement pur et simple ou endosser une *“suspension de contrat de travail sans versement de salaire”* avec offre de remplacer les départs naturels pendant trois ans. Pendant ces trois années, une allocation minimale leur serait versée, à la condition qu'ils ne retrouvent aucun travail, même à temps partiel ou en intérim, avec une condition supplémentaire ahurissante : se rendre dans une autre ville pour chercher du travail annule le versement de cette allocation de misère. L'étrangeté des *“licenciements”* tient en ceci : cette entreprise d'Etat est directement sous contrôle du gouvernement central, son objet étant la fabrication de l'armement. L'usine de Baotou, avec ses 30 000 ouvriers et ses différentes filiales, s'étend sur 300 km² et gère, comme toutes les entreprises d'Etat auparavant, ses propres crèches, écoles, collèges, hôpitaux, logements et instituts de recherche, jusqu'à son commissariat de police. Or, à partir des grandes restructurations des années 1990, il fut proposé aux ouvriers dont on voulait se débarrasser le statut de *“Xiagang”*, un statut où l'ouvrier n'était plus au travail, mais était toujours juridiquement lié à l'entreprise ; il percevait chaque mois une indemnité et pouvait toujours bénéficier quasi gratuitement de l'école, du logement et de l'hôpital de son entreprise. Mais, à Norinco, ce ne fut pas le cas, et les ouvriers ne pouvaient même pas s'inscrire au bureau de l'emploi ni percevoir les allocations de chômage. Face au dilemme, donc, la plupart des 7 000 ouvriers en cause ont donc *“choisi”* la suspension du contrat de travail sans salaire, dans l'espoir d'une proposition de poste dans les trois ans qui suivaient. Et voici qu'au lieu de propositions, la direction met fin aux contrats de travail au motif que *“le salarié est absent de son poste sans autorisation”* ! La direction signe même les certificats à la place des ouvriers. Les travailleurs ont découvert ces faux plusieurs mois après, et, depuis bientôt sept ans, se battent pour retrouver leur poste : ils ont écrit à la direction, apportant les preuves qu'ils n'ont violé aucune clause ni aucune règle de l'accord, ils ont porté l'affaire devant les tribunaux, mais personne ne veut admettre l'illégalité des licenciements. Alors, début mai, les travailleurs licenciés de l'usine d'armement Norinco de Baotou, dans la province de Mongolie-Intérieure, décident de tenir un piquet chaque jour devant les portes de l'entreprise. Ils y viennent par équipe de 500 environ pour exiger de la direction qu'elle satisfasse leurs revendications : des indemnités de licenciement équitables pour leur permettre de survivre, car les clauses du licenciement ne leur permettent ni de toucher les allocations de chômage, ni de percevoir leur retraite. Ils sont plus de 2 000 à se battre, ils font partie des 7 000 qui ont été victimes, fin 1998, de *“faux licenciements”*, sur les 30 000 ouvriers que compte l'usine.

Pour toute réponse, la direction a envoyé des policiers en civil filmer les manifestants avec mission de les intimider, par exemple en interpellant une douzaine d'entre eux pour interrogatoire ; ils furent relâchés après avoir été obligés de signer des lettres de *“confession”*, non sans que l'un d'entre eux fût victime d'une crise cardiaque et hospitalisé.

Les licenciés décident donc alors d'envoyer des représentants au gouvernement de la municipalité de Baotou et au gouvernement de la province, mais, chaque fois, ces

direction de Norinco, qui, seule, serait habilitée à résoudre le problème. “*Pourquoi pas le gouvernement à Pékin, pendant que vous y êtes !*”, leur lançaient des officiers de police avec un ton sarcastique. C’est ce que les licenciés décidèrent le 7 juillet : envoyer une délégation à Pékin. Plusieurs dizaines sont volontaires, mais ne risque-t-on pas, avec une délégation massive, de se voir accuser de “pétition illégale ” et autres mesures de rétorsion ? Il est décidé que seuls quatre délégués partiront.

Le 8 juillet, ils se rendent à Pékin au bureau des plaintes du gouvernement central et au siège du groupe Norinco. Là, on leur dit de faire preuve de patience, car on leur promet qu’une enquête sera menée. Ils patientent, mais rien ne vient. Le 18 juillet, ils rentrent à Baotou, les mains vides. Les licenciés ne peuvent en rester là après six ans de bataille : le 21 juillet, il est décidé qu’une délégation de 30 ouvriers retournera à Pékin au bureau des plaintes, puis, le 22 juillet, 30 autres, et le 23, encore une dizaine. Le 25 juillet, un délégué des licenciés, parti à Pékin, rentre à Baotou pour rendre compte de leur action : rien n’avance. Décision est prise d’envoyer une nouvelle délégation de trente licenciés, mais au moment de prendre le train pour Pékin, le groupe constate que la police a établi un barrage filtrant ; dans la confusion, seuls 10 parviennent à embarquer et un délégué est arrêté (il sera relâché quelques heures plus tard). Fin juillet, des fourgons de police ont ramené à Baotou plusieurs dizaines de délégués. Début août, les piquets quotidiens devant les grilles de l’usine se poursuivaient. » (Source : La Lettre d’informations, *Commission enquête Chine, septembre 2004.*)

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Les classes ouvrières d'Europe et les organisations face au projet de traité constitutionnel

Par Christel Keiser

Adopté à l'unanimité par les 25 chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen de Bruxelles les 17 et 18 juin derniers, le traité établissant une "Constitution" pour l'Europe doit être signé à Rome par les chefs d'Etat et de gouvernement le 29 octobre prochain.

Depuis des années, les travailleurs de toute l'Europe sont confrontés, en application des traités de Maastricht (1992), d'Amsterdam (1997) et de Nice (2002), à une accumulation de mesures de dislocation des droits et des garanties, et de remise en cause du cadre des nations.

Quelle est la signification de la "Constitution européenne" ?

C'est le franchissement d'un seuil qualitatif : il s'agit d'aller jusqu'au bout du démantèlement des nations, et particulièrement des institutions ouvrières que la classe ouvrière a inscrites par sa lutte de classe dans le cadre des nations.

UN SEUIL QUALITATIF

Pour permettre à tous nos lecteurs (notamment ceux vivant hors d'Europe) de comprendre, on pourrait faire une analogie entre le franchissement de ce seuil qualitatif en Europe et le passage de la première (1991) à la seconde (2003) guerre d'Irak. Ces deux guerres sont des guerres de pillage et de destruction correspondant à la crise de décomposition du système de la propriété privée des moyens de production. Mais, sur un même axe, elles présentent des différences, dont la signification doit être établie.

La première guerre s'était arrêtée aux portes de Bagdad. Il fallait alors laisser en place Saddam Hussein. Cet objectif répondait aux besoins du gouvernement américain de l'époque de conserver un certain "ordre" dans la région. La seconde guerre mit à bas le régime de Saddam

Hussein, non pour reconstruire un “ordre impérialiste” dans la région, mais dans une logique de destruction totale de la nation irakienne, sur fond de chaos généralisé.

Seconde différence : les rapports entre différents impérialismes. En 1991, avant de déclencher la guerre, Bush père avait passé un accord avec les autres puissances impérialistes (notamment avec la France et l’Allemagne), dans le cadre de l’ONU. En 2003, il n’est plus question de respecter un tel cadre : Bush fils passe par-dessus le cadre existant de l’ONU et par-dessus l’accord avec les autres impérialismes. L’impérialisme américain va même, à l’occasion de cette seconde guerre, engager une “guerre” politique et diplomatique contre les autres impérialismes. C’est ce qu’expriment les déclarations de Rumsfeld contre la “vieille Europe”.

Enfin, alors que les développements de la première guerre d’Irak ont été relativement circonscrits pendant un temps, la seconde guerre se poursuit de manière permanente, avec, de manière concomitante, l’accélération de l’offensive de destruction physique du peuple palestinien (cette offensive écarte désormais toute référence — même formelle — à un prétendu “accord de paix” possible). Et l’agression impérialiste menace de se généraliser dans d’autres pays de la région (en particulier en Iran).

L’impérialisme le plus puissant, pris à la gorge par la crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, ne peut désormais imposer sa loi qu’en faisant de la destruction des nations la forme première de la mise en œuvre de ses plans, le moyen premier d’une politique qui vise à restaurer des marges de profitabilité du capital sur la base de la destruction en masse des forces productives, à commencer par la principale force productive : la force de travail.

En quoi peut-on faire une analogie avec la situation en Europe ? Jusqu’à présent, le cadre de l’Union européenne fondé sur le traité de Maastricht visait à mettre en œuvre des politiques anti-ouvrières extrêmement brutales. Mais ces politiques, dictées par Bruxelles et relayées par les gouvernements, se sont heurtées et se heurtent dans chaque pays à la résistance des classes ouvrières, qui

cherchent à se saisir de leurs organisations pour se défendre pied à pied. Dès lors, il a fallu à la classe capitaliste changer de cap. De même que l’impérialisme américain est passé de la première à la deuxième guerre d’Irak dans l’objectif de démanteler la nation irakienne, en Europe, le passage du traité de Maastricht à la “Constitution européenne” correspond à une nouvelle phase. Désormais, le démantèlement des nations devient le moyen pour l’impérialisme d’atteindre son but : la destruction des institutions que la classe ouvrière a constituées pour se défendre et l’intégration des organisations ouvrières. Le principal instrument de cette offensive est la “Constitution européenne”.

LA MARCHÉ AU CORPORATISME

Cette “Constitution européenne” n’est en aucune manière une Constitution. Une Constitution, c’est en principe une architecture de lois, de droits et de garanties (en particulier dans le cadre des régimes dits de démocratie politique, même dans les régimes capitalistes).

Les Constitutions codifient les normes institutionnelles qui permettent la domination de la classe capitaliste sur la société, auxquelles s’intègrent les droits et les garanties que la classe ouvrière a arrachés à la classe capitaliste sur la base de sa lutte de classe.

C’est ce qu’explique Trotsky dans *Comment vaincre le fascisme* :

“Au cours de plusieurs dizaines d’années, les ouvriers ont construit à l’intérieur de la démocratie bourgeoise, en l’utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire : cela est démontré aussi bien par la théorie que par l’expérience. Mais c’est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d’appui de démocratie prolétarienne à l’intérieur de l’Etat bourgeois.”

C'est en Europe que l'on trouve les plus vieux pays capitalistes, qui ont vu les premiers se constituer, à l'époque du capitalisme ascendant, les classes ouvrières. C'est dans ces pays, dans le cadre même du développement du capitalisme, que les classes ouvrières ont conquis les droits et les garanties les plus développés, ainsi que leurs institutions (syndicats, Sécurité sociale, conventions collectives, Codes du travail, etc.).

Mais, précisément, à l'époque de l'impérialisme putréfié, les *"bastions de démocratie prolétarienne"* insérés dans les interstices de la société bourgeoise — et qui sont à la base de la démocratie — ne sont plus tolérables pour la classe capitaliste, toujours avide de plus de profits dans un marché mondial se contractant toujours. La destruction de ces *"bastions de démocratie prolétarienne"* équivaut à la destruction de la démocratie tout court et de la nation. C'est la marche au corporatisme. Tel est le contenu de la "Constitution européenne".

C'est la raison pour laquelle les bourgeoisies n'attendent pas le vote de cette "Constitution européenne" pour la mettre en œuvre. En France, cette anticipation prend la forme notamment de la marche forcée à la régionalisation et de la remise en cause de droits et garanties acquis depuis près de deux siècles : par exemple, le Code du travail ou la règle fixée par la loi Guizot de 1833, qui impose que chaque commune dispose d'une école.

Si toutes les bourgeoisies européennes se rallient de fait à ce cadre, ce n'est pas sans crises et contradictions. Car, au bout du compte, la marche au démantèlement des nations remet en cause la place et les prérogatives de chaque "bourgeoisie nationale". Elle consacre une situation où chaque "bourgeoisie nationale" tend à se démembrer en différentes fractions, dont chacune cherche un accord direct et séparé avec l'impérialisme dominant. Ce qui explique aujourd'hui le soutien de tous les gouvernements européens à la "Constitution européenne".

Les Quatrième et Cinquième Congrès de la IV^e Internationale (1999 et 2002) ont mis en évidence que la politique de l'impérialisme ne pouvait se mettre en œuvre qu'avec le soutien des appareils.

Cela se mesure dans la manière très spectaculaire dont la CES (1) a, dès le 13 juillet dernier, apporté son soutien à la "Constitution européenne", soutien confirmé dans la réunion de son comité exécutif le 13 octobre. Depuis, elle mène une campagne acharnée pour que toutes les organisations syndicales apportent leur soutien à la "Constitution européenne", et donc à la politique de démantèlement des droits et des garanties. C'est l'existence des organisations elles-mêmes qui est ici mise en cause.

Cette offensive se heurte à la résistance des travailleurs d'Europe, qui ne veulent pas se laisser détruire. Ce qui entraîne des contradictions et des résistances au sein même des organisations. En Belgique, l'interrégionale wallonne de la CGSP (la branche services publics de la FGTB) (2) a adopté une résolution lors de son dernier congrès en juin dernier, qui affirme :

"Le congrès considère que le projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe et préparé par la Convention européenne est inacceptable."

Puis, la CGSP répond à l'argument majeur avancé par la CES et les partisans "de gauche" de la "Constitution européenne", qui évoquent la Charte des droits fondamentaux pour justifier leur appui à la "Constitution européenne". A cela, la CGSP répond :

« Le congrès souhaite également rappeler que la Charte des droits fondamentaux, qui fait l'objet de la partie II du projet de Constitution, est, in fine, un instrument de régression sociale, puisqu'aucun des droits qui nous sont chers n'est garanti par ce texte pourtant d'une haute valeur symbolique et opposable devant la Cour de justice des Communautés européennes. Ajoutons que de nombreuses dispositions de cette charte sont en deçà de ce qui est prévu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1946 (...). En ce qui concerne plus spécifiquement les services publics, une lecture même superficielle du texte permet de constater qu'ils continuent à être considérés comme des exceptions

(1) Confédération européenne des syndicats : n'a de syndical que le nom ; est en réalité une institution de l'Union européenne.

(2) Fédération générale des travailleurs belges, traditionnellement affiliée à la social-démocratie.

tolérées à la concurrence et à la réalisation du marché intérieur. Ils ne sont même pas repris dans les valeurs (art. 1-2) ou les objectifs (art. 1-3) de l'Union européenne, et cela, au contraire de la réalisation "d'un marché unique où la concurrence est libre et non faussée". »

Comment, dans ces conditions, se pose le problème du combat pour la rupture avec l'Union européenne, c'est-à-dire le combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier ?

Le combat pour la rupture avec l'Union européenne

ALLEMAGNE : "IL FAUT CHASSER SCHRODER MAINTENANT"

En Allemagne, la classe ouvrière est confrontée à des attaques sans précédent. La loi Hartz IV prive plus de 500 000 chômeurs d'indemnisation à partir du 1^{er} janvier prochain. Pour la première fois depuis la guerre, les pensions des retraités vont être diminuées. Schröder ose traiter de "*schmarotzer*" (parasites) les familles allemandes accusées de profiter de manière indue "*des largesses de l'Etat social*". Dans le même temps, Oscar Lafontaine (3) déclare :

"Si Schröder ne peut plus faire d'autre politique que celle qui est rejetée par le peuple, qu'il parte."

La forte résistance des travailleurs s'est exprimée notamment dans les puissantes "manifestations du lundi" contre la politique de Schröder.

Dans cette situation, l'acharnement de l'impérialisme à faire basculer le SPD n'est pas le fruit du hasard. La classe ouvrière allemande est la classe ouvrière la plus puissante d'Europe. L'impérialisme en décomposition doit faire en sorte qu'au nom de la social-démocratie, toutes les relations sociales établies au lendemain de la guerre soient détruites. C'est à Schröder qu'il revient de jouer ce rôle de dislocation, qui menace tout le mouvement ouvrier en Europe.

Dans une situation où la classe ouvrière cherche à résister en se réappropriant ses organisations, quelle orientation de front unique mettre en œuvre ? Schröder affir-

me qu'il ne changera pas sa politique. Dès lors, pour les militants ouvriers, la seule formulation possible est "*chasser Schröder*", c'est-à-dire dénier le droit à Schröder de parler au nom du SPD et de la social-démocratie. Le contenu de ce mot d'ordre, c'est la rupture avec toute la politique de destruction des droits et des garanties mise en œuvre par Schröder. Alors qu'il y a eu 47 % d'abstention aux dernières élections municipales, en septembre, en Rhénanie-Westphalie, alors que Schröder a affirmé qu'il irait jusqu'au bout, ce mot d'ordre correspond incontestablement aux aspirations des masses.

Le 10 juillet, lors d'une rencontre à Cologne, des militants sociaux-démocrates, des syndicalistes et des électeurs du SPD se sont réunis pour adopter un appel où on lit : "*Schröder doit partir, qu'il le veuille ou non*" (voir La Vérité, n° 38-39, p. 27). Dans cette réunion, un responsable d'une importante section du SPD explique :

"Ma femme et ma fille ont quitté le SPD ; je reste, mais cela ne peut plus durer. Je suis d'accord sur l'orientation proposée. En même temps, il nous faut des têtes dans le parti, et quand j'entends ce que vous avez lu de l'interview de Lafontaine dans le Stuttgarter Zeitung, n'est-il pas possible de s'appuyer sur lui ?"

Cet appel, soumis à la signature des militants et des travailleurs, se terminait par la proposition d'organiser une conférence nationale afin de rassembler "*la force qui veut le changement de cours*".

(3) Ancien ministre des Finances et dirigeant du SPD opposé à Schröder.

Depuis, les initiateurs ont publié une invitation à une conférence nationale à Cologne, dans laquelle on peut lire :

« Depuis des mois, le SPD subit défaite sur défaite (...). C'est Schröder — et lui seul — qui pave la voie à la CDU (...). Où allons-nous ainsi ? Que restera-t-il de l'industrie et des postes de travail en Allemagne ? Dans quel pays Schröder veut-il nous faire vivre ? Parce que nous ne voulons pas de cela, parce que nous ne voulons pas que la CDU revienne au pouvoir, parce que nous ne voulons pas renoncer aux valeurs fondamentales de la social-démocratie, nous disons : "Il faut chasser Schröder maintenant !" C'est le premier pas pour sortir le pays, les travailleurs, le SPD et les syndicats de l'impasse ! »

Cette conférence s'est tenue le 9 octobre. Les participants ont décidé de poursuivre la campagne de signatures de l'appel adopté le 10 juillet. Un débat s'est engagé sur la perspective de convoquer un congrès extraordinaire du SPD pour chasser Schröder et sauver le parti.

ITALIE : "IL FAUT UN GOUVERNEMENT QUI ROMPE AVEC BERLUSCONI ET PRODI"

En Italie, après le vote (1999) de la loi sur le fédéralisme régionalisant les hôpitaux, un projet de loi présenté par la Ligue du Nord (dont le président, Umberto Bossi, est ministre) envisage de transférer les pouvoirs aux régions, créant ainsi "20 petites Italies". C'est l'éclatement de l'Italie qui est visé. Tous les partis institutionnels s'accordent sur la nécessité d'une bonne réforme constitutionnelle reposant sur un "bon fédéralisme", qui devrait être élaborée en commun par les syndicats, le Vatican, les patrons, la Banque d'Italie et tous les partis politiques, de "gauche" comme de droite.

La Repubblica (30 juillet 2004) indique :

"Le problème est que, pour arriver à destination, la grande réforme devra passer le cap d'un référendum populaire."

Ce qui inquiète les uns et les autres, tous partisans du fédéralisme, c'est le danger du rejet par les travailleurs d'un tel

projet de loi. Tous ont en mémoire la grève générale de 2003 contre le démantèlement de Fiat, qui avait uni travailleurs et syndicats dans un même mot d'ordre : "Sud et Nord, tous unis."

Dans le même temps, l'Union européenne impose un plan de 5 000 suppressions d'emplois pour la compagnie aérienne Alitalia.

Rappelons que cette compagnie a été privatisée au printemps dernier sur injonction de l'Union européenne. Le 3 septembre dernier, De Palacio, commissaire européen aux transports, affirme que, sans les licenciements, la compagnie ne peut pas survivre, et que "la réduction des effectifs est un choix obligé".

Elle ajoute :

"Le futur d'Alitalia dépend du sens des responsabilités des syndicats",

en précisant que

"sa survie n'est pas seulement entre les mains de la direction de l'entreprise et du gouvernement, mais pour une grande part dans celle des syndicats".

C'est alors que le responsable du Parti de la refondation communiste, Fausto Bertinotti, déclare :

"La première mesure à prendre pour sauver Alitalia est d'écarter la direction qui a conduit l'entreprise dans cette situation."

Mais la première mesure à prendre pour sauver Alitalia n'est-elle pas la rupture immédiate avec la politique de l'Union européenne, avec la politique de Prodi et de Berlusconi, et donc l'affirmation du refus de la "Constitution européenne" ?

A l'initiative de nos camarades en Italie, des travailleurs et des militants syndicalistes de divers secteurs et d'opinions différentes ont publié une lettre ouverte à Fausto Bertinotti, qui affirme :

« Nous t'écrivons cette lettre à un moment particulier, car la situation du pays est particulièrement grave. Durant ces derniers mois, et plus particulièrement durant ces dernières semaines, on a entendu tes déclarations sur le fait qu'il faut un autre gouvernement. Nous avons également entendu que tu t'es exprimé contre la Constitution européenne, qui sera signée le 29 octobre à Rome.

Nous pensons qu'une chose est claire : les travailleurs, les jeunes, les retraités

ont démontré à plusieurs reprises qu'ils en avaient assez de Berlusconi et de sa politique. Il faut un autre gouvernement. Il est urgent de chasser Berlusconi. Du nord au sud du pays, dans les grandes manifestations contre la guerre et pour le retrait des troupes, dans les grèves pour défendre la Fiat, Alitalia, les transports, dans les manifestations contre la "réforme" Moratti, dans la grande grève des médecins et dans les deux grèves contre la "réforme" des retraites, pour la défense de l'article 18, les travailleurs ont exprimé leur volonté : dehors Berlusconi, c'est urgent, il faut un autre gouvernement qui retire tous les décrets et ouvre une issue à la majorité du pays (...).

Selon des statistiques officielles, 85 % des mesures prises par le gouvernement sont des transpositions des directives de la Commission européenne présidée par Prodi.

La "réforme" des retraites a été lancée au sommet de Barcelone de 2002 : "Il faudra chercher jusqu'en 2010 à augmenter progressivement de 5 ans l'âge à partir duquel cesse l'activité professionnelle." En avril 2003, la commission Prodi insiste : "Il faut élaborer, introduire et appliquer effectivement des réformes des systèmes de retraite, accroître la capitalisation et améliorer l'accès aux régimes de retraite complémentaire" (...).

Le fédéralisme est l'application parfaite de la subsidiarité, qui est le principe cardinal de toute la politique de l'Union européenne et qui aboutit à la régionalisation et au démantèlement du pays. Par exemple, la dernière mesure économique du gouvernement, avec les coupes budgétaires qui frapperont les régions, les collectivités locales et les services publics, est imposée par le respect du pacte de stabilité, et Bruxelles a imposé que le projet de 5,5 milliards de restrictions soit porté à 7 (...).

Tu te prononces contre la Constitution européenne, et, dans le même temps, tu affirmes que "la candidature de Prodi au poste de président du Conseil ne se discute pas".

Nous ne comprenons pas. Prodi est le président de la Commission européenne, qui a dicté tous ces plans destructeurs. Prodi est le premier rédacteur de la Constitution européenne, qui interdit les services publics, qui intègre les syndicats dans la mise en œuvre de tous ces plans destructeurs, élimine la souveraineté des nations pour imposer le respect des directives. Nous tous voulons un gouver-

nement qui prenne en main la situation, qui abroge la "réforme" Moratti et celle des retraites, un gouvernement qui sauve Alitalia et la Fiat, qui bloque les privatisations. Mais pour cela, il faut rompre avec Maastricht, avec l'Union européenne, avec la nouvelle Constitution. Pour faire cela, il faut un gouvernement qui rompe avec Berlusconi et Prodi. »

Les signataires de cette lettre ouverte ont demandé à être reçus par Fausto Bertinotti.

SUISSE : "NOUS AVONS FAIT L'EXPERIENCE DES DIRECTIVES EUROPEENNES"

Bien que la Suisse ne soit pas membre de l'Union européenne, le Parti socialiste suisse (PSS) a exprimé à de nombreuses reprises son opposition au cadre institutionnel fixé par l'Union européenne. Ainsi, le PSS, en relation avec l'Union syndicale suisse (USS), a été à l'initiative de référendums et "initiatives populaires" contre l'adoption de mesures découlant directement de la mise en œuvre des directives européennes, en faisant appel à la mobilisation des travailleurs. Dans la dernière période, il faut signaler qu'une loi sur la libéralisation du marché de l'électricité et une autre impliquant l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, découlant du sommet de Barcelone, ont toutes deux été refusées par le biais de ces référendums populaires. Il faut remarquer que le droit de référendum, qui permet au peuple de s'opposer à une loi votée, via la collecte de 50 000 signatures, représente un véritable droit du peuple souverain, contrairement au référendum plébiscitaire qui existe dans d'autres pays d'Europe.

La dernière "initiative populaire", intitulée "Services postaux pour tous", lancée en mars 2002 par le syndicat de la communication avec le soutien de l'USS, portait sur la garantie du financement du service public postal par l'Etat de la Confédération suisse. Ainsi, en cas d'insuffisance de recettes propres pour équilibrer ses coûts et pour maintenir un réseau de bureaux de poste sur tout le territoire, l'"initiative populaire" demandait que l'Etat intervienne en apportant un

financement à hauteur des besoins. Il s'en est fallu de peu pour que le oui l'emporte (49,8 %), il a manqué 12 000 voix. Pour des raisons constitutionnelles, l'"initiative populaire" n'est jamais victorieuse lors d'un premier scrutin, car une "initiative populaire", contrairement à un référendum, nécessite une majorité en voix, mais aussi une majorité de cantons. Il faut préciser, en outre, qu'une campagne de dénigrement a été menée, en opposition à celle de l'USS et du PSS, par les partisans du Secrétariat unifié, consistant à affirmer que ces revendications étaient intégrées dans un contre-projet de loi, déjà entré en vigueur.

Par conséquent, ils n'ont cessé d'affirmer :

"Toutes celles et tous ceux qui souhaitent le retour au service public dans le domaine postal ne trouveront pas, hélas ! dans l'initiative un outil permettant d'atteindre ce but."

Ils ont donc appelé à s'abstenir lors du vote, ce qui revenait à refuser cette initiative.

En fait, avec 49,8 %, c'est à nouveau un rejet massif de la politique de l'Union européenne par la classe ouvrière suisse qui s'est exprimé.

A juste titre, un communiqué de l'USS publié à l'issue du scrutin affirme :

"Le verdict du peuple n'est pas un blanc-seing pour une libéralisation et un démantèlement des prestations accélérés dans le domaine de la poste (...). Le démantèlement des services postaux doit être immédiatement stoppé. La poste appartient à toutes et à tous, elle doit donc être au service de tout le monde aussi. Tel est le message du scrutin d'aujourd'hui. Il concerne l'ensemble des infrastructures publiques (...)."

Quelques jours plus tard, dans un communiqué, le PSS déclare :

« La population suisse tient à un service public universel et de qualité, ainsi que l'a encore démontré, dimanche dernier, l'excellent score de l'initiative "Services postaux pour tous". Sur la base de ce résultat, mais aussi du rejet de la LME (loi de libération du marché de l'énergie — NDLR) en 2002, le PS refuse d'envisager une ouverture — même partielle — avant 2008, date à laquelle la population devra à nouveau être consultée. Dans le domaine de l'énergie,

comme dans d'autres, il s'agit de ne pas transiger avec la notion de service public. »

Mais ces exigences sont contradictoires avec celles de l'Union européenne et de sa "Constitution", qui interdisent les subventions de l'Etat qui faussent ou menacent de fausser la concurrence (article I-3 de la "Constitution européenne", qui affirme : "L'Union offre à ses citoyennes et à ses citoyens un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée").

C'est dans ce contexte que, à contre-courant de tout ce qui s'est fait depuis des années, le congrès du PSS, qui se tiendra les 23 et 24 octobre prochains, se voit soumettre par sa direction un texte intitulé : "En route pour une véritable prise de conscience de notre intérêt à devenir Européens ; prochaine étape des négociations bilatérales : l'adhésion !" Comment la direction du PSS justifie-t-elle cette proposition d'adhésion ? Le document proposé aux délégués explique :

"Dans les domaines politiques où l'Union européenne a déjà légiféré, il devient pratiquement impossible pour la Suisse de ne pas adopter l'état de fait tel qu'il est (l'acquis communautaire). La Suisse transpose donc des décisions auxquelles elle n'a pour ainsi dire jamais pu participer, ni dans la phase de conception, ni dans celle de la mise en application (...). Loin d'être un paradis sur terre ou encore un mécanisme perfectionné (tout comme la Suisse, d'ailleurs), l'Union européenne n'en est pas moins le lieu où se fait la politique sur les questions importantes qui concernent tout le pays (...). Etre membre de l'Union européenne ne va menacer ni la démocratie directe, ni le fédéralisme, ni la neutralité. Ces fondements de notre état de droit ne sont pas mis en cause. Concernant en particulier la démocratie directe, il n'existe aucune raison de mettre en place des réformes en hâte en vue de l'adhésion (...). Les quelques limitations de la souveraineté cantonale pourront être compensées par le gain d'influence de la Suisse au plan européen."

Il est évident que l'impérialisme ne peut tolérer l'existence du point d'appui que représente la position du PSS pour le mouvement ouvrier en Suisse et dans toute l'Europe. Ils veulent faire capituler le PSS.

Dans ce contexte, des militants du PSS et des syndicalistes ont pris l'initiative

d'une lettre ouverte de socialistes et de syndicalistes au comité directeur du PSS et aux délégués au congrès des 23 et 24 octobre 2004.

Ces militants expliquent :

“Nous avons fait l'expérience des directives européennes.

Le peuple suisse a-t-il eu raison ou non de voter contre la loi de libéralisation du marché de l'électricité (LME) qu'exigeait et qu'exige toujours l'Union européenne ?

Le peuple suisse a-t-il eu raison ou non de rejeter lors des votations du 16 mai dernier la 11^e révision antisociale de l'AVS (retraites — NDLR), laquelle était en conformité avec le sommet de Barcelone de mars 2002, qui exigeait un relèvement de l'âge de la retraite dans tous les pays d'Europe ?

Le peuple suisse a-t-il eu raison ou non le 16 mai de dire non à l'injuste paquet fiscal et de sanctionner une politique de rigueur budgétaire ? Le peuple suisse a-t-il eu raison ou non de voter contre toutes les mesures de remise en cause des services publics et des acquis sociaux décidées par la majorité bourgeoise en conformité avec les directives européennes de libéralisation ?

Et le Parti socialiste a-t-il eu raison ou non, dans la continuité des congrès de Lugano, de Zurich, de prendre l'initiative avec l'USS de ces référendums, qui ont permis de renforcer les succès que nous connaissons ? Ne faut-il pas réaffirmer, comme l'a fait à plusieurs reprises Christiane Brunner (ancienne présidente du PSS — NDLR) : la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne, elle n'est pas obligée de subir les conséquences négatives de la libéralisation ?

Ces résistances seraient-elles toujours possibles en cas d'adhésion à l'Union européenne ? Que deviendraient les droits démocratiques auxquels nous sommes tant attachés ?

(...) Comme syndicalistes, comme socialistes, nous avons un mandat des salariés : défendre les services publics, l'Etat social. Pour cela, nous avons besoin des institutions démocratiques, tout particulièrement du droit de référendum, qui nous a permis, avec l'USS et le PSS, de remporter des victoires populaires, et surtout de préserver des droits.

Tourner le dos à cette cause commune aurait des conséquences dramatiques pour les salariés et le peuple suisses.

Pour la défense de ces droits, nous disons : le PSS doit rester aux côtés de l'USS, des syndicats et des salariés, dans ce combat contre la politique de libéralisation de l'Union européenne (...).

Réaffirmons-le, c'est cette orientation qui a permis, en liaison avec l'USS, de remporter un succès éclatant lors des votations populaires, mais aussi des élections fédérales et cantonales de ces derniers mois.

Défense de la démocratie et des prérogatives du Parlement, dont l'affaiblissement a toujours comme conséquence l'affaiblissement des droits et des acquis sociaux.

Défense du service public de la poste.

Maintien des parts de l'Etat chez Swisscom. Contre la suppression du monopole sur le dernier kilomètre.

Défense du service public de l'électricité.

Défense de l'Etat social, de l'AVS et des assurances sociales.”

GRANDE-BRETAGNE : COMMENT ACCEPTER QUE LE MANDAT SOIT BAFOUE ?

En Grande-Bretagne, le congrès des TUC (Trade Unions Congress, confédération regroupant la grande majorité des syndicats nationaux) et celui du Labour Party viennent de se tenir. Historiquement, il existe un lien organique entre les Trade Unions et le Labour Party, et les décisions prises par le congrès syndical sont considérées comme des mandats pour le congrès du Labour Party, qui se tient toujours quelques semaines plus tard.

Deux grandes questions ont été débattues dans le congrès des TUC : l'occupation de l'Irak et la position à adopter face à la “Constitution européenne”.

Concernant la première question, une résolution exigeant le retrait des troupes d'occupation d'Irak a été adoptée à l'unanimité. Cette résolution indique :

“Le congrès réaffirme son opposition à l'occupation de l'Irak, condamne les mauvais traitements et les tortures infligés aux prisonniers irakiens par les forces de la coalition et appelle à la

constitution d'une commission d'enquête sur le coût réel de l'invasion et de l'occupation (...). En conséquence, le congrès appelle à un retrait rapide des forces de la coalition, ainsi qu'au démantèlement de ses bases militaires, au bénéfice du peuple irakien (...)."

Concernant la seconde question, une résolution mettait en évidence les conséquences néfastes de la "Constitution européenne" sur la souveraineté de la nation et les services publics. Cette résolution a recueilli un tiers des voix des délégués au congrès. La direction des TUC ne s'attendait pas à ce résultat. Elle en a conclu que les conditions n'étaient pas réunies pour faire — comme elle l'envisageait — voter par le congrès une résolution de soutien à la "Constitution européenne", craignant qu'une telle résolution n'obtienne pas la majorité des voix. Elle a dû se contenter de soumettre une motion déclarant qu'il était *"inapproprié que ce congrès prenne une position formelle sur ce point"*. Il s'agissait, pour l'appareil des TUC, de renvoyer la prise de position sur la "Constitution européenne" au comité exécutif de la CES.

Le résultat est que, malgré la position notoire de la direction des TUC pour la "Constitution européenne", ses représentants se sont abstenus sur la résolution de soutien à la "Constitution européenne" présentée par le secrétaire général de la CES lors de son comité exécutif le 14 octobre (4).

La prise de position du congrès des TUC sur le retrait des troupes d'Irak, ainsi que celle sur la "Constitution européenne", posaient un problème majeur pour Tony Blair, le congrès du Labour Party s'ouvrant deux semaines après le congrès des TUC (il faut rappeler que les syndicats disposent de 50 % des mandats au congrès du Labour Party et qu'ils sont mandatés pour défendre et voter les résolutions adoptées au congrès des TUC).

Le congrès du Labour Party a adopté une résolution sur la renationalisation des chemins de fer et une résolution contre la privatisation du logement social.

Lors du débat sur la guerre en Irak, l'exécutif national du Labour Party a prononcé une déclaration soumise au vote des délégués, qui affirmait :

"Les troupes britanniques demeure-

ront en Irak tant que le gouvernement irakien l'estime nécessaire, afin d'apporter leur soutien à la mise en place d'un Etat irakien fédéral et pluraliste."

Deux autres motions ont été présentées sur cette question : celle demandant un plan de retrait progressif, qui sera vite retirée, et celle qui, appliquant le mandat des TUC, demande qu'une date soit fixée par le gouvernement pour un retrait rapide des troupes.

C'est alors que la direction du Labour Party a appelé à la rescousse le représentant du syndicat officiel irakien, l'IFTU (proche du Parti communiste irakien, qui participe au gouvernement provisoire en Irak), qui a pris la parole pour appeler les délégués à voter la résolution de la direction pour *"éviter un bain de sang"*.

La représentante de Kensington, qui soutenait la motion pour le retrait, a indiqué qu'elle maintenait la résolution et a appelé à voter contre celle de la direction. Elle a précisé :

"On nous dit que le retrait des troupes va déclencher un bain de sang. Mais nous sommes déjà en plein bain de sang. La présence des troupes britanniques est la cause du problème et non la solution à ce problème."

Le seul député qui défendait cette position, Alice Mahon, a expliqué :

"Si vous soutenez la motion qui vous est soumise, si vous pensez que — comme on vous le dit — les conditions de sécurité s'améliorent en Irak, c'est que vous vivez dans une bulle (...). Il y a un fossé entre ce que prétend le gouvernement et la réalité, c'est dans ce fossé que se perd la crédibilité du Premier ministre."

Plusieurs responsables syndicaux sont intervenus pour expliquer qu'il fallait voter la résolution présentée par la direction du Labour Party. La résolution a été adoptée par 86 % des mandats (dont 40 % proviennent des quatre syndicats cités plus haut).

Comment ce résultat a-t-il été rendu possible ? Dans la nuit qui a précédé ce débat, Blair a rencontré les quatre grands syndicats Unison, TGWU, GMB et Amicus, afin de passer un accord sur la question de l'Irak. Cette résolution a donc

(4) Journal français *Libération* (15 octobre 2004).

été votée grâce au véritable coup de force organisé avec l'aide des secrétaires généraux des quatre gros syndicats des TUC.

Comment accepter ce coup de force, comment accepter que le mandat des TUC

soit bafoué ? C'est la question posée par des militants du Labour Party et des syndicalistes, regroupés dans *The Link*, qui combattent pour l'indépendance des organisations syndicales.

Ceux-là mêmes qui, au congrès du Labour Party, ont aidé à sauver Blair et à permettre l'alignement sur Bush, en trahissant ce qui était le mandat du congrès des TUC, se sont retrouvés à la tribune du meeting "contre la guerre" organisé dans le cadre du Forum social européen. Ils étaient côte à côte avec Besancenot, de la LCR (section du Secrétariat unifié en France), le représentant du syndicat irakien IFTU, qui a, en relation directe avec Blair, pesé sur le congrès en demandant au congrès du Labour le maintien de l'occupation militaire, et Bertinotti, qui vient de signer un accord avec Prodi où le retrait des troupes ne figure pas et qui se prononce pour une occupation par les troupes de l'ONU et le oui à la "Constitution européenne". Il y avait également Ken Livingstone, maire de Londres, principal pourvoyeur de fonds du Forum social — fonds publics payés par les contribuables londoniens —, qui est l'un des principaux organisateurs du forum, en combinaison avec différents groupes, qui, tous, se retrouvent dans la coalition électorale Respect. Cette coalition appelle à la désaffiliation des syndicats du Labour Party et à la destruction du Labour Party, parti de la classe ouvrière britannique. Ce meeting "contre la guerre" a posé également, selon les organisateurs, la question de la construction d'un grand parti européen altermondialiste, dont le programme est dessiné par la nature et les positions politiques des participants. Enfin, le dimanche, une grande manifestation contre la guerre a été organisée, dont la caractéristique est qu'au pays de Tony Blair, le mot d'ordre central était non à Bush !

BELGIQUE : "STOPPER CETTE COURSE A L'ABÎME"

En Belgique, alors même que l'offensive de l'Union européenne passe par la tentative de régionaliser la Sécurité sociale (et, au-delà, de faire éclater le pays entre Flandre et Wallonie), de nombreuses voix s'élèvent, y compris aux sommets des organisations, contre le projet de "Constitution".

Georges Debunne, ancien secrétaire général de la FGTB et ancien président de la CES, déclarait déjà en juin 2003 :

"Cette Constitution européenne — qui sera supérieure aux Constitutions nationales, qui devront être révisées pour entrer en concordance avec les règlements européens, comme ce fut le cas déjà de multiples reprises — ne permet plus aux partis progressistes de faire adopter des lois de progrès social. Par contre, le renforcement des règles de concurrence et des critères drastiques du pacte de stabilité donne tout pouvoir aux partis de droite de jouer le dumping social et fiscal, de soutenir le capitalisme sauvage et l'exploitation sans limites des travailleurs par des sous-statuts, des bas salaires et la généralisation du travail

intérimaire, sans obligation d'assurer les risques de la vieillesse, du chômage et de la maladie. Un retour au XIX^e siècle."

Dans une déclaration d'octobre 2004, il affirme :

"Avec cette Constitution européenne, nous n'aurions plus du tout notre mot à dire. La Constitution européenne qui a été adoptée par les 25 chefs d'Etat et de gouvernement aggrave le déficit social et démocratique inscrit dans les traités de l'Union européenne depuis son origine. En ma qualité de responsable syndical, j'ai dénoncé ce manque depuis 1958. Les traités successifs ont été ratifiés à chaque fois sur la base de promesses d'améliorations et aussi par manque d'information des citoyen(ne)s européens."

C'est pourquoi je pousse cet ultime cri d'alarme dans cette période de ratification où nous sommes amené(e)s à légitimer — ou non — ce texte de loi, qui prévaudra sur les Constitutions nationales. La gauche européenne ne peut plus tergiverser. Il faut stopper cette course vers l'abîme."

Le moment est venu de dire non à cette hégémonie du capital, de fixer les objectifs et d'entamer l'action pour réaliser enfin une Union européenne démocratique et sociale, fondée sur des droits fondamentaux civiques, économiques et sociaux. A nous de nous opposer à la

dilution de l'Union européenne dans une grande zone de libre-échange, s'inscrivant dans les exigences inacceptables d'une économie purement libérale dominée par la compétitivité, la flexibilité et la recherche du seul profit, sans égard pour l'appauvrissement d'une masse toujours plus grande au bénéfice d'une toute petite minorité de riches qui s'enrichissent."

Dans cette situation, la classe ouvrière belge, qui n'est pas disposée à renoncer à l'unité de la Sécurité sociale, cherche à résister. Comment se pose concrètement la question du combat pour le front unique ?

Un comité pour le non à la Constitution européenne a été créé en Belgique à l'issue d'une conférence dont le bureau était composé de syndicalistes du métal et des services publics, du député européen PS Jean-Maurice Dehousse et d'un représentant du Mouvement de défense des travailleurs (MDT) (5).

Ce comité a commencé par faire connaître l'appel européen contre la Constitution européenne adopté lors de la conférence européenne de Genève de juin 2004. Plusieurs syndicalistes l'ont signé, dont le responsable de la FGTB de Liège.

Actuellement, il prépare un appel contre la Constitution européenne, avec l'objectif de démontrer les conséquences en Belgique de cette Constitution.

Celle-ci a en effet été immédiatement utilisée par le patronat comme un point d'appui pour engager une offensive sans précédent, qui a amené son organisation (la FEB) à déclarer fin septembre que le modèle social belge devait être remis en cause dans la mesure où ce modèle n'existe pas dans les pays de l'Est, et que ces pays-là ne l'adopteront pas (ce qui exprime, par ailleurs, en quoi l'entrée dans l'Union européenne ne peut qu'aggraver la situation sociale des travailleurs de ces pays).

L'importance d'une campagne contre la Constitution européenne s'en trouve encore renforcée et plusieurs initiatives sont en préparation : le comité pour le non de Bruxelles prépare une conférence, tandis que la FGTB de Liège a décidé d'organiser une conférence sur la Constitution européenne, où le député Jean-Maurice Dehousse pourra défendre la position du non à la "Constitution".

**FRANCE : "PAS DE DEFENSE POSSIBLE
DES SERVICES PUBLICS,
DES COMMUNES, DES STATUTS
ET ACQUIS SOCIAUX,
DE LA DEMOCRATIE
ET DE LA REPUBLIQUE
SI ON NE DIT PAS : NON A LA
CONSTITUTION EUROPEENNE !"**

En France, la marche à la "Constitution" européenne se traduit également par la tentative de démanteler l'unité de la nation et toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques : les services publics, les régimes de protection sociale, les conventions collectives, les statuts, dans le cadre de la mise en place de la régionalisation.

La question centrale est celle du non à la "Constitution européenne", et singulièrement du non syndical. Dans de très nombreux syndicats, à tous les niveaux (syndicats de base, syndicats nationaux, unions départementales) des différentes confédérations, des résolutions pour le non sont adoptées. Au niveau confédéral, il en va différemment, en relation même avec les pressions de la CES. La CFDT est en campagne pour le oui, et, forte de l'appui de la CES, prétend même parler au nom de toutes les confédérations syndicales françaises. La CGT-FO est la seule à avoir voté contre la résolution soumise par la CES au comité exécutif du 14 octobre. Lors de son comité confédéral national de septembre, elle a adopté une résolution qui dit :

« Le CCN affirme que FO est déterminée à préserver son indépendance et sa liberté de comportement, y compris en termes de calendrier, et ne saurait se considérer engagée par les positions ou décisions n'émanant pas de ses structures. En particulier, pour ce qui est du projet de "Constitution", FO ne se sent pas engagée par la prise de position de la CES (...). Le CCN rappelle les termes de la résolution générale du congrès confédéral : "S'agissant du projet de traité constitutionnel, s'il s'avérait que sa rédaction finale soumise à ratification comportait des éléments attentatoires à la

(5) Le MDT est affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

liberté syndicale entraînant de fait l'intégration de la CGT-Force ouvrière dans les rouages de la décision politique à quelque niveau que ce soit, la CGT-Force ouvrière n'hésiterait pas, comme elle l'a fait en 1969, à s'y opposer publiquement, confirmant ainsi son attachement indéfectible à la liberté syndicale et aux valeurs républicaines, en particulier à la laïcité". »

Cependant, les dirigeants confédéraux de la CGT-FO n'ont pas jusqu'à présent pris position comme confédération syndicale pour le vote non à la "Constitution européenne".

La CGT avait autrefois une position d'opposition aux traités européens. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui pour sa direction confédérale. Tandis que nombreux sont les adhérents, délégués et syndicats de la CGT qui disent non, son secrétaire général, Bernard Thibault, s'est abstenu sur la résolution de la CES. Très officiellement, la position de la CGT a été exprimée lors de la commission exécutive confédérale de la CGT le 9 septembre dernier par J.-C. Le Duigou, qui a déclaré :

"Le débat sur la Constitution européenne, pour un référendum qui n'interviendra au mieux qu'au printemps prochain, parasite tous les autres sujets et risque de consacrer une fracture majeure entre partis, mais aussi au sein de ceux-ci. Pendant ce temps, les projets libéraux restent sans les réponses à la hauteur des enjeux."

Cette déclaration revient à subordonner la décision de la CGT à la prise de position de la CES et à dénier le droit aux militants syndicaux de se prononcer librement sur cette question. Comme si la lutte contre les plans de privatisation et de déréglementation pouvait être séparée de la lutte contre la "Constitution européenne". En réalité, les dirigeants de la CGT se conduisent en l'occurrence comme de fidèles soutiens de la CES et surtout ne veulent pas gêner le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, partisan du oui, aux prises avec une forte résistance interne favorable au non, conduite notamment par Laurent Fabius.

Un puissant mouvement de résistance s'exprime dans la multiplication des prises de position d'instances syndicales contre la "Constitution européenne". Dans ce mouvement, les militants de la IV^e

Internationale, qui construisent le Parti des travailleurs à égalité avec d'autres militants, jouent leur rôle, comme beaucoup d'autres, dans le respect scrupuleux des prérogatives et de l'indépendance des organisations syndicales. Pourtant, on peut lire dans le journal patronal *Les Echos* (lundi 11 octobre) :

« (...) La direction de la CGT ne veut pas réitérer l'épisode de 1992, où elle avait été la seule confédération à appeler à rejeter le traité de Maastricht. Depuis, elle a rompu avec le PC et adhéré à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui soutient le traité. Fort de ces deux acquis de l'ère Thibault, la direction de la CGT résiste à la pression du camp du "non", qui reste fort. L'Europe est en effet le sujet par excellence sur lequel s'affrontent les conservateurs et les modernes de l'organisation. C'est aussi le cheval de bataille des trotskystes du Parti des travailleurs (PT), peu nombreux, mais très actifs, et qui tentent d'entraîner la CGT — et FO, où leur présence est historique — dans un rejet du traité en particulier, de la CES et de l'Europe en général. »

Le procédé est éculé : tous ceux qui résistent à l'unicité corporatiste sont étiquetés comme "trotskystes". Mais les faits sont là : le mouvement de résistance cherche à s'élargir de jour en jour, et si les trotskystes y contribuent à leur place, il englobe en réalité des centaines de milliers d'élus, de syndicalistes, de travailleurs et de jeunes de toutes tendances. Aussi, à l'initiative de 385 élus, une conférence nationale de défense des communes et des services publics s'est tenue le 16 octobre. L'appel à cette conférence explique :

« La Constitution européenne qui serait de nouveau soumise à l'approbation des chefs d'Etat de l'Union européenne prévoit la transformation des services publics en "services d'intérêt général", qui pourront être financés par des collectivités territoriales, par l'Etat ou par le privé. Déjà, nos écoles communales sont menacées par la décision de fermer toutes les écoles de moins de trois classes et de constituer des réseaux intercommunaux calqués sur les communautés de communes. Déjà, dans le cadre de la privatisation pure et simple de La Poste, toutes nos communes font l'objet d'un chantage : soit vous financez le bureau de poste, soit vous acceptez la mise en place d'un point-poste tenu par un com-

mercant, soit on vous ferme votre bureau de poste.

Déjà, les prestations qui étaient fournies par les DDE (directions départementales de l'Équipement — NDLR) deviennent payantes à la demande expresse de Bruxelles, dans le but de la privatisation (...). Aujourd'hui, nous appelons nos collègues élus et la population à préparer une conférence nationale de défense des 36 000 communes, des départements et des services publics. Pour la République une et indivisible : égalité des droits devant la loi et les services publics, pour la défense des 36 000 communes et des départements, plus une seule fermeture de service public, réouverture des services fermés. »

Alors que le gouvernement applique la directive européenne de privatisation de La Poste entraînant la suppression de 6 000 bureaux de poste, 5 500 conseils municipaux ont adopté une délibération s'insurgeant contre cette décision. C'est dans ce contexte que la conférence nationale a lancé un cri d'alarme :

“C'est clair : il n'y a pas de défense possible des services publics, des communes, des statuts et acquis sociaux, de la démocratie et de la République si on ne dit pas : non à la Constitution européenne ! C'est pourquoi, réunis ce jour 16 octobre à Ivry-sur-Seine en conférence nationale de défense des communes et des services publics, nous décidons de nous constituer en Comité national pour le non à la Constitution européenne (...). Avec la population, avec les conseils municipaux, avec les organisations syndicales, avec tous ceux qui sont attachés à la cause des services publics et de la démocratie, nous manifesterons de la République à la Nation, le samedi 22 janvier à 14 heures. Les élus, les démocrates, les travailleurs sont confrontés dans toute l'Europe aux mêmes problèmes et ont les mêmes raisons de voter non à cette Constitution.”

ESPAGNE : “ZAPATERO, TIENS TES ENGAGEMENTS !”

En Espagne, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés de suppression dans les chantiers navals du fait de la politique de l'Union européenne.

Ainsi, le 12 mai dernier, la Commission européenne a indiqué au gouverne-

ment espagnol que les subventions publiques accordées par le précédent gouvernement depuis 1997 étaient illégales et qu'elles devaient être remboursées. Il s'agit d'une anticipation de la mise en œuvre de la “Constitution européenne”, qui affirme dans son article I-3 déjà cité :

“L'Union offre à ses citoyennes et à ses citoyens un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée.”

La politique des appareils consiste à rejeter la responsabilité de cette situation sur l'ancien gouvernement, et, par conséquent, à cacher les conséquences de la politique de l'Union européenne. L'actuel président, Zapatero, a affirmé que l'objectif de son gouvernement était de sauver les chantiers navals, mais aussi qu'il soutenait le plan de restructurations. Et le gouvernement voudrait que les syndicats soient associés à la mise en œuvre de ce plan.

D'importantes grèves et manifestations des travailleurs des chantiers navals pour le retrait du plan de restructurations ont eu lieu en septembre, avec le mot d'ordre unanime : “Zapatero, tiens tes engagements !” La résistance s'exprime aussi dans le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Ainsi, le secrétaire général du PSOE a déclaré le 12 septembre dernier que l'avenir du PSOE était lié à la solution que le gouvernement donnera à la crise des chantiers navals. Dans cette situation, la question qui est posée est effectivement celle du mandat de Zapatero, qui, rappelons-le, a été élu à l'issue d'une crise ouverte par l'irruption de la classe ouvrière après les attentats de Madrid.

Les camarades de l'Entente internationale en Espagne sont à l'initiative de la rédaction d'une lettre ouverte à Zapatero soumise à la signature en masse des travailleurs, dans laquelle on peut lire :

“Le 12 septembre, tu t'es engagé à défendre les chantiers publics. C'est le sentiment partagé par tous les travailleurs. Pour la majorité de la population, il n'y a pas de besoin plus urgent que de rejeter les exigences de Bruxelles de démantèlement du secteur naval (...). Les exigences de la Commission européenne ne peuvent pas être acceptées. Le 18 avril 2004, tu as ordonné — respectant l'exigence de la majorité — le retrait des troupes d'Irak. Tu as défié Bush et le Conseil des ministres de l'Union européenne. Tu as reçu le soutien de l'immense majorité des peuples de l'Etat espagnol, de l'Europe et

du monde (...). Le moment est difficile. Toute action de ton gouvernement pour maintenir tous les centres de travail et tous les emplois aura le soutien de l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations (...). Il est indispensable que ton gouvernement agisse pour sauver les chantiers navals, pour l'avenir de tous les peuples de ce pays."

**FOURNIR UN POINT D'APPUI
A LA RESISTANCE
DE LA CLASSE OUVRIÈRE.
DEFINIR UNE POLITIQUE
D'ENSEMBLE DES SECTIONS
DE LA IV^e INTERNATIONALE EN EUROPE**

C'est ainsi que le combat pratique et concret pour le front unique, indissociable du combat pour la rupture avec la politique de l'Union européenne et contre la "Constitution européenne", se matérialise dans l'aide apportée aux travailleurs pour préserver leurs conquêtes et leurs organisations, afin de fournir un point d'appui à la résistance de la classe ouvrière, qui cherche à combattre cette politique.

Lors du conseil général de la IV^e Internationale, réuni à Paris du 18 au 21 octobre (au moment du "bouclage" de ce numéro), une importante discussion de la commission Europe a cherché, à partir des développements nationaux et des initiatives, à définir une politique d'ensemble des sections de la IV^e Internationale en Europe. Nous y reviendrons.

C'est ainsi que nous œuvrons pratiquement sur l'orientation qui est la nôtre : le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

C'est ce que nous avons expliqué dans un précédent numéro de *La Vérité* ("Pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe", par Daniel Gluckstein, *La Vérité*, n° 37) :

« Pour la IV^e Internationale, le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe est un mot d'ordre de transition, qui se relie au combat dans chaque pays pour la défense des droits et des garanties de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour l'indépendance des organisations constituées par la classe ouvrière et qui la constituent comme classe.

C'est à cette condition que le mot

d'ordre d'"Etats-Unis socialistes d'Europe" prend tout son sens.

Et le premier acte dans ce sens, c'est de combattre résolument et sans répit pour la rupture avec l'Union européenne, pour la dénonciation du traité de Maastricht, pour le démantèlement de toutes les institutions réactionnaires supranationales de l'Union européenne, à commencer par son prétendu Parlement. Lequel n'a de démocratique que l'apparence, de suffrage universel que la référence formelle et vidée de tout contenu démocratique, et qui, loin d'être un jalon démocratique inséré dans des institutions antidémocratiques, un segment qu'il faudrait en quelque sorte convertir et faire transiter vers davantage de souveraineté, est en réalité la pièce maîtresse de tout l'édifice européen.

Le mot d'ordre d'"Etats-Unis socialistes d'Europe" réalise l'unité du combat pour la révolution prolétarienne dans toute l'Europe. Il intègre à la fois la défense des segments de propriété sociale issus de la révolution d'Octobre à l'Est, et qui n'ont pas encore été détruits (...), et les éléments de défense de conquêtes ouvrières, des organisations ouvrières, de leurs institutions et des régimes de protection sociale, de retraites, de Codes du travail à l'Ouest de l'Europe.

Cette unité du combat révolutionnaire prolétarien dans toute l'Europe se concentre de manière significative en Allemagne : que, quinze ans après la chute du Mur imposée par le surgissement conjoint de tout le prolétariat d'Allemagne, de l'Est et de l'Ouest, on ose mettre à l'ordre du jour la constitution de l'Est de l'Allemagne en "zone économique spéciale", cela suffit à établir que le capitalisme pourrissant, décomposé, putréfié, est incapable de réaliser l'unité des nations. A commencer par l'unité de la nation la plus développée de toute l'Europe : l'Allemagne. Comment un régime social ainsi décomposé et putréfié, impuissant à réaliser l'unité de la nation la plus puissante d'Europe, parviendrait-il à constituer, voire même à préserver l'unité et la souveraineté des autres nations ? Comment imaginer un seul instant qu'une "Europe unie" puisse se bâtir avec pour base l'impuissance à constituer ou même préserver l'unité de chacune des nations ?

C'est, à l'inverse, le combat pour les Etats-Unis socialiste d'Europe, c'est-à-dire pour en finir avec le régime putréfié fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui est seul à même de réaliser à la fois l'unité des nations et l'unité entre les nations. »

Brésil

Les travailleurs et les paysans sans terre se heurtent à la politique du gouvernement Lula

Par Jean-Pierre Raffi

Le premier tour des élections municipales vient d'avoir lieu au Brésil, le 3 octobre. Il s'agissait des premières élections deux ans après la victoire du Parti des travailleurs et de son candidat, Lula, à l'élection présidentielle d'octobre 2003.

LE FAIT LE PLUS MARQUANT : L'ÉCHEC DU PT À SÃO PAULO

Le fait le plus marquant de ce premier tour, ce qui a provoqué le plus de perplexité et d'inquiétude chez les militants du Parti des travailleurs, à quelque courant qu'ils appartiennent, c'est incontestablement le résultat du PT à São Paulo, la plus grande ville du pays, le centre industriel du Brésil, là où le parti est né et là où il concentre une partie significative de ses forces militantes.

Comment comprendre que la candidate du PT, Marta Suplicy, qui dirige la mairie depuis quatre ans, qui a bénéficié à l'occasion de ce premier tour de l'appui

direct de toute la direction du parti et de Lula lui-même, ne recueille que 35,8 % des voix, alors qu'elle en obtenait 38,1 % il y a quatre ans ? Comment est-il possible que la candidate du PT passe derrière Serra, le candidat de Fernando Henrique Cardoso, chassé de la présidence il y a deux ans ?

Questions d'autant plus légitimes que les revers du PT ne s'arrêtent pas là. Dans l'Etat de São Paulo, en particulier, les reculs sont sévères : à Ribeirão Preto, municipalité que dirigeait le ministre de l'Economie, Palocci — l'homme à poigne du FMI au gouvernement —, le candidat PT passe en troisième position. Le PT perd Campinas, la deuxième ville de l'Etat. Dans l'ABC, la grande banlieue industrielle de São Paulo, au cœur même de la classe ouvrière, là où sont concentrées la plupart des grandes usines de la métallurgie, de l'automobile, bastion du parti depuis les premiers jours de sa naissance, les candidats du PT sont mis en ballottage : à San André, le candidat du PT est contraint à un second tour difficile avec seulement 4 % d'avantage sur le

candidat du parti de Cardoso ; même chose à Diadema, avec cette fois 4 % de votes en moins par rapport à son concurrent.

Quel travailleur, quel militant peut comprendre que le gouvernement Lula s'acharne à mettre en œuvre depuis deux ans une politique qui non seulement ne répond à aucune de leurs aspirations les plus vitales, mais, au contraire, concentre contre les travailleurs, le peuple et la nation toutes les mesures les plus brutales exigées par le FMI ?

Et quelques jours avant les élections municipales, le ministre de l'Economie, Palocci, et Lula annonçaient leur décision de porter à 4,50 % le taux de l'excédent fiscal primaire, qui sert à rembourser la dette.

Le FMI lui-même n'en demandait pas tant ; il recommandait un taux de 4,25 %. Et c'est cette politique de pillage par le FMI qui débouche sur les conséquences sociales les plus désastreuses pour la masse des travailleurs et des paysans.

Il y a un an, c'était la "réforme des retraites", qui amputait les retraites des fonctionnaires, provoquant la première grande grève de masse sous le gouvernement Lula. Cette année, c'est la réforme de la législation syndicale (*lire plus loin*). L'an prochain est déjà annoncée une réforme du Code du travail.

Les privatisations continuent. La terre continue d'être refusée à des centaines de milliers de familles de sans-terre qui campent sur le bord des routes.

Le ministre de la Réforme agraire, Miguel Rossetto, membre de Démocratie socialiste (section brésilienne du Secrétariat unifié, SU), aura, cette année encore, attribué moins de terre aux sans-terre que sous le gouvernement précédent de F.-H. Cardoso ; il continue de laisser les mains libres aux grands propriétaires et à leurs tueurs à gages. Plus de paysans sans terre ont été tués sous son ministère que sous son prédécesseur.

Et il y a quelques mois, lorsque l'impérialisme américain, à Washington, tramait ouvertement complots et tentatives de coups d'Etat contre le gouvernement légitime du Venezuela, coupable à ses yeux de distribuer la terre aux paysans, de sauvegarder la souveraineté du pays sur son

pétrole, Lula refusait de recevoir le président vénézuélien, prétextant que "*les organismes de sécurité brésiliens n'avaient pas les moyens de garantir la sécurité du président Hugo Chavez*". Quel travailleur, quel militant peut comprendre cela ?

LES SANS-TERRE N'ONT PAS D'AUTRE CHOIX POUR VIVRE

Pour vivre, pour faire vivre leurs familles, les sans-terre n'ont d'autre choix que de multiplier les occupations. Le nombre d'invasions de terre n'a jamais été aussi élevé, et il augmente chaque mois. C'est cela ou mourir de faim, ou sous les balles des "*jagunços*" (tueurs à gages) des grands propriétaires.

A cette exigence qui conditionne la survie de centaines de milliers de femmes, d'hommes, d'enfants, le ministre pabliste Rossetto oppose obstinément les "limites" de son budget. Des limites qu'impose le paiement de la dette. Résultat : à la fin du troisième trimestre, le ministère de la Réforme agraire n'avait pas distribué le quart des terres qu'il s'était fixé lui-même comme objectif pour cette année. Bien loin même des 200 000 familles dont l'installation sur une terre est réclamée comme minimum du minimum par le MST. Ce qui fait du ministre Rossetto l'un des meilleurs gardiens de l'orthodoxie FMIste.

Pire encore, le ministre, membre du Secrétariat unifié pabliste, a fait adopter le 18 juin dernier une mesure provisoire (décret-loi) n° 192, dénoncée en ces termes par l'évêque Dom Tomas Balduino, membre de la Commission pastorale de la terre :

« Ils ont décidé de mettre en œuvre une "réforme agraire de marché", telle que celle mise en place par le gouvernement Cardoso et critiquée par nous et par le PT lui-même. Le gouvernement a cédé à la pression de la Banque mondiale, qui prône ce type de réforme, parce qu'il ne souhaite pas modifier la structure de la propriété de la terre » (O Estado, le 24 juin 2004).

Cette mesure provisoire (MP 192) réduit de vingt à deux ans le délai de remboursement des titres de propriété accordés aux sans-terre dans le cadre de cette "réforme de marché". Autrement dit, ceux qui parviennent à obtenir une terre devraient se saigner à mort pour rembourser en deux ans. Ce qui est évidemment impossible.

Dans l'exposé des motifs de cette MP, Rossetto met en avant la nécessité de satisfaire d'abord aux intérêts des propriétaires terriens :

"Les délais de remboursement étaient trop longs et la perte d'intérêt pouvait atteindre 50 %. Dans ces conditions, les propriétaires n'avaient aucun intérêt à vendre leurs terres."

Et cet individu a le front de se déclarer "trotskyiste"... Honte à lui et à tous ceux qui couvrent sa politique.

CIPLA-INTERFIBRA, FLAKEPET... CONTRE LA CASSE DE LEURS USINES, LES TRAVAILLEURS OCCUPENT ET EXIGENT DE LULA LA NATIONALISATION

Cipla-Interfibra, à Joinville (dans l'Etat de Santa Catarina, sud-est du Brésil), Flakepet, à São Paulo... Confrontés à la mise en faillite de leurs usines par les patrons, qui, après les avoir surexploités pendant des années, les jettent brutalement à la rue sans indemnités, sans droits, avec souvent des arriérés de salaires de plusieurs mois, les ouvriers ont commencé à se dresser en occupant les usines, en remettant en marche les machines pour survivre et pouvoir combattre. Ils se tournent vers Lula pour exiger la nationalisation immédiate des usines.

Déjà, deux conférences nationales, réunissant plusieurs centaines de délégués ouvriers de tout le pays, se sont tenues, rassemblant les expériences, soudant le combat uni pour la nationalisation des entreprises occupées. Par deux fois, ils se sont rendus à Brasilia, chez Lula. Ils ont été reçus. Ils n'ont pas été entendus.

On lira plus loin, dans l'article du camarade Serge Goulart, le récit de leur combat.

GRÈVE GÉNÉRALE DANS LES BANQUES

Fin septembre, les travailleurs des banques ont fait grève avec leurs syndicats et la fédération syndicale bancaire de la CUT. Ils exigeaient le rattrapage de leurs salaires laminés depuis des années par la politique de blocage ("*arrocho salarial*").

Plus de 200 000 travailleurs se sont mis en grève. Les banques étaient totalement paralysées dans 24 capitales d'Etats du Brésil.

Julio Turra, militant de l'Entente internationale, membre de la commission exécutive nationale de la CUT, s'est tourné vers la direction de la centrale syndicale :

"Le moyen de sortir de l'impasse créée par l'intransigeance du patronat bancaire est simple et clair, toutes les assemblées de grève n'ont fait que le répéter chaque jour depuis plus de huit jours maintenant : 25 % d'augmentation des salaires, plus une participation annuelle aux bénéfices équivalent à un salaire nominal, soit 1 200 reais. Lula doit faire céder les banquiers, leur imposer la satisfaction de la revendication qui fonde l'unité de la grève."

Comment comprendre que le président de la République ne soit pas intervenu pour imposer aux patrons des banques d'Etat, pour commencer, qu'ils satisfassent immédiatement les revendications ?

Par leur lutte de classe, les travailleurs des banques ont contraint les patrons à leur céder des augmentations supérieures à celles qu'ils prétendaient initialement leur accorder, mais qui ne correspondent cependant pas à ce qu'exigeaient les assemblées de grève.

Il est certain que le refus du gouvernement de se placer du côté des travailleurs a lourdement pesé sur le résultat des élections municipales, qui se déroulaient quelques jours plus tard.

"LA PREUVE EST FAITE !"

Sans prétendre détenir à lui seul la vérité, le courant *O Trabalho* du PT, section

brésilienne de la IV^e Internationale, invite tous les militants du Parti des travailleurs, quel que soit leur courant, à discuter du résultat de ces élections pour chercher ensemble à en tirer les conséquences.

Il leur dit :

“La preuve est faite, ces résultats, ceux de São Paulo en particulier, en témoignent. La politique mise en œuvre depuis deux ans, se soumettant à tout ce que prétend nous dicter le FMI, met notre parti en danger. Ce parti que nous avons construit avec les travailleurs au long de ces vingt dernières années pour que la terre soit donnée aux sans-terre, pour la défense des emplois, pour un avenir pour les jeunes générations, pour la souveraineté du peuple et de la nation, pour en finir avec le pillage de la dette (...).

Ce ne sont pas les travailleurs, ce ne sont pas les militants du parti qui sont responsables.

Ils veulent, nous voulons que notre parti gagne.

La preuve est faite : pour gagner, il faut rompre avec la politique menée depuis deux ans, qui tourne le dos à ce que notre parti a de plus précieux, la confiance que lui ont portée le peuple travailleur et la jeunesse.

Pour gagner, il faut mettre tout de suite en œuvre une politique résolue, qui réponde aux exigences pressantes et vitales du peuple, des travailleurs et de la jeunesse : il faut donner la terre aux sans-terre, arrêter le paiement de la dette, en finir avec l’excédent fiscal primaire : tout l’argent du budget pour l’école, la santé, les services publics...

Il faut imposer aux patrons des banques et à tous les patrons le rattrapage des salaires qu’ils ont pillés depuis des années.”

LE “FORUM NATIONAL DU TRAVAIL” MET EN DANGER L’EXISTENCE DE LA CUT

L’une des questions centrales posée au mouvement ouvrier aujourd’hui au Brésil est la “réforme syndicale” entreprise par le gouvernement Lula ; elle sera suivie d’une “réforme du Code du travail”, que Lula promet pour l’an prochain et à propos de laquelle il vient de réaffirmer son

intention de “flexibiliser les relations de travail”. La “réforme syndicale” est l’une des mesures visant, selon le gouvernement, à “moderniser les relations de travail” (on notera que c’est la même politique, en réalité, qui est menée en Europe avec les directives européennes, et partout dans le monde à l’instigation du FMI).

Ce qui est en jeu, c’est l’existence même de la CUT, la grande centrale syndicale indépendante, qui puise ses racines dans le même terreau que le PT lui-même.

Sur quelles bases la CUT a-t-elle été fondée il y a un peu plus de vingt ans ? Sur la base de la destruction de l’appareil syndical corporatiste mis en place dans les années trente sous la dictature de Getulio Vargas, qui était resté depuis pratiquement inchangé. Un appareil “pelego” (“jaune”), intégré, que la dictature militaire a intégralement repris à son compte de 1964 à 1980. Les “syndicats”, placés sous contrôle du ministère du Travail, recevaient leurs subsides de ce ministère (cotisations obligatoires de tous les salariés, redistribués par le ministère). La législation syndicale en vigueur interdisait le regroupement des syndicats en confédération syndicale.

Les travailleurs et les militants ouvriers qui ont fondé la CUT ont balayé cet édifice. Ils ont imposé de fait la libre association des travailleurs se constituant en syndicats, se fédérant en fédérations et se confédérant dans la CUT.

Toutes les forces du capital, les gouvernements qui se sont succédé après l’effondrement de la dictature militaire à la fin des années 1970 se sont efforcés de maintenir le plus possible le cadre corporatiste antérieur. La nouvelle Constitution adoptée en 1988, et encore en vigueur aujourd’hui, est marquée de cette empreinte : l’impôt syndical a été maintenu, ainsi que “l’unicité syndicale” (qui veut qu’il n’y ait qu’un seul syndicat par base de travail) ; le ministère du Travail, ayant perdu son droit d’intervention dans les syndicats, a gardé néanmoins certaines de ses fonctions de contrôle (arbitrage, droit de déclarer une grève illégale, etc.)...

Mais, pour l’impérialisme aujourd’hui, cela ne suffit pas pour mener à bien ses plans, il lui faut liquider toute trace d’une organisation syndicale indépendante, effa-

cer ce que, depuis vingt ans, les travailleurs, les militants ouvriers ont conquis de haute lutte, la CUT et ses 3 000 syndicats, ses plus de 40 fédérations.

Sachant, au Brésil comme partout, qu'il ne peut arriver à ses fins sans l'implication totale des directions des organisations syndicales, l'impérialisme concentre son offensive sur la CUT. Son objectif : détruire la

CUT ou l'intégrer, ce qui revient au même. C'est la fonction du "Forum national du travail" (FNT), qui réunit les représentants des centrales syndicales, ceux de l'Etat, ceux des patrons et des "représentants de la société". Son but : parvenir à "des consensus". Et quand on parle de "consensus", il s'agit en réalité, pour ne parler que de quelques-uns d'entre eux : de renforcer l'ingérence du ministère du Travail sur

Porto Alegre : la "démocratie participative" en ballottage défavorable...

Autre élément significatif de ces élections : le ballottage défavorable auquel se voit réduit le candidat du Parti des travailleurs à Porto Alegre.

Dans l'hebdomadaire *Rouge* (7 octobre), Eduardo Mancuso, responsable des relations internationales de la municipalité, membre de la tendance Démocratie socialiste (section du Secrétariat unifié pabliste au Brésil), ne comprend pas :

"Il y a seize ans, écrit-il, que la mairie de Porto Alegre, sous la direction politique du Parti des travailleurs (PT), a créé un système de discussion et de délibération du budget municipal, le budget participatif (...). A Porto Alegre, (les citoyens) connaissent les ressources publiques (ce qu'il en reste après paiement de la dette — NDT), devenant ainsi des acteurs de leur propre avenir (...). C'est à cause de ce processus de construction d'une démocratie participative que Porto Alegre a été choisi par les mouvements sociaux comme siège du Forum social mondial (FSM) en 2001, 2002 et en 2003 (...). Après le succès du quatrième FSM, à Mumbai, en Inde, il revient en janvier 2005 dans la ville comme un grand défi de permettre un saut qualitatif du mouvement altermondialiste."

A en juger par les résultats électoraux, il faut croire que les travailleurs, les militants, les jeunes ne tirent pas le même bilan enthousiaste du "*budget participatif*". Ils constatent que, dans les faits, cette prétendue "démocratie participative" n'est rien d'autre qu'une tentative de leur faire prendre en charge la réduction des dépenses publiques et la répartition de la pénurie. C'est un mécanisme qui décompose leurs organisations et conduit à opposer les quartiers les uns aux autres en leur enjoignant de décider entre la crèche et le poste de soins (tous deux indispensables), ce qui sera sacrifié en raison du manque de budget ; à faire prendre en charge par des ONG toujours plus nombreuses des services publics passés à la moulinette, au nom de la "loi de responsabilité fiscale", qui donne en toute circonstance priorité au paiement de la dette...

Le score de 37,62 % au premier tour, en chute libre par rapport aux résultats d'il y a quatre ans, et le deuxième tour qui s'annonce comme "*une rude bataille (...)* dans une *élection aussi difficile que celle-là*" traduisent ce rejet de cette tromperie.

Les travailleurs, la population ont besoin de la crèche et du poste de soins, ils ont besoin de logements ; c'est pour eux, pour leurs enfants, une question vitale. Ils ont besoin d'écoles avec des maîtres formés, diplômés et pas des "accompagnateurs" embauchés par des ONG, ils ont besoin qu'on arrête de réduire les budgets municipaux pour combler le puits sans fond de la dette. Ils ont besoin de syndicats et de partis indépendants... Ils ont tiré de leur propre expérience le bilan que la "démocratie participative" est un piège dans lequel ont prétend les enfermer. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons du mauvais résultat au premier tour à Porto Alegre.

l'organisation syndicale (sur le droit de se constituer en syndicat, sur les critères de représentativité, sur la résolution des conflits, sur les statuts...) ; de limiter brutalement le droit de grève avec l'exigence d'un "service minimum"... avec la création d'un Conseil national de relation de travail (CNRT), qui enchaînerait la CUT à l'Etat.

On reconnaît là un mécanisme corporatiste, qui conduirait en réalité à l'intégration-destruction des syndicats indépendants. C'est d'ailleurs le même, sous différentes formes, qu'on voit se mettre en place dans le monde entier contre les organisations de classe des travailleurs.

C'est à ce même moment que le PSTU (l'organisation des morénistes [1] au Brésil) tente à toute force de scissionner la centrale syndicale. Les morénistes cherchent en effet partout, au moyen des pires méthodes bureaucratiques souvent, à faire se désaffilier de la CUT les syndicats dans lesquels ils ont quelque influence.

A la tentative de destruction "de l'intérieur" par l'intégration dans le FNT, s'ajoute ainsi une tentative de destruction "de l'extérieur", complètement indispensable de la première (et cela non plus n'est pas propre au Brésil).

Très nombreux sont les militants et dirigeants de la CUT qui se sont prononcés contre la "réforme syndicale".

Le 21 août dernier, une conférence nationale a réuni à São Paulo plus de 400 dirigeants de la centrale syndicale, sur le double axe : défense de la CUT contre l'intégration-destruction dans le forum social et contre la désaffiliation-destruction des syndicats de la CUT.

Dans le manifeste adopté à cette occasion, ils expliquent :

« Cette proposition de réforme syndicale est inacceptable (...). Elle s'en prend aux bases mêmes sur lesquelles la CUT s'est constituée, jusqu'à devenir la plus grande centrale syndicale du pays : la lutte pour la liberté et l'autonomie syndicale (convention 87 de l'OIT), donnant aux travailleurs la liberté de décider de la forme d'organisation syndicale, avec toutes les garanties légales pour exercer sa fonction de défense des travailleurs, sans intrusion des patrons et de l'Etat.

Pour nous, la CUT ne se réduit pas aux dirigeants qui appuient les "consen-

sus" du FNT. La CUT, ce sont les 50 000 dirigeants syndicaux de plus de 3 000 syndicats affiliés et les millions de travailleurs qui la composent. Au moment où toute la base de la CUT est appelée à lutter contre la réforme syndicale pour la défense de la liberté et de l'autonomie syndicale et de nos droits, lamentablement, certains secteurs décrètent que "la CUT est déjà morte" et abandonnent ses instances, et proposent la "désaffiliation de la CUT".

De telles attitudes complètent celles qui, acceptant les "consensus" du FNT, ouvrent la voie à l'intégration de la CUT à l'Etat. Les deux positions mènent à l'affaiblissement et à la destruction de la CUT comme centrale syndicale indépendante, et c'est pourquoi elles doivent toutes deux être combattues."

LE "DÉDOUBLEMENT LÉGITIME", DEUX FACES D'UNE MÊME POLITIQUE

Face à cette double offensive visant à la destruction de la centrale syndicale indépendante, quelle est la position des organisations se réclamant du Secrétariat unifié ?

Deux courants pablistes existent aujourd'hui au Brésil.

Deux fractions publiques reconnues comme telles, membres de la section brésilienne du SU : la DS (Démocratie socialiste), courant pabliste "de l'intérieur" du PT ; et le nouveau parti créé par l'autre fraction publique pabliste — "de l'extérieur" —, emmené par Machado et la sénatrice Heloisa Helena.

Deux courants antagoniques ?

Non, deux versions d'une même orientation, comme nous allons le montrer à nouveau (*lire dans notre précédent numéro l'article sur la "crise de la section brésilienne du SU"*) en nous référant cette fois aux

(1) Les morénistes (du nom de Moreno, qui fut leur principal dirigeant) constituent un courant issu de la crise de la IV^e Internationale. Leur politique combine en permanence, sans principes, sectarisme et opportunisme. Leur principale section est aujourd'hui au Brésil. Il y a quelques années, ils ont négocié avec la direction luliste leur sortie du PT, pour fonder le PSTU. Ils sont actuellement engagés dans une opération de division de la CUT.

documents officiels de ces deux courants qui définissent leur orientation dans la CUT (2).

POUR DÉMOCRATIE SOCIALISTE, LE FNT EST POSITIF

Les dirigeants de la DS revendiquent, pour commencer, un rôle actif dans la réforme syndicale : *“Dans cette réforme, nous défendons un ensemble de propositions.”* A la question : *“Ce qui est proposé par le FNT (Forum national du travail) est-il meilleur ou pire que la structure syndicale actuelle ?”*, ils répondent : *“Avec toutes ces réserves (le fait que le processus ne soit pas encore achevé, qu’il ne s’agisse encore que d’intentions, que le texte devra encore passer devant les députés et sénateurs...), nous affirmons que ce qui a été élaboré dans le cadre du FNT permet d’apporter une réponse positive.”*

On ne s’étonnera donc pas qu’ils fassent partie du groupement majoritaire qui dirige la CUT (avec l’appareil luliste).

Pour Démocratie socialiste, *“il y a déjà un certain temps que la base de la CUT ne défend plus la liberté syndicale dans les termes énoncés il y a vingt ans”*. Autrement dit, les bases sur lesquelles la CUT s’est constituée il y a vingt ans (que nous avons rappelées ci-dessus) sont aujourd’hui dépassées. *« Les résultats du FNT sont, pour Démocratie socialiste, des positions “intermédiaires” construites pour avancer dans le droit à l’organisation syndicale. »* Pour la DS, il faut donc encore aller plus loin. Dans quelle voie ? Nous allons le voir.

Le FNT et la liberté de s’organiser en syndicat :

La revendication traditionnelle de la CUT, dès sa naissance, contre le syndicalisme officiel *“pelegos”*, a été la liberté totale d’association des travailleurs (conformément à la convention de l’OIT).

Que propose le FNT ?

“La reconnaissance d’un syndicat dépendra des règles définies dans un organisme bipartite (gouvernement et centrales syndicales) au sein du CNTR” (organisme tripartite avec partici-

pation du gouvernement, des centrales syndicales et des confédérations patronales).

Autrement dit, ce n’est pas aux travailleurs qu’il appartient de décider librement de leur constitution en syndicat, mais c’est cet organisme corporatiste, le CNRT, qui décidera. Et les pablistes applaudissent !

Le FNT et le droit des syndicats de se fédérer :

On connaît l’offensive menée à l’échelle internationale pour détruire le lien entre les fédérations et les statuts et conventions collectives de la catégorie correspondante. Derrière cela, partout, le but est de détruire statuts et conventions collectives, de briser toute structure constituant les travailleurs comme classe.

Que propose le FNT, avec l’appui de la DS ?

“La proposition du FNT va dans le sens d’une construction de syndicats par branche d’activité économique. Il est établi que ce sera le Conseil national des relations de travail (CNRT) qui définira leur nombre (dans les débats préalables a été défendu un chiffre entre 14 et 17 branches).”

Il faut le dire clairement, la “liberté syndicale”, c’est le droit pour les syndicats de s’organiser librement en fédération comme ils l’entendent. Si c’est le CNTR qui décide (ils ont même déjà fixé le nombre : 14 à 17 !), alors, c’est l’Etat qui décide.

C’est l’Etat qui définit, via le CNRT, quelle fédération doit exister en référence à la “branche d’activité économique”, et c’est non seulement applicable aux organisations ouvrières, mais également patronales. C’est la définition même du corporatisme.

Le FNT et le droit des syndicats de se confédérer :

“Il ne sera pas obligatoire que tout syndicat, fédération ou confédération (ce

(2) Extraits du document *“Réforme syndicale pour accroître la liberté d’organisation”* (position de la CSD [CUT socialiste et démocratique], tendance DS dans la CUT). Extraits d’un document intitulé *“Un pas en avant vers la construction de l’unité de la gauche combative”* (compte rendu par le P-SOL de la réunion du 21 août).

qui est l'équivalent, ici, d'une fédération) soit lié à une centrale syndicale. Autrement dit, la proposition du FNT accepte l'existence d'une vie syndicale hors des centrales syndicales nationales."

Là encore, la "liberté syndicale", c'est le droit des syndicats, librement, de se confédérer.

Certes, il n'est "pas obligatoire" qu'un syndicat se "confédère". Mais à l'heure où, partout dans le monde et au Brésil, on s'attache à "déconfédérer" les syndicats pour briser l'un des éléments centraux de la constitution de la classe comme classe, quelle est la signification de cette disposition émanant du FNT ?

Et les pablistes crient victoire lorsque le FNT ouvre la voie à la "déconfédération" des syndicats, lorsqu'est attribué à un organisme corporatiste, le CNRT, le pouvoir de décider quels syndicats il reconnaît, en dehors des centrales syndicales...

Point par point, comme on le voit, si gouvernement et patronat brésiliens parviennent à imposer leurs "consensus" du FNT, ce serait la destruction de l'organisation de classe indépendante. C'est l'Etat qui déciderait ce que peut et doit être l'organisation "syndicale", en aucun cas les travailleurs, les syndiqués, les syndicats. Peut-on donner une définition plus claire du corporatisme, de l'intégration-destruction des syndicats ?

LES PABLISTES VERSION "P-SOL" (TENDANCE MACHADO, HELOISA HELENA)

Plusieurs dirigeants du SU, au Brésil, se sont déclarés récemment en "opposition" à la ligne officielle de Démocratie socialiste. Avec Heloisa Helena et plusieurs autres parlementaires exclus du PT, ils ont constitué une fraction publique et fondé un nouveau parti, le Parti du socialisme et de la liberté (P-SOL).

Ils déclarent s'opposer à la réforme syndicale. Très bien, dira-t-on.

Officiellement, ils disent également qu'ils désapprouvent la désaffiliation des

syndicats de la CUT prônée par les morénistes du Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU). Très bien, dira-t-on également.

On serait en droit de penser que c'est pour cette double raison qu'ils participaient le 21 août dernier à la rencontre nationale de syndiqués pour la défense de la CUT, contre l'intégration-destruction dans le FNT et contre la désaffiliation-destruction prônée par le PSTU.

Mais pourquoi, alors, ont-ils brutalement décidé de rompre avec le cadre de cette conférence ?

Il s'agissait, expliquent-ils eux-mêmes, de « mettre fin au bloc "Fortalecer a CUT" (Renforcer la CUT), en ce qui concerne le bloc commun avec le courant O Trabalho ». Et voilà donc le pot aux roses ! Il fallait briser le lien avec la section brésilienne de la IV^e Internationale.

Pourquoi ? Ils répondent à cette question dans un autre document, intitulé "La réorganisation sociale des travailleurs au Brésil" :

"On ne peut commencer à construire une politique pour unir tous les secteurs combattifs en ignorant le fait qu'à déjà commencé un processus de profonde mise en cause de la CUT (...). On ne peut restreindre la construction de ce front social au sein de la CUT (...). On ne peut mésestimer des alliés comme le PSTU."

Conclusion : il faut s'unir à ceux qui disloquent la CUT.

Et dans quel but ? Il l'expliquent on ne peut plus clairement dans ce même document : il s'agit de provoquer une "reconstruction stratégique (du) front social, qui peut se réaliser concrètement pour la première fois dans le prochain Forum social mondial" (qui se tiendra en janvier 2005, de nouveau à Porto Alegre — NDT).

Variante "pabliste de l'extérieur", le P-SOL constitue ainsi l'élément indispensable pour fermer le cercle qui unit toutes les branches de la politique de destruction du mouvement ouvrier, avec un point commun : tous ces gens-là se retrouvent dans les forums sociaux, dans lesquels il faut dissoudre l'indépendance de classe des organisations.

Et pendant ce temps-là, au gouvernement, Rossetto continue de mettre en œuvre la politique la plus réactionnaire contre les millions de travailleurs sans terre.

C'est le fameux "dédoublément légitime", qui est la marque actuelle du SU (et pas seulement au Brésil).

Comme nous l'avons écrit (*La Vérité*, n° 38-39), dans toutes ses variantes le Secrétariat unifié

« ne peut exister aujourd'hui qu'en offrant ses services à la classe dominante

dans tous les domaines dans le cadre fixé (...), c'est-à-dire "reconstruire" un nouveau "mouvement" sur le terrain de "l'altermondialisation", c'est-à-dire sur la base de la destruction du mouvement ouvrier ».

Jean-Pierre Raffi

Brésil

La lutte pour la nationalisation contre "l'économie solidaire"

Par Serge Goulart

Joinville est la plus grande ville de l'Etat de Santa Catarina (sud-est du Brésil) et le troisième pôle industriel du sud du pays. Pour comprendre le poids qu'a le prolétariat industriel de Joinville, il suffit de savoir qu'il y a dans cette ville 760 usines métallurgiques de machines-outils.

Par le passé, elle a été un important centre textile et le secteur plastique était très développé. Aujourd'hui, Joinville passe par une transformation où se combinent liquidations et concentrations.

C'est dans cette situation que les travailleurs ont été amenés à prendre le contrôle de deux grandes entreprises, la Cipla SA et l'Intrafibra SA. Leurs objectifs : maintenir les 1 000 emplois, recevoir leurs salaires en retard et les arriérés de charges sociales.

En janvier 2002, une tentative de grève avait eu lieu. Mais sans direction, elle n'avait pu empêcher les 140 licenciements.

Le 24 octobre 2002, quand la grève a éclaté de nouveau, tout a été organisé autrement. Après plusieurs assemblées, les 1 000 travailleurs de ces deux entreprises du groupe HB sont entrés en grève. On était à trois jours du deuxième tour de l'élection présidentielle. La veille, une lettre au candidat à la présidence, Lula, lui avait été personnellement remise par une délégation de 90 ouvriers participant au dernier meeting de campagne, à Florianópolis. Cette lettre demandait à Lula d'aider à résoudre la question en sauvant les emplois et se solidariserait avec sa candidature.

Dans l'assemblée qui a décidé la grève, la direction du syndicat des plastiques, qui avait "cédé", sous la pression des ouvriers, le local pour tenir les assemblées, a présenté son avis "juridique", déclarant que la grève était illégale et ne pourrait être soutenue officiellement par le syndicat. Ignorant l'avis "pelego" ("jaune") de la direction syndicale, l'assemblée, pleine à craquer, a

voté à l'unanimité pour la grève à partir de 5 heures du matin. La direction du syndicat a alors déclaré son soutien à la "*décision des travailleurs*" et s'est mise à accompagner les activités.

Pendant huit jours, dans les piquets de grève, les hommes et les femmes ont subi tous les types de pressions : tentatives de briseurs de grève sous contrat, violence policière avec gaz lacrymogènes, matraques, etc. Mais les piquets ne faisaient qu'augmenter en nombre et en activités. Et la solidarité populaire grandissait à travers diverses manifestations, en particulier des dons pour les fonds de grève.

Pendant les négociations, le comité de grève et le syndicat ont obtenu le soutien des conseillers municipaux, du ministère public fédéral et d'Etat, du maire et du gouverneur élu, et des députés du PT.

Après d'innombrables et interminables tournées de négociations, les patrons ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas payer les salaires et les dettes sociales et fiscales. Ils ont alors proposé de céder aux travailleurs l'ensemble des actions des deux entreprises, leur donnant la propriété en échange des dettes sociales. En assemblée, les travailleurs ont décidé d'assumer le contrôle administratif et financier pour une période de transition de 90 jours. Pendant cette période, une étude serait faite pour évaluer la situation réelle des entreprises. Une commission de transition a alors été élue pour diriger l'entreprise. Le but du comité de grève n'était pas de transformer les ouvriers en ouvriers-patrons, mais de gagner du temps pour définir, avec les travailleurs, une orientation claire, avec trois objectifs :

- sauver les 1 000 emplois ;
- mise à jour des salaires ;
- recevoir les dettes sociales.

Les travailleurs ont alors élu une commission de quatre membres pour diriger chacune des deux entreprises, et ils ont repris la production.

Ils ont décidé de lutter pour que le gouvernement nationalise les entreprises, la seule voie pour sauver les 1 000 emplois.

Députés, conseillers municipaux et syndicalistes ont été invités à venir dans les entreprises pour voir comment elles fonctionnaient. Un conseil d'entreprise — avec des délégués élus et révocables à tout

moment par les divers secteurs de l'usine. Des assemblées par équipes, des assemblées générales et des réunions par secteurs organisent en permanence les travailleurs.

LA LUTTE CONTINUE DANS TOUTE LA VILLE

Toute la ville sait que les travailleurs occupent maintenant la Cipla et l'Interfibra. Et dans les quartiers, dans les écoles, places, bus, tous discutent de la question avec un impressionnant esprit de solidarité avec les ouvriers. Pratiquement toutes les familles des travailleurs de Joinville ont déjà eu ou ont quelqu'un qui travaille dans l'une ou l'autre de ces deux entreprises.

Après l'élection de Lula, les travailleurs avaient décidé de lui envoyer une nouvelle lettre — en tant que président, cette fois —, avec des milliers de signatures recueillies par les ouvriers dans leurs quartiers. Cette lettre demandait à Lula qu'il nationalise les deux entreprises pour que le gouvernement éponge leurs dettes et sauve les 1 000 emplois. Elle demandait aussi qu'une délégation soit reçue pour discuter de la situation.

Ils décidaient aussi et réalisaient un grand meeting avec des milliers de travailleurs en centre-ville, le 13 décembre 2002. Avec une énergie inépuisable, les ouvriers ont organisé dans toute la ville la collecte de signatures, aux terminus des bus, lors d'innombrables réunions, de débats où ils ont expliqué leur lutte, dans les assemblées de quartier, les rencontres dans les écoles, les réunions religieuses, devant les portes des autres entreprises. Ce fut une action de masse, qui a rencontré un impressionnant écho de solidarité de classe dans la ville ouvrière.

Cette lettre a recueilli plus de 60 000 signatures rien qu'à Joinville. 10 000 autres signatures sont également parvenues de tout le Brésil, aboutissant nationalement à un total de plus de 70 000 signatures.

Toute la différence de la situation "d'avant" et "d'après" n'a été que dans l'organisation. Mais ce "n'a été que", c'est ce qui a permis l'action et l'orientation politique ferme, qui, après un an et demi, permet encore à ces travailleurs de continuer la lutte, non pas comme des mendiants, mais

comme des travailleurs fiers de ce qu'ils ont fait et de ce qu'ils font. Et ces travailleurs, qui n'avaient jamais "fait de politique" auparavant, et qui, pour la majorité, n'étaient même pas syndiqués, ont dû, pour sauver leurs emplois, se dresser comme des géants non seulement face aux patrons, mais également face au pouvoir judiciaire, et affronter le principal pouvoir politique de la nation : le gouvernement qu'ils ont eux-mêmes élu.

LES MULTINATIONALES : VOLVO ATTAQUE

Quand les travailleurs ont assumé le contrôle des entreprises, la presque totalité des revenus de la Cipla étaient assurés par des acheteurs industriels. Des usines comme Mercedes-Benz, Volvo, Scania et d'autres multinationales comme Electrolux, Multibras (Cônsul), etc. En décembre 2002, la Cipla a pris connaissance d'un communiqué de Volvo-Brésil déclarant que, face au développement de la situation dans l'usine, Volvo-Suède, la maison mère mondiale, avait décidé de retirer ses équipements (moules) et d'arrêter les achats.

Le 20 décembre 2002, un vendredi, à 18 heures, un officier de justice se rendait à la Cipla muni d'un mandat judiciaire qui autorisait Volvo à retirer tous ses outils (moules) de l'usine Cipla. Il était accompagné d'un avocat de Volvo et d'une équipe de policiers armés. Dans le mandat judiciaire, on pouvait lire la raison pour laquelle Volvo demandait au juge le retrait de ses moules : *"A la Cipla, les ouvriers ont littéralement pris le pouvoir."*

Immédiatement, l'usine était paralysée par la commission de transition et les ouvriers qui bloquaient les deux portails. Des rails étaient amenés pour barrer les entrées ; et, pour renforcer le barrage, deux camions étaient placés en travers des portails. Des travailleurs descendaient des quartiers, avertis par téléphone. Des parlementaires du PT arrivaient au local et prenaient position sur la même ligne : empêcher le retrait des moules. Des militants de Jeunesse Révolution se joignaient au blocage et aidaient à l'application de toutes les mesures adoptées. La police vacillait et se

paralysait. La situation semblait dans l'impasse.

A 23 h 30, lors d'une réunion au commandement de la police de Joinville, constatant qu'il n'y avait pas moyen d'entrer pacifiquement dans l'usine, le commandant de la police, soumis à une forte pression, reportait l'exécution de l'ordre à 14 heures le lendemain, *"pour voir ce que nous allons faire"*.

Pendant la nuit, la mobilisation grandissait ; au matin, la cour était couverte de tentes et les arrivées de travailleurs et de familles n'en finissaient pas. La mobilisation était impressionnante. Tout le monde trouvait quelque chose à faire, tous se préparaient pour défendre les emplois jusqu'au bout. Personne ne dormait. Ceux qui avaient déjà participé à d'autres luttes racontaient des histoires de grèves, de manifestations, d'affrontements avec la police. Les jeunes de Jeunesse Révolution racontaient les récentes mobilisations de milliers d'étudiants pour les transports gratuits et les affrontements avec la police. De vieux ouvriers et ouvrières qui n'avaient jamais participé à rien de pareil écoutaient avec attention, pendant que leurs yeux ridés allaient du conteur d'histoire au portail gardé par leurs camarades. La nuit était longue, chaude et solidaire.

A 10 heures le lendemain matin, samedi, alors que la mobilisation grandissait encore dans l'usine, l'avocat des travailleurs rencontra le juge de Joinville qui avait donné le mandat autorisant l'utilisation des forces de police. L'avocat, un militant ouvrier, exposait la situation au juge, expliquant que s'il maintenait l'ordre, il allait *"passer Noël avec les mains tachées du sang des ouvriers qui ont décidé de ne pas livrer les moules à Volvo"*. Le juge, avec un sens de la justice encouragé par l'approche de Noël, décidait de remettre à plus tard l'application du mandat, *"pour voir, en janvier, ce que nous allons faire"*.

Volvo paniquait. La non-remise des pièces allait commencer à paralyser ses usines dans six pays. Un accord était alors accepté par Volvo : les moules seront remis en échange d'un paiement équivalent à 15 mois de bénéfices nets de la production contractée par Volvo. L'usine explosait de joie. Tout le monde fêtait l'événement. Cet argent sera utilisé pour l'achat de la matière

première permettant de relancer la ligne de construction, et, de plus, cela aidera à payer le salaire du mois, juste la veille de Noël.

D'AUTRES USINES SONT OCCUPÉES DEPUIS

Le 12 juin, au retour de l'audience avec Lula à Brasilia, les 350 travailleurs de Joinville sont allés aider les 70 travailleurs de la Flasko — usine de plastique, elle aussi du groupe HB, située à Sumaré (Etat de São Paulo) — à prendre le contrôle administratif et financier de l'entreprise. Avec l'occupation de la Flasko, la lutte avait alors pour objectif de sauver 1 070 emplois.

En décembre 2003, les 70 ouvriers des savonneries JB Costa, à Recife (Etat de Pernambuco), et les 143 ouvriers de la Flakepet, à Itapevi (Etat de São Paulo), prenant connaissance de l'occupation de la Cipla, d'Interfibra et de la Flasko, sont entrés en grève et ont occupé les deux entreprises, rejoignant la coordination des usines occupées. A Recife, toujours, les métallurgistes de l'usine Esquadrimental tentaient de prendre en main l'usine fermée et de la remettre en fonctionnement avec l'aide des travailleurs de JB Costa, du syndicat des travailleurs de la chimie de Recife et du Sinpro de Pernambuco. Mais le syndicat des métallurgistes, en les orientant vers les coopératives, c'est-à-dire en les enfermant dans une impasse comme nous le montrerons plus loin, a cassé la lutte et les travailleurs ont dû faire appel à la justice.

En mars 2004, la fabrique de cuisines Oly, à Hortolandia (Etat de São Paulo), est entrée en grève à son tour.

Fin mars 2004, c'est au tour de la fabrique de boutons Diamantina, à Curitiba (Etat de Parana), d'entrer dans ce mouvement. A 14 heures, ils occupaient l'usine. A 16 heures, la Cipla recevait un communiqué envoyé par la CUT du Parana demandant de l'aide. Elle se mettait aussitôt à disposition.

Toutes ces entreprises occupées sont dirigées par des conseils d'entreprise et s'organisent dans la Coordination des conseils des entreprises occupées et en lutte, constituée le 16 février 2004 lors d'une réunion au siège national de la CUT, à São Paulo.

“ÉCONOMIE SOLIDAIRE” : COOPÉRATIVES ET AUTOGESTION

A une époque où tous les gouvernants et beaucoup de syndicalistes parlent “d'économie solidaire”, l'autogestion et les coopératives sont montrées comme la solution pour sauver les emplois.

La coopérative est, fondamentalement, un accord entre les travailleurs qui s'approprient judiciairement (en général, en contrepartie de leurs propres droits sociaux) des moyens de production (machines, ateliers, outils, etc.), face à la menace de fermeture d'une entreprise, et se mettent à produire. Ils passent ainsi sous la législation des coopératives.

La première législation brésilienne mentionnant les coopératives date de janvier 1903. Le décret 799/03 a permis aux syndicats d'organiser des caisses rurales de crédit et la formation de coopératives agricoles et de consommation.

Un nouveau décret n° 22 239, le 19 décembre 1932, a été la première loi organique sur les coopératives au Brésil.

Le 16 décembre 1971, le dictateur Emilio Garrastazu Médici a fait adopter la loi n° 5 764, qui définit le régime juridique des coopératives, leur constitution et leur fonctionnement, le système de représentation et les organes d'appui (loi encore en vigueur aujourd'hui). Un des principaux points de la législation en vigueur est :

“Le coopérativisme, qui obéit à un régime juridique propre, n'a pas d'obligation en ce qui concerne les charges sociales et fiscales, qui n'ont pas d'incidence sur les activités de la société coopérative” (Maria Lucia Arruda, Coopark).

La coopérative n'est que la principale forme de ce qu'on appelle l'“autogestion”. Il en existe d'autres. Par exemple, les travailleurs peuvent assumer l'entreprise en devenant actionnaires spéculatif.

Les coopératives les plus organisées, si elles parviennent à survivre, arrivent à prendre des parts de bénéfices (dont le nom légal dans les coopératives est “les restes”) pour payer des primes comme le 13^e mois, les congés payés, etc.

Mais le problème central pour les coopératives est celui-là même qui met en crise

toutes les entreprises dans le système capitaliste.

LA MAIN AMIE QUI TIENT LE COUTEAU

Dans le système capitaliste, des entreprises se brisent et disparaissent tous les jours face à la concurrence, à la force des monopoles, des multinationales, du capital financier, qui avale tout. Le moyen d'éviter la casse est de baisser le coût de la production ou d'augmenter la productivité. Mais cela mène à la fameuse "réduction des effectifs" : c'est là la seule variable d'ajustement (les dépenses de capital variable, les salaires directs ou différés). Ainsi, la recherche du maintien du taux de profit mène inévitablement à une situation où il faut tirer plus de travail, pour le même prix payé à la force de travail. Dans une entreprise capitaliste, l'organisation ouvrière, le syndicat, affronte cette situation et empêche l'augmentation de la journée de travail ou fait en sorte que le patron paye si cher que ça ne vaut pas le coup. Dans la coopérative, l'organisation indépendante de la classe ouvrière est de fait dissoute, puisque les travailleurs sont supposés être "propriétaires" et en même temps leur propre force de travail. Cela conduit donc les travailleurs à "s'organiser" finalement contre eux-mêmes, non pas pour résister à l'exploitation, mais, au contraire, pour organiser leur propre exploitation. C'est pourquoi, dans l'"économie solidaire", il est commun de voir la déréglementation totale de la journée de travail, la casse permanente du repos hebdomadaire rémunéré, etc. Car maintenant, dit-on aux travailleurs, "l'affaire est à nous".

L'économie capitaliste, par ses propres lois internes, oblige les entreprises à augmenter toujours plus l'investissement en automatisation, en nouvelles machines et outils, à faire "des replanifications de la production", en cherchant une plus grande productivité, etc. Ce qui finit par laisser en "reste" les ouvriers. Alors, il faut commencer par "redimensionner l'affaire", par des licenciements, encouragés ou pas. Le résultat de cette logique infernale est que, constituant une coopérative, une partie des tra-

vailleurs finit, tôt ou tard, par être obligée de choisir quels collègues elle va licencier. Pour cela, il se forme vite des groupes, pour élire les dirigeants de la coopérative qui préserveront les membres de "leur groupe", organisant le licenciement des "autres".

L'ORIGINE DES COOPÉRATIVES

Le pape des coopératives au Brésil est le très connu professeur et économiste Paul Singer, qui cherche à donner une justification "théorique" à cette action, hautement politique, de créer des coopératives au lieu de défendre les emplois et sauver le parc industriel. Paul Singer est le secrétaire national d'Économie solidaire (SNAES), organe du ministère du Travail du gouvernement Lula. À partir de là, il mélange des concepts, en déforme d'autres et compose une incroyable et éclectique mixture avec une apparence de théorie.

Voyons ce que dit Paul Singer sur "l'économie solidaire" :

« L'économie solidaire a été inventée par des ouvriers aux débuts du capitalisme industriel, comme réponse à la pauvreté et au chômage, résultats de l'invasion "déréglementée" des machines-outils et du moteur à vapeur, au début du XIX^e siècle. Les coopératives étaient des tentatives, de la part des travailleurs, de récupérer du travail et de l'autonomie économique, en profitant des nouvelles forces productives. Leur structuration obéissait aux valeurs basiques du mouvement ouvrier d'égalité et de démocratie, synthétisées dans l'idéologie du socialisme. En Grande-Bretagne, la première grande vague du coopérativisme de production a été contemporaine à l'expansion des syndicats et à la lutte pour le suffrage universel. »

Le professeur devrait réécrire son texte, en disant que "les coopératives", et non "l'économie solidaire", ont été constituées par les ouvriers comme des tentatives vaines de donner une réponse à la pauvreté et au chômage résultant des grandes crises économiques vécues par le capitalisme, qui se consolidait, encore, au début du XIX^e siècle, comme force dominante. Et qu'elles n'ont rien à voir avec le socialisme moderne, mais avec le passé de l'économie et avec le socialisme utopique. Paul Singer devrait aussi dire que l'apparition et le renforce-

ment des syndicats et de la lutte de classes en Angleterre, et, ensuite, en 1905, son expansion politique avec la création du Labour Party, cette croissance de l'organisation prolétarienne et sa conscience de classe ont pratiquement fait disparaître le coopérativisme anglais. Ainsi que dans le reste de l'Europe.

Il devrait expliquer que son "idéologie", comme il dit, partait en vérité des vestiges de "nostalgie" des corporations de métiers de l'ère féodale, que le capitalisme liquidait. Ces associations obligatoires, les corporations, contrôlaient et réglementaient le processus productif artisanal, déterminant qualité, prix, quantité produite, marge de bénéfices, et l'apprentissage et la hiérarchie des métiers dans l'ère féodale. Les maîtres de chaque métier étaient ceux qui détenaient les outils et fournissaient la matière première. Ce sont les "coopérateurs" d'aujourd'hui. Ces corporations s'entrelaçaient en associations appelées des guildes, pour un appui mutuel et le contrôle de la réglementation des métiers. Les guildes féodales sont, bien évidemment, l'idée mère de "l'économie solidaire" d'aujourd'hui.

Le mouvement ouvrier, encore confus et tâtonnant, incertain de ses forces et de ses capacités, sans savoir comment avancer, se tournait souvent vers le passé avec la nostalgie "d'autres temps moins durs". Dans toute l'histoire, nous avons eu ces situations transitoires. En France, les ouvriers, accablés par les conditions de travail et des journées interminables, jetaient leurs sabots dans les machines, les détruisant. Ils ont inventé le "sabotage". En Angleterre, le "luddisme", mouvement des artisans révoltés, détruisait les machines, brûlait les métiers à tisser dans les années 1811-1816, comme réponse à la crise économique anglaise.

En ces temps confus du début du mouvement ouvrier, l'Union internationale des dockers, qui siégeait à Londres, a lancé un manifeste prônant le sabotage comme forme d'action des ouvriers. C'est le mouvement appelé le "Go Canny" (dont le sens serait, approximativement, "travaille de la façon qui te plaît" ou "fais relâche", etc.).

Les Français faisaient exploser les machines. Les luddistes brûlaient les fabriques. Les dockers sabotaient les navires. Tous prétendaient résoudre la crise en revenant

au passé. Cela s'est passé au début. Mais le mouvement ouvrier a grandi, mûri, et a développé ses propres moyens de lutte, en construisant des organisations indépendantes et en se défendant collectivement. Sa perspective est le futur, le socialisme, la fin du régime de la propriété privée des grands moyens de production.

LA "DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE"

Mais s'il y a un secteur qui ne s'est jamais conformé avec la fin de l'ère féodale, c'est le Vatican et son Eglise. Après tout, l'Eglise était une grande propriétaire terrienne, elle faisait partie de la classe dominante ou, plutôt, contrôlait les classes dominantes. Comme partie de son système politico-théologique de contrôle social et de pillage de la richesse produite, l'Eglise propagait une "idéologie" qui condamnait l'avidité, le bénéfice, les intérêts (défense du juste prix). La corporation de métier, qui sera détruite par la fabrique capitaliste de travailleurs salariés, restera toujours son idéal de rapports de production en ce qui concerne la production de biens de consommation. C'est pour cela que l'Eglise catholique, mais pas seulement elle, a été la grande propagandiste des coopératives dans le monde entier et l'est encore aujourd'hui. Il n'y a pas un seul syndicat contrôlé par la démocratie chrétienne, en Europe, qui ne prône pas la constitution de coopératives. Cela a pris un essor plus important et plus structuré avec l'arrivée de la "doctrine sociale de l'Eglise", apparue avec l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII, en 1891.

Ce texte, incroyablement réactionnaire, a été la base de la proposition de Pie XI, en 1931, d'un régime corporatiste "ni capitaliste, ni socialiste", que le Duce Mussolini érigeait en Italie, avec toutes les conséquences connues pour l'humanité. Il reste encore aujourd'hui l'une des bases fondamentales de la conception corporatiste, qui tente de réaliser la conciliation de classes en opposition à la lutte de classes, en "fusionnant capital et travail". La coopérative, pour cette politique, est un saint remède, puisqu'elle transforme des travailleurs en ouvriers-patrons. Elle se pré-

sente pour cela comme combattant autant le capitalisme, qui produit tant de maux, que le poison socialiste, qui se répand dans la classe ouvrière, amené par de maléfiques subversifs.

LE SOCIALISME UTOPIQUE, LA FIN DE LA LUTTE DE CLASSES ET LES COOPÉRATIVES

Déjà, les socialistes utopiques, qui se caractérisaient en voulant surmonter les douleurs de la vie par des constructions arbitraires de la volonté, se sont accrochés aux coopératives en des tentatives du type "économie solidaire" pour réaliser, au moins au début et au moins pour un certain temps, leur idéal de solidarité, de fraternité et de communion d'esprits en dehors du temps et de la réalité. Les socialistes utopiques des XVIII^e et XIX^e siècles étaient des combattants d'un nouveau temps où tout était encore très confus pour le prolétariat, dont les organisations de classe commençaient à peine à surgir, et qui commençait donc à peine à construire et à solidifier sa conscience de classe. Il a fallu le *Manifeste communiste* de Marx et Engels, ensuite la Commune de Paris ("à l'assaut du ciel", comme l'a dit Marx), et finalement la révolution russe de 1917 pour les enterrer.

Le coopérativisme et la prétendue "économie solidaire" ne sont déjà plus des extases de romantiques, mais servent à des fins définies dans l'économie mondiale dominée par la spéculation financière. Nous verrons plus loin quelle force politique et sociale a conduit à la tentative de ressusciter les corporations féodales en plein XX^e siècle.

Le gentil économiste et professeur Paul Singer est conscient de cela quand il explique que ce qu'il fait, c'est nier la lutte de classes et l'incompatibilité entre le capital et le travail.

"L'entreprise solidaire nie la séparation entre travail et possession des moyens de production, qui est reconnue comme la base du capitalisme. L'entreprise capitaliste appartient aux investisseurs, à ceux qui fournissent l'argent pour acquérir les moyens de production, et c'est pour cela

que sa seule finalité est de leur donner des bénéfices, le plus de bénéfices possible par rapport au capital investi."

Comme si les coopérateurs qui y ont déposé tout leur petit capital ne prétendaient pas, aussi, en tirer le plus de retour possible. Il poursuit :

"Le capital de l'entreprise solidaire est possédé par ceux qui y travaillent, et seulement par eux. Travail et capital sont fusionnés, parce que tous ceux qui travaillent sont propriétaires de l'entreprise et il n'y a pas de propriétaires qui ne travaillent pas dans l'entreprise. Et la propriété de l'entreprise est partagée en parts égales entre tous les travailleurs, pour que tous aient le même pouvoir de décision sur elle."

Pour le professeur, si tous les actionnaires de la General Motors travaillaient à la General Motors, nous aurions la fusion du capital avec le travail. Et si les actions étaient partagées également entre tous les travailleurs de l'entreprise, cette fusion serait complète, parce que tous auraient "le même pouvoir de décision sur elle". Les génies sont très distraits, c'est pour cela que le professeur a oublié le monde capitaliste, là-bas; dehors, et les relations sociales capitalistes dominantes dans toutes les sphères de la production mondiale.

LA THÉORIE COOPÉRATIVISTE PRÉTEND EFFACER LA LUTTE DE CLASSES

Comme toujours, le mieux pour comprendre le sens réel d'une chose, c'est de connaître ce qu'en disent ses défenseurs. Ils expliquent tous qu'il s'agit pour eux d'amortir ou d'éviter le choc entre le capital et le travail. Donc d'empêcher que les travailleurs réagissent politiquement, en tant que classe face à la barbarie impérialiste, remettant en question le régime basé sur la propriété privée des grands moyens de production.

Ce que les travailleurs ont à offrir dans le système capitaliste n'est que la plus précieuse des marchandises, leur force de travail. Voilà comment Paul Singer décrit, cyniquement, les efforts nécessaires pour casser la résistance ouvrière :

« Dans le processus de transformation d'une entreprise qui a fait faillite, ou qui est en cours de faillite, en une entreprise solidaire, il y a toujours une série d'étapes cruciales. La première est de gagner l'accord des travailleurs eux-mêmes, qui doivent accepter d'échanger leurs droits sociaux contre un quota de capital de "leur" nouvelle entreprise. »

De cette façon, en réalisant la fusion capital-travail proposée par Paul Singer, la coopérative, les ex-travailleurs assument eux-mêmes le coût, qui, normalement, reviendrait au capitaliste, l'investissement en machines et en outils. Ainsi se dissipent, lentement, des parts de leurs propres salaires, et donc du prix pour lequel, antérieurement, ils vendaient leur force de travail, et qui se concrétisait en valeurs reçues ou à recevoir, soit directes (salaires), soit différées (FGTS, congés, etc.).

Ainsi, avec la coopérative, les travailleurs sont appelés à réaliser contre eux-mêmes ce que les patrons ne parviennent plus à leur imposer : réduction des salaires et des droits sociaux, accroissement de l'exploitation, flexibilité...

Dans une société basée sur des rapports capitalistes de production, fondamentalement, il n'y a pas d'alternative : ou vous êtes propriétaire des moyens de production, ou vous vendez votre force de travail pour survivre. Et si vous détenez les moyens de production, vous devez, alors, acheter une marchandise qui soit, dans le processus de production, capable de générer plus de capital que ce qu'elle consomme, c'est-à-dire que ce qu'elle coûte. Cette marchandise unique est la force de travail.

Comme ce "plus" ne peut être créé, dans le processus de production, qu'au travers de l'exploitation de la force de travail, c'est-à-dire en ne payant pas une partie du travail réalisé, que ce soit un "travailleur" coopérateur ou que ce soit un travailleur salarié, c'est de lui que l'on tire ce "plus". Plus on a besoin de ce "plus" et plus il faut augmenter l'exploitation du travail, ou le capital total est dévalorisé et c'est la banqueroute.

Ainsi, c'est en vain que la théorie coopérativiste essaie d'effacer la lutte de classes et cherche à apparaître comme un nouveau moyen de production, qui serait, doucement, en train de s'établir sur les décombres de la décadence capitaliste. Tant que le mode de production dominant sur le mar-

ché mondial sera capitaliste, tous les autres rapports de production lui seront subordonnés. Le coopérativisme est donc entièrement déterminé, en dernière instance, par les lois et tendances fondamentales du capital. La tentative nostalgique d'établir, de faire revivre un rapport de production pré-capitaliste a comme seule et réelle conséquence de jeter de la poudre aux yeux du prolétariat dans sa lutte contre le capital. Et de tromper l'armée du prolétariat en lui volant l'indépendance de classe et en le jetant aveugle, pieds et poings liés, au milieu de la barbarie impérialiste que le capital organise sur toute la surface de la terre, menaçant toute la civilisation. Seule la lutte de classe du prolétariat organisé, défendant pied à pied ses vieilles conquêtes, peut sauver l'humanité de la barbarie que l'anarchie du marché capitaliste engendre et que ses propres lois et tendances internes mènent à la catastrophe. Tromper et dissoudre la classe ouvrière et ses organisations en empêchant et en dévoyant sa lutte de classe contre la classe capitaliste et sa domination, c'est un coup et une menace contre la civilisation.

Pour clarifier cela, il faut examiner l'action concrète et les conséquences de l'orientation de la prétendue "économie solidaire". Qui n'a rien de solidaire, comme nous le verrons.

Sur la proposition de "l'économie solidaire" d'établir un commerce et une production "solidaires", qui s'établiraient et survivraient entre usines et associations d'habitants, syndicats et autres organisations dites populaires, sans parler des ONG, toutes financées par les gouvernements ou par la Banque mondiale, il n'est pas besoin de s'étendre. C'est une proposition si ridicule, sur un marché mondial dominé par les multinationales et par le capital financier, que ça ne vaut pas le coup de gaspiller de l'encre pour la combattre. Mais elle peut donner une idée de l'ignorance économique de celui qui la défend ou de la mauvaise foi des économistes qui la propagent, quant ce ne sont pas des économistes au service de la religion, c'est-à-dire de l'au-delà. Comparable à cette stupidité "d'économie solidaire", l'on ne connaît que l'idée de "commerce juste", national ou international, ce qui est une contradiction de principes. Le fil conducteur de toutes ces brillantes idées est la volonté divine d'effacer la lutte de

classes et d'empêcher la confrontation entre révolution et contre-révolution, qui domine le monde d'aujourd'hui. Ces théories peuvent être pieuses, mais elles sont avant tout contre-révolutionnaires.

L'ILLUSION DE "L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE"

Lors de la création d'une coopérative, en général, les impôts et les charges sociales que l'ancien patron n'a pas payés ou a volés sont considérés comme perdus. Donc, la coopérative liquide toute possibilité de l'Etat de récupérer ce qui lui a été volé, et qui est la base des moyens d'existence des services publics, comme la santé ou l'éducation. La création de coopératives libère l'Etat de ses responsabilités concernant les services publics. La nouvelle loi des faillites, en discussion au Congrès national sous la pression du FMI et de la bourgeoisie nationale, résout définitivement cette question en permettant que lorsqu'est créée une nouvelle entreprise sur les décombres de la précédente, la priorité sera donnée aux crédits financiers ou internationaux, et en finit avec l'obligation de succession.

Le résultat de cette perversité imposée par le capital financier est que même les "crédits ouvriers" ne pourront pas revenir aux travailleurs pour monter une coopérative. Tout ou la majeure partie sera avalé par le capital financier.

Dans une économie écrasée par le capital spéculatif, il n'y a pas d'issue pour les entreprises coopératives ou autogestionnaires. La loi de la plus-value, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit poussent inexorablement toute l'économie capitaliste vers l'abîme, ce qui se traduit par la destruction massive de la principale force productive, la force de travail. Et la spéculation financière joue, là, un rôle d'accélérateur, conduisant toutes les entreprises à l'attaque massive contre le "coût du travail". Aucune coopérative ou entreprise autogestionnaire ne peut échapper à cela. Ces tentatives finissent par transformer les ouvriers en leurs propres bourreaux. Et, pire encore et plus grave, elles leur enlèvent toute perspective de combat de classe

contre la classe capitaliste pour en finir avec l'oppression et l'exploitation. Ils sont amenés, par la logique de l'économie, à chercher des marchés, à les disputer, à augmenter leur "avantage comparatif", à combattre et détruire d'autres usines concurrentes, c'est-à-dire à détruire les emplois de leurs propres frères.

S'éloigner de l'axe de la lutte pour la nationalisation, c'est, inévitablement, tomber dans le piège réactionnaire de l'autogestion ou de la coopérative, dans le cas de la récupération d'une entreprise. Ou dans la paralysie absolue. L'on ne peut vaincre dans aucun de ces cas. La lutte pour la nationalisation est certes très dure et difficile, mais elle peut permettre de sauver les 1 000 emplois de la Cipla et d'Interfibra.

COMMENT LE PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE POSE LA QUESTION

D'abord, le programme de la IV^e Internationale constate que ces occupations et le contrôle administratif et financier des ouvriers n'arrivent qu'en des situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires. L'occupation de la Cipla et d'Interfibra le prouve : s'étant faite au moment d'une victoire électorale du candidat du PT à la présidence, Lula, elle exprimait de façon déformée l'impulsion profonde du mouvement des masses et ouvrait une situation révolutionnaire au Brésil. C'est la différence de fond entre la grève de la Cipla, en janvier 2002, qui s'est terminée par des licenciements en masse, et la grève d'octobre de la même année, qui s'est terminée par la prise de l'usine.

A partir de là, l'occupation elle-même pose aux ouvriers la question de la survie sur le marché capitaliste, sans capital et à contre-courant de l'action des monopoles, des multinationales, des banques et de la spéculation financière effrénée. C'est-à-dire de comment sauver leurs emplois. La seule réponse réaliste à la question est que l'Etat assure la survie de l'usine. Et, dans le cas de Lula, que le gouvernement assume ses responsabilités, ou, plus précisément, que Lula assume les siennes.

Pour cela, il faut de l'organisation, et donc que la direction de la grève se transforme — ou l'élise — en un comité d'usine, qui, à la Cipla, s'est intitulé "commission de transition", et ce précisément pour qu'il soit toujours clair qu'il ne s'agissait pas que la propriété revienne, maintenant, "à nous tous", mais qu'il s'agissait d'une période transitoire entre le contrôle administratif et financier des travailleurs et la remise de l'entreprise à l'Etat, préservant les emplois et les droits.

Cette "commission de transition" est partie prenante d'un mouvement plus profond, qui va mener les travailleurs, pas à pas, de la grève à la question du pouvoir politique. C'est en comprenant cela, instinctivement, en tant que classe, que les ouvriers de la Cipla, vaincus quelques mois plus tôt, se sont lancés à la conquête de l'usine au même moment où le candidat du PT, Lula, était poussé par les masses à la présidence de la République. Le *Programme de transition* explique ce mouvement en reliant la question des comités d'usine avec le contrôle ouvrier, l'expropriation de certains groupes capitalistes (nationalisation) et la nécessité du combat des ouvriers pour le pouvoir d'Etat pour une issue positive de la situation. Ainsi, la seule issue réaliste, durable et positive, pour les ouvriers et les masses exploitées qui prétendent conserver leurs emplois, c'est la révolution prolétarienne.

Les comités d'usine :

« *Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif (...). Les grèves avec occupation des usines (...) sortent des limites du régime capitaliste "normal". Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève d'occupation pose pratiquement la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers* » (*Programme de transition*).

L'expropriation de certains groupes de capitalistes :

« *Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes*

sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisation" consiste en ce que :

1 – nous repoussons le rachat ;

2 – nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire, qui, proposant la nationalisation en paroles, restent, en fait, les agents du capital ;

3 – nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;

4 – nous relient le problème de l'expropriation à celui de la conquête du pouvoir par les ouvriers et les paysans » (ibidem).

LA QUESTION DE L'ÉTAT

Le sens profond des occupations d'usines peut être déformé, dévié et amorti par les politiques "d'autogestion", mais elles ne peuvent cacher, de fait, l'incapacité des capitalistes de continuer à contrôler la société sans l'attirer vers la barbarie, dont les aspects sont multiples, mais toujours marqués par la désindustrialisation et par la guerre. La politique de coopératives, d'autogestion, c'est une tentative d'empêcher les conflits de classes, et, particulièrement, de tenter d'empêcher que les occupations d'usines ne se généralisent comme une issue ouvrière à la crise et que les travailleurs se regroupent, non pas dans un consortium d'entreprises, mais dans une vaste action de classe contre les propriétaires des moyens de production et leur comité central, l'Etat bourgeois.

En essayant de transformer les ouvriers en ouvriers-patrons, l'autogestion essaie de faire en sorte que la nécessité, presque spontanée, d'élargir les liens et leur mouvement révolutionnaire se transforme en un mouvement de ridicules petits capitalistes sans le capital à la recherche d'associés solidaires, chacun pour la survie de sa propre affaire. Avec cela, l'autogestion empêche la démonstration pratique de la possibilité d'expropriation générale de la propriété privée des grands moyens de production et le choc de la classe travailleuse avec l'Etat bourgeois qui en découle.

Le professeur Paul Singer en arrive au ridicule et déclare que la société actuelle

n'est plus une société capitaliste, mais une nouvelle "*société mixte*", où cohabitent deux types d'économies, la capitaliste et la solidaire. Evidemment, ce délire n'est possible que dans la tête d'un intellectuel qui vit dans le monde confortable de l'Académie. Et maintenant, dans le monde du ministère du Travail. Mais très loin de la vie réelle des millions de chômeurs désespérés, jetés dans les rues de la "*société mixte*", où, selon le professeur, l'économie solidaire serait, peu à peu, en train de "*manger le capitalisme par les bords*". Mais la réalité, c'est que ce sont les organisations mêmes de la classe ouvrière qui, de cette manière, se voient "*mangées par tous les bords*".

Que d'efforts pour essayer de cacher que les occupations d'usines posent en soi la question "propriété privée ou propriété sociale", et non pas celle du passage de la propriété privée en d'autres mains. Et la conquête de la propriété sociale exige que le mouvement des occupations et de la révolution se généralise, présentant la

conquête du pouvoir politique par la classe travailleuse comme la seule manière de résoudre définitivement la question.

Les occupations d'usines sont le fruit d'une situation révolutionnaire, et, pour vaincre, elles doivent s'adresser au pouvoir politique : "*Lula, nationalise la Cipla et l'Interfibra pour sauver de manière durable nos emplois !*" C'est la condition de leur survie et de la continuité de leur dure lutte dans cette société marquée par la destruction progressive des forces productives de l'humanité. C'est en effet cette orientation qui permet la survie du contrôle de la Cipla et d'Interfibra depuis déjà deux ans.

Sous cet aspect, la Cipla et l'Interfibra, maintenant la Flasko, et la lutte de la Flakepet et des autres entreprises occupées préfigurent un mouvement qui ne s'est pas encore généralisé, mais qui cherche à se développer dans la situation révolutionnaire du Brésil.

**Serge Goulart,
le 17 juin 2004**

LA VÉRITÉ

Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer *La Vérité* :

- **Edition française** et administration centrale de la revue : *La Vérité*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France. Mail : the-truth@laverite.org

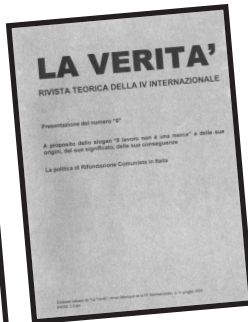
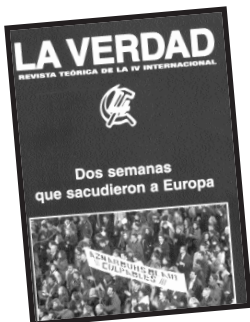
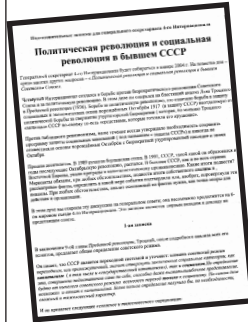
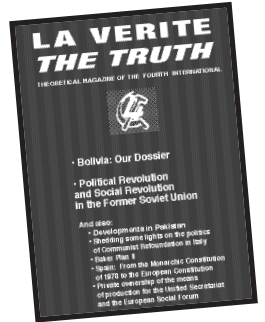
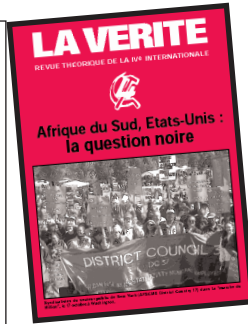
- **Edition allemande** : Vierte Internationale, *La Vérité*, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

- **Edition anglaise** : The Truth, Bill Hooldsworth ; 14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP. Socialist Organizer, P.O. Box 40009, San Francisco, CA 94140, USA

- **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1°3, 28004, Madrid, Espagne.

- **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.



Italie

Les quinze thèses de Fausto Bertinotti

Par Marie-Claude Schidlower

Le VI^e Congrès du Parti de la refondation communiste (PRC) se tiendra dans les prochains mois. Fausto Bertinotti, secrétaire général de ce parti, vient de publier 15 thèses préparatoires à ce congrès.

Le Parti de la refondation communiste joue un rôle important dans la situation politique italienne et internationale.

Le PRC a été fondé en 1991. Il est né d'une scission du PCI, en opposition avec sa ligne majoritaire, lorsque celui-ci s'est transformé en Démocrates de gauche (auparavant appelés Parti des démocrates de gauche, PDS), parti actuellement membre de l'Internationale socialiste. Lorsque le PRC s'est fondé, il se référait aux traditions du mouvement ouvrier, à la lutte de classe, à la lutte contre le capitalisme. Il pouvait apparaître comme une rupture à l'époque avec le "compromis historique", à l'eurocommunisme du PCI.

LE PRC A UNE PLACE INTERNATIONALE

Fausto Bertinotti est également le président du Parti de la gauche européenne, fondé en mai 2004, à Rome, parti constitué par quinze partis fondateurs, dont le PRC, le Parti communiste français, le PDS

d'Allemagne, la Gauche unie d'Espagne, le Parti communiste d'Espagne, la Gauche unie alternative de Catalogne, le PDS de Suisse, des partis de Roumanie, de Hongrie, d'Estonie, de Slovaquie, de Grèce, dont les thèmes fondateurs sont : "*pour un nouveau parti européen*", "*pour une autre Europe*".

Le PRC est aussi un ardent partisan des forums sociaux. Il été l'un des organisateurs du Forum social de Florence. Fausto Bertinotti a été l'un des orateurs de marque du Forum de Paris-Saint-Denis. Il présidera un meeting au cours du Forum social de Londres.

Le PRC a une autre particularité, celle d'avoir des membres du Secrétariat unifié (SU) à des postes importants de direction. Ils constituent, au sein de PRC, une tendance, Bandiera Rossa.

C'est pour toutes ces raisons que la décision du PRC de publier des thèses programmatiques, qui circulent à l'échelle internationale, nécessite une analyse en relation avec la politique concrète de ce parti.

“DE NOUVEAUX MOUVEMENTS”

Ces thèses commencent ainsi :

“La vraie nouveauté de ce début de siècle est la naissance de nouveaux mouvements et leur capacité à se relier dans un parcours collectif. Elle ouvre au monde une nouvelle possibilité de transformation” (thèse 1).

La “naissance de nouveaux mouvements” ? L’origine du PRC est le mouvement ouvrier, fondé sur la reconnaissance du fait que la société est divisée en classes sociales. Le mouvement ouvrier s’est constitué sur la reconnaissance de la division de la société en classes, et, plus que cela, il s’est constitué à travers des organisations syndicales indépendantes et des partis.

Alors, qu’ont-ils de nouveau, ces “mouvements” ? En quoi cette “nouveauté ouvre-t-elle au monde une nouvelle possibilité de transformation” ? L’élément réellement nouveau, c’est que “ce mouvement des mouvements” a une particularité, celle de contribuer, à travers les forums sociaux, au démantèlement de la démocratie telle qu’elle s’est constituée à travers l’existence d’organisations syndicales indépendantes et de partis politiques. Le PRC, qui pouvait apparaître comme le continuateur du vieux Parti communiste italien, comme un parti dans le cadre de la démocratie, a opéré un tournant, que parachèvent les thèses. Ce tournant a commencé par sa participation active au Forum social de Porto Alegre et à la constitution dudit “Parti de la gauche européenne”, intégré au cadre de l’Union européenne.

CONSTRUIRE UN “NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER” ?

“Le grand et terrible XX^e siècle a vu se réaliser par la lutte de classe l’entrée des masses dans la politique, et de grandes expériences d’émancipation se sont produites, les plus grandes que l’on ait jamais connues jusqu’ici. Mais en même temps, le XX^e siècle a été celui où se sont déroulées les plus grandes tragédies (les guerres mondiales, le fascisme, le nazisme et l’horreur d’Auschwitz).

Le mouvement ouvrier a été le grand protagoniste du siècle, mais il a été défait en premier lieu par l’échec là où se sont constituées les sociétés postrévolutionnaires et là où les instances de libération se sont transformées en formes d’oppression dramatiques.

La critique du stalinisme n’est donc pas simplement la critique de la dégénérescence de ces systèmes, mais du noyau dur qui a déterminé cette issue. C’est pour cette raison que cette critique est incontournable pour une nouvelle idée du communisme, pour une nouvelle manière de le construire.”

Lorsque Bertinotti parle des “*expériences d’émancipation qui se sont produites au XX^e siècle*”, il parle de la révolution russe d’octobre 1917. Mais chacun aura noté que ces mots ne sont pas écrits.

Pour la IV^e internationale, la crise du mouvement ouvrier a pour origine la faillite des II^e et III^e Internationales. L’effondrement de l’URSS a pour seule origine la “*gangrène du mouvement ouvrier*”, la bureaucratie stalinienne restaurationniste, reconverte en mafia.

La IV^e Internationale, qui combat pour la construction de partis ouvriers indépendants, se fixe comme but de résoudre la question fondamentale à laquelle l’humanité est confrontée :

“La crise de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.”

La IV^e Internationale a été fondée en 1938 sur la base de la défense de l’URSS, de la défense des conquêtes d’Octobre. Elle poursuit aujourd’hui ce combat dans les pays de l’ex-URSS, Russie, Ukraine, Kazakhstan, Moldavie... (Nos lecteurs pourront se référer à l’article de ce numéro de *La Vérité* consacré à ce combat.)

La révolution d’Octobre représente la plus grande conquête de la classe ouvrière internationale. Faut-il défendre ce qu’ont représenté et ce que représentent encore les conquêtes de la révolution d’Octobre ? Il n’en est pas dit un mot.

Pour Bertinotti, il ne s’agit pas de conquêtes. Bertinotti parle de “*défaite du mouvement ouvrier*” de “*l’échec des sociétés postrévolutionnaires*”.

Mais est-ce la révolution d’Octobre qui a échoué ou bien l’effondrement de l’URSS est-il dû à la trahison de la bureaucratie stalinienne restaurationniste ?

Bertinotti y répond. Il se propose de critiquer le stalinisme :

“La critique du stalinisme n’est donc pas simplement la critique de la dégénérescence de ces systèmes, mais du noyau dur qui a déterminé cette issue.”

Le “noyau dur” est donc pour Bertinotti la révolution d’Octobre elle-même. Cela confirme le tournant opéré par le PRC. Il ne se situe plus dans la tradition d’octobre 1917. A la suite des autres partis issus de la crise du stalinisme, il entre dans la famille de ceux qui condamnent octobre 1917.

Si l’on comprend bien, s’il y a eu échec, c’est pour Bertinotti l’échec de la révolution d’Octobre. Et si le “XX^e siècle a vu se réaliser par la lutte de classe l’entrée des masses dans la politique et de grandes expériences d’émancipation”, c’est donc qu’il y a eu échec des masses elles-mêmes dans leur mouvement d’émancipation, échec de la lutte des classes elle-même. Il faut donc un autre mouvement, qui ne soit pas fondé sur la lutte des classes, sur le combat pour l’émancipation de la classe ouvrière par la révolution prolétarienne.

DANS LA THÈSE N° 13, BERTINOTTI PARLE DE “L’AUTRE ITALIE”, “L’AUTRE EUROPE”. DE QUOI S’AGIT-IL ?

“Il faut conquérir contre la flexibilité des éléments de “rigidité” pour la satisfaction des besoins individuels et collectifs.”

Et plus loin :

“Deux objectifs stratégiques doivent concrétiser cette perspective : la conquête du plein emploi et la conquête d’une citoyenneté universelle pour toutes et tous, aussi bien natifs que migrants. Cette citoyenneté doit s’appuyer sur la mise en œuvre d’un complexe de droits sociaux, civils et culturels exigibles et d’accès garantis, tout aussi exigibles pour chacun au bien commun : un nouvel Etat supranational.”

Remarquons une chose. Il est question d’éléments de “rigidité” et d’une “citoyenneté universelle”. Mais il n’est rien dit des questions concrètes auxquelles la classe ouvrière italienne est confrontée. La notion même de défense des conquêtes menacées

de destruction par l’Union européenne est absente, alors que la classe ouvrière italienne, comme toutes les classes ouvrières, est confrontée à la défense bec et ongles des conquêtes arrachées dans le cadre des nations (Code du travail, retraites et protection sociale, services publics), de l’unité de la nation italienne, donc de la démocratie elle-même.

MAIS QU’EST-CE QUE CE “NOUVEL ÉTAT SUPRANATIONAL” ?

L’Union européenne est fondée sur le traité de Maastricht, dont les dispositions doivent être parachevées par la Constitution européenne. Cela signifie “la libre concurrence” sans entraves, la libéralisation, la privatisation, le pacte de stabilité et ses conséquences concrètes, que subit la classe ouvrière italienne, la liquidation programmée de Fiat, celle d’Alitalia, les contre-réformes des retraites, de l’école, la régionalisation, les sept milliards de réduction budgétaire imposés par la Commission européenne, la réforme de la Constitution italienne, contre-réformes contre lesquelles, du nord au sud du pays, la classe ouvrière a combattu et combat (*voir dans ce numéro l’article consacré à l’Europe*).

Qu’est-ce donc que cette “autre Europe” dans le cadre de la destruction des nations et du traité de Maastricht ? Il n’y a pas d’autre Europe lorsque l’on se prépare à gouverner avec Prodi. Le “nouvel Etat supranational”, c’est la destruction des nations, l’Europe de Maastricht.

Il faut indiquer que le PRC a pris position sur la “réforme” de la Constitution italienne proposée par Berlusconi, qui porte sur la division de l’Italie en “20 petites Italies” et donc conduit à l’explosion de la nation italienne, à la fin des conventions collectives nationales, des droits égaux du nord au sud du pays. Dans cette “réforme”, il est prévu un Sénat des régions, se substituant à l’une des deux chambres.

Qu’a proposé le PRC ? “Une autre réforme”, où il propose un “autre Sénat des régions”. “Le nouvel Etat supranational”, c’est le “Sénat des régions”, donc la destruction de l’unité de la nation italienne.

Qu'est est-il de cette "autre Europe", si on ne commence pas par abroger l'Europe de Maastricht ? Bertinotti, après avoir dit non à la Constitution européenne, se prépare à gouverner avec Prodi. Y aurait-il un "non à la Constitution européenne" les jours de fête, et, tous les jours, la mise en œuvre des plans de l'Union européenne sous la houlette de Prodi, Où est-elle donc, cette "autre Europe" ?

"TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE" ?

La thèse n° 1 poursuit : face à la "faillite de la mondialisation", "il faut actualiser le thème de la transformation de la société capitaliste".

Ni dans ce passage des thèses ni dans un autre, il n'est question du combat pour en finir avec la société capitaliste, de l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Cette omission, on va le voir, n'est pas le fruit du hasard. "Transformer la société capitaliste" est un "thème à actualiser", et non pas une perspective politique.

Dans une interview, le 2 septembre 2004, Bertinotti répond d'ailleurs clairement à un journaliste à propos du "nouveau communisme" :

"Est-ce que tu considères encore comme d'actualité son principe fondamental : l'abolition de la propriété privée des moyens de production ?"

Réponse :

"Non, pas l'abolition, mais le dépassement, oui."

Arrêtons-nous là. Il ne s'agit pas de sémantique. Les Première, II^e et III^e Internationales ont été fondées avec l'objectif de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, seul moyen de réaliser l'émancipation de la classe ouvrière.

Abolir le capitalisme signifie clairement en finir avec lui. En revanche, le "dépasser", le "transformer" signifie qu'il faut le conserver pour aller au-delà, pour "l'améliorer", pour l'humaniser en quelque sorte. Que veut dire "dépasser le capitalisme" ? Bertinotti l'oppose lui-même à "abolir". Mais si on n'abolit pas le régime de la propriété privée des moyens de production,

cela signifie qu'il reste en place. Dépasser, c'est aller plus loin, mais dans la même direction.

Quel est donc le contenu concret du dépassement d'un capitalisme "non aboli" que préconise Bertinotti, qui se propose donc de "transformer la société capitaliste" dans le cadre d'un capitalisme non aboli ? Avec qui veut-il transformer la société capitaliste ?

A cette question, Bertinotti donne deux réponses complémentaires. Une première réponse se trouve dans les thèses, la seconde dans la politique concrète de Bertinotti en Italie et à l'échelle internationale.

Dans les thèses, Bertinotti veut "transformer la société capitaliste", nous l'avons vu, avec le "mouvement des mouvements", avec les forums sociaux. Et son credo, repris tout au long des thèses, est celui de "un autre monde est possible". La thèse n° 4 précise :

"Il faut que l'ensemble des protagonistes du mouvement s'unifie pour travailler à un projet global du mouvement pour réformer la société italienne. Dans ce but, il faut travailler à la rencontre des expériences critiques et de lutte du monde du travail, des villes et des territoires. Ce n'est que dans la connexion avec le mouvement des mouvements, avec le mouvement pour la paix, avec les expériences des conflits sociaux et du travail que peut naître l'opposition efficace et l'alternative au nouveau défi libéral et la renaissance de la politique."

UN "NOUVEAU MOUVEMENT" ? VRAIMENT, ET POUR QUOI FAIRE ?

On le voit, il n'est pas question de lutte entre deux classes antagonistes, la classe ouvrière, le mouvement ouvrier et la classe capitaliste. Il s'agit du mouvement altermondialiste, qui, par-delà les classes sociales, rassemble pêle-mêle, les "expériences" des luttes (et non le combat de la classe ouvrière pour préserver ses conquêtes), le mouvement pour la paix (mouvement où, en Italie, l'Eglise vaticane joue un rôle important), les villes (dans les villes, il y a des ouvriers, des patrons, des élus de toute obédience) et les territoires (les territoires, que veut mettre en œuvre l'Union européenne contre les communes,

dans le cadre des régions).

Il ne s'agit pas de la lutte de classes, mais de la "société civile", celle des villes, des territoires et des mouvements. Il faut construire une "nouvelle gauche européenne", un "parti nouveau" pour une "autre Europe", dans le cadre du Parti de la gauche européenne.

Mais le Parti de la gauche européenne n'est pas un parti. Les partis, avec leurs différentes positions, leurs différents programmes, se sont constitués dans le cadre des nations, et leur existence intègre la reconnaissance de la lutte de classe.

Un parti de la gauche européenne, dans le cadre revendiqué d'un Etat supranational, donc de la destruction des nations, n'est pas un parti, et encore moins un parti fondé sur la reconnaissance de la lutte de classe.

D'ailleurs, n'est-ce pas la raison pour laquelle, dans les thèses, il n'y a pas un mot sur la défense des Codes du travail, des conventions collectives nationales, de la lutte contre les licenciements à Fiat ou Alitalia, de tous les droits conquis en 1946 dans le cadre de l'unité italienne, et aujourd'hui remis en cause par l'Europe de Maastricht ? L'"autre Europe", "supranationale" est celle de la Constitution européenne, des droits minimaux, "universels", consignés dans la Charte des droits fondamentaux intégrée dans la Constitution européenne.

Nulle part, dans les thèses, ne sont mentionnés les mots Maastricht, directives européennes ou pacte de stabilité.

Le PRC se propose donc d'agir avec le Parti de la gauche européenne pour un "parti nouveau", dans le cadre d'"une autre Europe".

Et cela a un contenu concret. En Italie, le gouvernement Berlusconi, ultraminoritaire dans le pays, entend appliquer à marche forcée la politique de l'Union européenne. Ce qui sourd du mouvement de la classe ouvrière, du nord au sud du pays, c'est l'exigence du retrait des troupes d'Irak et de l'abrogation de toutes les contre-réformes, c'est :

"Il faut chasser Berlusconi, il faut un autre gouvernement qui réponde aux aspirations de la majorité."

Face à la crise politique que connaît l'Italie, que propose Bertinotti ? Quelle coalition s'agit-il de construire et à quel gou-

vernement s'agit-il de participer ?

Bertinotti, président du Parti de la gauche européenne, qui se prononce contre la Constitution européenne, se prépare à gouverner, dit-il, dans une alliance très large, avec Prodi, le commissaire européen.

Nous avons vu ce qu'il en est des thèses. Voyons ce qu'il en est à travers l'actualité politique de ces derniers jours.

Le 11 octobre, s'est conclu le sommet de tous les partis d'opposition, dont la presse italienne s'est fait très largement l'écho.

La Repubblica, sous le titre : *"Le retour de l'opposition"*, écrit :

"La date de ce sommet coïncide avec le retour de Romano Prodi de sa charge de commissaire européen (...). Plus important encore, l'Olivier a trouvé une position commune sur la guerre, dans laquelle les citoyens peuvent se reconnaître, avec la demande de retrait des troupes après une conférence internationale."

"L'Olivier a compris que Prodi est l'unique candidat en mesure de réaliser une grande alliance et de diriger un gouvernement de haute tenue et fortement proeuropéen."

On le voit, les choses sont claires, la Grande Alliance se fait sous la houlette de Prodi, elle sera unitaire et proeuropéenne.

Voyons ce qu'en dit le journal du PRC, *Liberazione*. *Liberazione*, dans son édition du 12 octobre, titre : *"La Grande Alliance démocratique est née."* *"Rencontre des secrétaires de l'opposition avec Prodi : oui au retrait des troupes."*

L'article commence ainsi :

"A la droite de la table, près de Mastello, il y a Rutelli, au centre, tout près de Bertinotti, il y a Prodi, qui parle au nom de tous, présentant le document unitaire. Et c'est cette photographie finale de la rencontre des secrétaires des partis d'opposition qui, après les désaccords et les polémiques de la veille, donne vie à la Grande Coalition démocratique."

Prodi parle donc au nom de toute l'opposition, et *Liberazione* s'en félicite. Ce n'est pas nous qui le disons. Donc, sous l'habillage des thèses, c'est concrètement le ralliement à Prodi, le président de la précédente Commission européenne.

L'article poursuit, concernant le budget :

"Trois années de gouvernement ont entraîné un gouffre gigantesque dans les

comptes publics et ont conduit à une situation grave, de graves inégalités et l'appauvrissement dramatique, une situation de perte de compétitivité."

Rappelons que Berlusconi, sur ordre de la Commission européenne dirigée par Prodi, a imposé des coupes budgétaires de sept milliards d'euros, qu'une manifestation appelée par tous les syndicats est organisée le 6 novembre prochain contre la "Finanziaria". Et le journal du PRC déclare qu'il faudra assainir le "gouffre" et retrouver la "compétitivité" !

Bertinotti, membre de la "Grande Alliance", se propose bien d'appliquer la politique de Prodi, celle du pacte de stabilité, de l'Union européenne. Et, pour appliquer cette politique, il faut y associer les organisations syndicales. C'est le sens du "nouveau pacte social".

Son prétendu "nouveau mouvement ouvrier", c'est le cadre de l'intégration des organisations syndicales dans la mise en œuvre de la politique destructrice de Maastricht.

En tout état de cause, en aucun cas, il ne s'agit de poser le problème de chasser tout de suite Berlusconi. Pour le moment, il s'agit seulement de préparer des "primaires" au mois de février pour confirmer Prodi :

"Voici le calendrier. A partir du mois de décembre prochain, il y aura l'élaboration du projet de la Charte de valeurs et des grands objectifs, en février, les élections primaires, et une convention nationale pour proposer le programme de gouvernement en décembre 2005."

Décembre 2005 ? En attendant la "réforme" de l'école sera passée, comme celle des retraites, les licenciements, la régionalisation... Il faut donc respecter le cadre du calendrier qui est celui du gouvernement Berlusconi et de l'Union européenne.

Le 13 octobre à Bruxelles, Prodi, alors président de la Commission européenne, fait un discours de fin de mandat : "*Cinq ans après : quels étaient nos objectifs, quels sont les résultats obtenus ?*"

Citons-en quelques extraits. Sur la "réforme institutionnelle" — il s'agit de la Constitution européenne, dont Prodi est l'un des architectes :

"Dans quelques jours, sera signé un traité constitutionnel qui représente sans aucun doute un grand événement pour

l'Europe ; il apporte plus de démocratie, plus de simplicité plus de transparence."

Prodi est donc pour la Constitution européenne et ne s'en cache pas. Bertinotti lui dit non à la Constitution européenne et va gouverner avec Prodi ! Prodi déclare :

"Nous avons apporté avec constance notre contribution à la stratégie de Lisbonne (...) visant à faire de l'Union l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde."

Il se félicite des plans massifs de licenciements et de délocalisations, dont il est à l'origine. Bertinotti entend gouverner avec lui.

Prodi se félicite de "*la réforme de la politique de concurrence* (qui) *représente l'une de nos plus importantes contributions à une compétitivité plus forte*". Prodi confirme sa politique de privatisation-destruction des services publics, au nom de la liberté des marchés et de la libre concurrence. Plus loin :

"Dans le domaine social, l'Agenda pour la politique sociale a constitué le cadre de référence pour toute une série de mesures dans le domaine de l'emploi, de la protection sociale, de la santé et de la sécurité au travail, de l'égalité des chances et de l'inclusion sociale."

Il s'agit de toutes les contre-réformes que les travailleurs italiens, comme tous les peuples d'Europe, subissent depuis des années au nom de Maastricht et de l'Union européenne. Il y a les thèses programmatiques de Bertinotti, et il y a la réalité des faits, nette et sans ambages : c'est avec le commissaire européen que Bertinotti constitue la "Grande Alliance" pour gouverner dans le cadre des directives européennes contre les travailleurs et les peuples.

ET LA GUERRE EN IRAK ?

La lutte contre la guerre, en pleine occupation de l'armée américaine en Irak, de la barbarie organisée, est une question décisive. Elle l'est encore plus dans un pays où le gouvernement a envoyé des troupes et qui a connu les plus grandes manifestations contre la guerre en Irak.

Nul doute que si Bertinotti et le PRC en appelaient à la mobilisation pour le retrait immédiat des troupes italiennes, les travailleurs, le peuple italien y répondraient

massivement. Mais qu'en est-il de la "Grande Alliance démocratique" à propos de la guerre en Irak ?

Sur l'Irak, la position est celle "de ne pas dire retrait immédiat des troupes, mais de créer un espace politique pour que cela soit au plus tôt". Le document indique :

"Tous ensemble, nous proposons que l'Italie s'active pour concourir à la convocation d'une conférence internationale avec la participation de toutes les parties intéressées, qui garantisse un déroulement démocratique des élections irakiennes et permette la naissance d'un Irak libre et démocratique.

Le remplacement des forces d'occupation par des forces multinationales, clairement perçues comme forces de paix, d'assistance humanitaire et de soutien à la reconstruction est un passage essentiel pour aller dans cette direction. Dans ce cadre, on peut prévoir le retrait des troupes italiennes."

Le 3 octobre, dans une interview à *Liberazione*, Bertinotti précise sa politique en matière de lutte contre la guerre.

A la question : « *Que penses-tu de la proposition faite par DS de miser sur un "plan de paix" plutôt que sur le retrait des troupes ?* », Bertinotti répond :

"Evidemment, il y a une dissension entre nous sur le retrait des troupes. Pour le reste, je pense moi aussi qu'on ne doit pas se limiter au retrait ; en fait, notre motion ne s'y limite pas (...)."

Il déclare le 4 octobre à *La Repubblica* :

"Les troupes d'occupation doivent partir d'Irak. De nouvelles troupes sans les Etats-Unis (...). La condition, c'est que les troupes de remplacement ne soient pas celles des pays occupants. Par exemple, des troupes allemandes, mais pas les troupes anglaises, les russes, mais pas les américaines. Les japonaises mais pas les italiennes, et toutes sous la direction de l'ONU."

Bertinotti se prononce donc pour l'occupation, mais pas pour n'importe laquelle. Rappelons que Bertinotti présidera le meeting contre la mondialisation et contre la guerre en Irak au Forum social de Londres. Y prendront la parole Olivier Besancenot, de la LCR, et Susan Kim, du comité d'initiative pour un nouveau parti de gauche en Allemagne. Y participera également le responsable d'une organisation syndicale irakienne (IFTU), défenseur acharné

de l'occupation américano-britannique. Donc, "une autre occupation est possible", comme "une autre Europe est possible"

On comprend mieux la "collaboration" avec ceux qui ont toujours été pour la guerre et l'absence de combat pour le retrait immédiat des troupes italiennes. Pour Bertinotti, il ne s'agit pas du retrait immédiat et inconditionnel des troupes, il ne s'agit pas de reconnaître le droit au peuple irakien à exercer sa souveraineté. Il s'agit de la soumission aux troupes de l'ONU.

"Une autre occupation est possible". Il s'agit, dans ces déclarations, d'accompagner la destruction de la nation irakienne, de lui dénier tout droit à exercer sa souveraineté. N'y a-t-il pas un rapport avec "l'autre Europe", celle de Prodi, avec qui Bertinotti se prépare à gouverner, celle du démantèlement des nations, de l'Etat supranational, qui signifie la destruction de l'unité de la nation italienne ?

Ce dont les travailleurs et le peuple italien ont besoin, c'est de dire : aucun licenciement à Alitalia et à Fiat, abrogation de toutes les contre-réformes, défense des conventions collectives nationales, de l'unité de la nation italienne.

Gouverner avec Prodi signifie tourner le dos au mouvement même de la classe ouvrière italienne, qui, s'appuyant sur ses organisations syndicales, cherche, du nord au sud du pays, à défendre bec et ongles tout ce qui a été durement conquis à la Libération.

Dans une situation où l'exigence de millions d'hommes est de "chasser tout de suite Berlusconi", d'en finir avec la casse de tout le tissu industriel, de toutes les conquêtes sociales, obtenues en 1946, après la chute de Mussolini, par un mouvement révolutionnaire, la IV^e Internationale se doit d'ouvrir une issue aux masses par une politique de front unique, telle qu'elle est précisée dans le *Programme de transition* :

"Des partis qui parlent au nom de la classe ouvrière, nous exigeons qu'ils rompent avec la bourgeoisie. Dans cette voie, nous leur promettons un complet soutien."

Le PRC se réclame de la classe ouvrière. Les militants de la IV^e Internationale, avec des militants de toutes opinions, des syndicalistes, dont des militants du PRC ou qui votent pour ce parti, ont pris l'initiative d'une lettre ouverte à Bertinotti pour exiger qu'il s'engage sur la voie de la rupture avec Prodi

et l'Union européenne (voir de larges extraits de cette lettre ouverte dans l'article consacré à l'Europe).

LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

“La construction du nouveau sujet de la transformation est le thème crucial pour la sortie à gauche de la crise politique et de la crise du mouvement ouvrier. Cela signifie le déplacement du centre de gravité de la politique des institutions et des forces politiques à la société et aux mouvements, c'est-à-dire le déplacement de la démocratie de représentation vers l'organisation directe de la vie et des relations sociales” (thèse 9).

Il faut remplacer la démocratie de représentation par la démocratie participative qui constitue *“le premier contenu d'un programme réformateur”*. S'il s'agit d'appliquer, sous la férule de Prodi, l'Europe de Maastricht et de la Constitution européenne, alors, il est indispensable, et c'est la place essentielle qu'occupe le PRC, d'associer la population, les organisations syndicales à la mise en œuvre de tous les plans destructeurs au nom de la *“démocratie participative”*. (Nos lecteurs se référeront à l'article de Jean-Pierre Raffi.)

La démocratie participative est donc un thème majeur des thèses. Lors du Forum social européen de Florence, en 2002, était annoncé le fait que 500 communes en Italie pratiquaient la démocratie participative. De très nombreuses communes usent de cette procédure : elles convoquent des assemblées ou *“consultent”* les citoyens pour savoir que faire sur telle ou telle question, toujours dans le cadre du respect du pacte de stabilité et des coupes budgétaires qui en découlent pour chaque commune.

Ainsi, dans une école, lorsque les enseignants sont allés protester parce que les toitures ne fonctionnaient plus, que les murs risquaient de s'effondrer, qu'il y a de l'amiante dans les murs et le sol, il leur a été répondu que la commune avait déjà consulté les citoyens sur comment utiliser l'argent dont elle disposait, et que les choix avaient déjà été faits.

Un autre exemple est celui de la *“participation”*, comme ce qui se passe avec *“l'autonomie scolaire”* et à travers les *“organes collégiaux”*, organes de cogestion. Aujourd'hui, ces organes sont utilisés pour faire voter les écoles sur la *“façon”* d'appliquer

la *“réforme”* Moratti. Toutes les écoles sont obligées de voter les *“plans d'offres de formation”*, qui peuvent être différentes selon les écoles, mais toutes doivent appliquer la loi. Les écoles doivent donc décider *“comment”* détruire l'école publique.

Le PRC a dans ce cadre pris position *“pour une vraie autonomie pour un vrai autogouvernement des écoles”*. Un vrai *“autogouvernement”* ? Dans le cadre de la destruction de l'école publique, des réformes dictées par l'Union européenne ?

Toute la situation exprime le rejet du gouvernement Berlusconi. L'usure de ce gouvernement minoritaire dans le pays nécessite pour la bourgeoisie de dégager une alternative. Cette alternative est celle d'un gouvernement sous la houlette de Prodi, gouvernement auquel le PRC est enchaîné. Et cela afin d'enchaîner dans cette *“Grande Alliance”* les organisations syndicales. C'est cela la nouvelle alliance. Bertinotti est indispensable, il faut qu'il joue le rôle d'un Schröder, d'un Blair.

Que pose comme question la IV^e Internationale ? Faut-il des organisations syndicales indépendantes, ou faut-il qu'elles s'intègrent à la mise en œuvre de tous les plans destructeurs ? L'existence de la démocratie et des nations, cadre dans lequel toutes les conquêtes ont été arrachées par le mouvement ouvrier, n'exige-t-elle pas le combat pour la défense de la souveraineté des nations, de l'unité des nations, le combat pour la défense de la démocratie, qui inclut la défense des organisations syndicales, de leur indépendance ? Ce sont ces questions qui seront débattues à la conférence mondiale de l'Entente au mois de mars 2005, à Madrid, à laquelle la IV^e Internationale participera à la place qui est la sienne, dans le respect de la démocratie ouvrière.

Ce débat est de la plus extrême urgence en Italie, à un moment où la classe ouvrière exprime sa volonté de résister, du nord au sud du pays, contre la destruction de tous les acquis de la civilisation, pour en finir avec Berlusconi. Mais ce combat de la classe ouvrière exige la clarté, que soient établies pour tous les conséquences néfastes de la politique de du PRC. Pour la classe ouvrière italienne, pour le peuple italien, il n'y a pas de solution hors de la rupture avec Prodi.

Marie-Claude Schidlower

70^e anniversaire de l'insurrection ouvrière des Asturies, en 1934

Le 14 avril 1931, la République est proclamée en Espagne, après la défaite du parti monarchiste aux élections municipales du 12 avril. Un gouvernement de coalition entre le Parti socialiste et les partis républicains bourgeois est constitué, qui entraîne de grands espoirs pour les travailleurs et les peuples de toute l'Espagne.

Malgré quelques réformes mises en place, notamment un début de réforme agraire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, un début d'élaboration d'un statut pour les nationalités historiques, la majorité des travailleurs et des peuples sont déçus par la politique du gouvernement, qui, notamment, a poursuivi une répression sanglante contre le mouvement ouvrier et les paysans.

En novembre 1933, les partis de la droite gagnent les élections législatives, élections marquées par une abstention massive de la classe ouvrière. Parmi les partis vainqueurs, on trouve la CEDA (confédération espagnole de droite autonome), présidée par Jil Roblès, qui affiche ses sympathies et liens organisés avec Hitler et Mussolini. Rappelons que nous sommes au moment de la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne et à la veille de l'écrasement de la classe ouvrière autrichienne.

Jil Roblès annonce qu'il va en Espagne réaliser le même projet politique que les régimes fascistes, avec quelques nuances.

Les travailleurs cherchent la voie de la résistance, et cela s'exprime à l'intérieur même des organisations. Ainsi, le 29 janvier 1934, un tournant s'opère dans l'Union générale des travailleurs (UGT) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui prônent la constitution d'un front unique.

Le plénum national des unions régionales de la CNT, organisation anarcho-syndicaliste qui organise une bonne moitié des travailleurs espagnols, se tient les 10-12 février, à Barcelone. Il décide de s'adresser à l'UGT pour établir un accord. Le 28 mars 1934, un pacte entre l'UGT et la CNT est signé dans la région des Asturies (au nord du pays). Dans cette alliance sont intégrés aussi la Fédération socialiste des Asturies et le Bloc ouvrier et paysan (scission antistalinienne du PC). Le PC est exclu de cet accord, parce que, dans son délire stalinien, il accuse cette alliance de social-fascisme (c'est la politique imposée par Staline au Parti communiste allemand, qui a permis la victoire de Hitler).

Cette alliance a un caractère défensif. Le nouveau gouvernement a multiplié les attaques contre la classe ouvrière ; des milliers de responsables syndicaux sont en prison

et, dans les campagnes, les grands propriétaires fonciers font la loi. On assiste aussi à une régression des droits nationaux de la Catalogne et du Pays basque.

Le 1^{er} octobre 1934, le leader Jil Roblès provoque une crise du gouvernement pour prendre tout le pouvoir. La réponse de la classe ouvrière et de ses organisations est instantanée : la grève éclate. Elle est totale à Madrid, en Catalogne, au Pays basque et dans les Asturies, mais là, il s'agit d'une véritable insurrection armée.

Les dirigeants social-démocrates reculent et les anarcho-sindicalistes s'adaptent à ce recul. Les nationalistes catalans, qui avaient soutenu le mouvement, fuient en débandade. Les Asturies sont isolées. Mais grâce à l'unité des organisations et à la formation d'un Comité d'alliance ouvrière régional et dans toutes les villes, les travailleurs s'emparent du pouvoir dans les principaux centres.

Le gouvernement fait appel à l'armée coloniale, dont un de ses généraux est Franco, pour mater l'insurrection.

Le résultat : plus de 2 000 morts et 20 000 emprisonnés. Mais les Asturies constituent le drapeau de toute la classe ouvrière d'Espagne, et cela explique la défaite de l'insurrection fasciste du 18 juillet 1936 sur les deux tiers du territoire par le soulèvement de la classe ouvrière et de ses organisations.

Le PC, entre-temps, tire le "bilan" des Asturies et transforme l'Alliance ouvrière en front populaire, c'est-à-dire en pacte avec la bourgeoisie, qui a désarmé la classe ouvrière et les peuples d'Espagne et a provoqué la défaite face à l'insurrection de Franco (1).

Nous publions des extraits d'un document inédit, rédigé par le camarade Manuel Grossi Mier, président du comité révolutionnaire de la ville de Mieres et vice-président du comité régional des Asturies.

Manuel Grossi a écrit, deux mois après l'écrasement de l'insurrection des Asturies, un récit intitulé *L'Insurrection des Asturies, quinze jours de révolution socialiste*.

Nous publions ci-dessous des extraits de la présentation de ce document lors de son édition française en 1972. L'original de ce document a été publié en 1935 à Barcelone.

Le camarade Grossi était dirigeant du Bloc ouvrier et paysan, qui deviendra ensuite le POUM après la fusion avec la Gauche communiste d'Andrès Nin. Il adhéra à la section de la IV^e Internationale, dont il restera membre jusqu'à sa mort.

(1) Pour de plus amples explications, lire l'article titré "*Les événements, la signification et les leçons de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone*", de Manuel Cuso, dans *La Vérité*, n° 20, septembre 1997.

L'insurrection des Asturies

(...) Les Asturies ont toujours été une des régions d'Espagne où la classe ouvrière a eu une préparation, tant politique que syndicale, des meilleures. La Confédération nationale du travail (tendance anarchiste) et l'Union générale des travailleurs (socialiste) étaient auparavant et continuent d'être aujourd'hui, malgré les incessantes difficultés de la clandestinité et la dure répression que subissent tous les jours les ouvriers de cette région, les deux organisations de base solidement enracinées par de multiples et dures batailles

contre le patronat minier et métallurgique. De la même manière, on doit mentionner la ferme stabilité du Parti socialiste ouvrier espagnol, organisation fortement implantée dans les milieux ouvriers de la région asturienne, avec une exclusivité politique quasi totale dans le bassin houiller. D'où il découle que la presque totalité des travailleurs des mines, peut-on dire, a reçu une éducation sociale très profonde, par le biais du Syndicat mineur asturien (UGT), dont la tendance est socialiste en tout et pour tout.

LA FORMATION DE L'ALLIANCE OUVRIÈRE DES ASTURIES

Au mois de mars 1934 se tient au Centre des sociétés ouvrières d'Oviedo une assemblée de toutes les organisations ouvrières de la région des Asturies, convoquée par la Confédération régionale du travail des Asturies, Léon et Palencia, d'influence anarcho-syndicaliste, et par l'UGT (socialiste).

La principale mission de cette réunion, convoquée par des socialistes et des anarcho-syndicalistes, est d'arriver à l'unité d'action de toutes les forces ouvrières des Asturies, moyennant la création d'un organisme unitaire et de combat, l'Alliance ouvrière révolutionnaire, dans les Asturies. L'AOR, quant à ses positions de base, pourrait ainsi être définie en quatre points :

- a) Comme organe d'unité d'action.
- b) Comme centre de propagande unitaire et de mutuelle compréhension entre les organisations contractantes.
- c) Comme organe de préparation militaire.
- e) Comme organe de pouvoir politique et économique.

Ces positions de base de l'AOR devenaient d'une urgente nécessité, puisque la marche forcée des forces réactionnaires et fascistes les portait à pas de géant vers la prise de pouvoir, d'où elles auraient étouffé, jusqu'au moindre bourgeon, les libertés octroyées par la République. Ce qui est sûr, c'est que la véritable responsabilité de ce qui se produisait retombait sur l'ensemble des groupes dits républicains, ainsi que sur la tendance dite droitnière du PSOE, non moins responsable d'avoir galvanisé les forces réactionnaires, et par conséquent responsable de l'échec de la République. C'est si vrai qu'on facilitait l'oubli de la répression qui frappait le mouvement ouvrier révolutionnaire, alors qu'on oubliait que les fascistes étaient en train de nourrir leurs petits fauves. C'est pourquoi les ouvriers asturiens s'étaient rassemblés afin de barrer la route à la réaction, pour aller à la lutte afin de prendre le pouvoir et donner vie à une société socialiste, seule garantie de

l'affermissement de la liberté et de l'amélioration des conditions économiques des classes salariées.

A l'appel de l'UGT et de la CNT des Asturies accoururent le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Syndicat mineur asturien, le Bloc ouvrier et paysan, la Gauche communiste, les Jeunesses socialistes, les Jeunesses libertaires et le Parti communiste d'Espagne (section des Asturies).

Les deux organisations proposantes, CNT et UGT, avaient tenu quelques réunions préparatoires et étaient arrivées à un accord de principe sur les bases d'un pacte d'unité d'action. Le pacte, porté en partie à la connaissance des organisations présentes, est accepté à l'unanimité, sauf le Parti communiste, et c'est presque normal, qui, comme toujours lorsqu'il s'agit d'unité d'action de la classe ouvrière et que la direction ne tombe pas entre ses mains, manifeste sa désapprobation par une opposition hermétique, entreprenant une action contre-révolutionnaire dénuée de tout sérieux. Si le PCE avait été majoritaire dans les Asturies, en raison de ses positions politiques aux ordres de la Russie, la révolution des Asturies de 1934 ne se serait jamais produite.

PACTE D'ALLIANCE OUVRIÈRE DES ASTURIES

Voici le pacte et les bases qui mentionnent les termes du compromis passé entre les organisations signataires :

« Les organisations soussignées, UGT et CNT, conviennent entre elles de reconnaître que, face à la situation économique et politique du régime bourgeois d'Espagne, l'action unitaire de tous les secteurs ouvriers s'impose, avec l'objet exclusif de promouvoir et de mener à bien la révolution sociale. A telle fin, chaque organisation signataire s'engage à accomplir les termes de l'engagement fixés ainsi dans ledit pacte :

1) Les organisations signataires de ce pacte travailleront d'un commun accord jusqu'au triomphe de la révolution sociale, établissant alors un régime d'égalité économique, politique et sociale, **fondé sur des principes socialistes fédéralistes.**

2) Pour parvenir à cette fin, on constituera à Oviedo un comité exécutif repré-

sentant toutes les organisations ayant adhéré au dit pacte, qui agira en accord avec un autre de type national et d'un caractère identique répondant aux nécessités de l'action générale à développer dans toute l'Espagne.

3) Comme conséquence logique des conditions 1) et 2) dudit pacte, il est entendu que la constitution du comité national est une prémisses indispensable (au cas où les événements se dérouleraient normalement) pour entreprendre toute action en relation avec l'objectif de ce pacte, pour autant que ce pacte s'efforce et prétende à la réalisation d'un fait national. Ce futur comité national sera le seul habilité à pouvoir ordonner au comité qui s'installera à Oviedo les opérations à entreprendre en relation avec le mouvement qui éclatera dans toute l'Espagne.

4) Dans chaque localité des Asturies sera constitué un comité, qui devra être composé par des délégations de chacune des organisations signataires de ce pacte et par celles qui, **apportant leur adhésion, seront admises dans le comité exécutif** (1).

5) A partir de la date de signature de ce pacte cesseront toutes les campagnes de propagande qui pourraient gêner ou aigrir les relations entre les diverses parties alliées, **sans pour cela signifier l'abandon du travail serein et raisonnable entrepris au compte des diverses doctrines préconisées par les secteurs qui composent l'Alliance ouvrière révolutionnaire, et conservant, à telle fin, leur indépendance organique.**

6) Le comité exécutif élaborera un plan d'action, qui, moyennant l'effort révolutionnaire du prolétariat, assurera le triomphe de la révolution dans ses différents aspects, et sa consolidation selon les normes d'une convention à établir préalablement.

7) Deviendront des clauses additionnelles au présent pacte tous les accords du comité exécutif, **dont l'observance est obligatoire pour toutes les organisations représentées, ces accords étant de rigueur tant durant la période préparatoire de la révolution qu'après le triomphe, étant bien entendu que les résolutions dudit comité s'inspireront du contenu du pacte.**

8) L'engagement contracté par les organisations soussignées cessera lorsqu'aura été implanté le régime signalé à l'alinéa 1, avec ses organes propres, élus librement par la classe ouvrière et par le procédé qui a régi l'œuvre de ce pacte.

9) Considérant que ce pacte constitue un accord des organisations de la classe ouvrière pour coordonner leur action contre le régime bourgeois et l'abolir, **les organisations qui auraient une relation organique avec des partis bourgeois les rompront automatiquement** pour se consacrer exclusivement à parvenir aux fins que détermine le présent pacte (2).

10) De cette Alliance révolutionnaire fait partie, pour être préalablement en accord avec le contenu de ce pacte, la Fédération socialiste asturienne.

Asturies, 28 mars 1934 »

•
• •

Malgré le courant révolutionnaire qui se manifestait parmi les masses ouvrières en faveur de l'Alliance ouvrière révolutionnaire, il faut remarquer que, de février à octobre 1934, le Parti communiste a pris parti contre l'Alliance aussi bien à travers la presse qu'à la tribune, arrivant même à publier un manifeste contre l'unité qui, entre autres insanités, disait à la fin :

“Travailleurs, ne vous laissez pas abuser par le chemin de l'unité. Vos chefs vous trahissent. L'Alliance ouvrière est le nerf de la contre-révolution. A bas l'Alliance ouvrière de la trahison !”

C'est ce qu'écrivait le PC vingt-quatre heures avant que s'engage l'action révolutionnaire. C'est-à-dire le 4 octobre 1934.

Plus tard, lorsque le mouvement a éclaté, dans la matinée du 5, ces mêmes éléments du PC ont fait un *mea culpa* pour leurs erreurs et sollicité leur entrée dans l'Alliance ouvrière révolutionnaire, qui, comme par magie, et du soir au matin et peut-être sur l'ordre des *tovaritch* du Kremlin, avait cessé d'être le “centre nerveux de la contre-révolution”. Que de contrastes violents réserve la vie !

Ce qui est sûr, c'est que les communistes, une fois dans les rangs de l'Alliance ouvrière, ont lutté dans les Asturies avec un très grand courage, comme nous avons, nous tous, combattants de cette bataille, lutté. Mais ce qu'il est nécessaire de mettre au clair, c'est que

(1) Souligné par nous (M. G.).

(2) Souligné par nous (M. G.).

toute l'action du PC a été liée à une tendance partisane prononcée, qui, parfois, outre qu'elle faussait les bases de l'unité, était absolument détestable pour la cohésion de l'unité militaire au combat.

COMPOSITION DU COMITE EXECUTIF REGIONAL DE L'ALLIANCE OUVRIÈRE DES ASTURIES

Voici la composition du comité exécutif régional de l'Alliance ouvrière des Asturies, qui a dirigé la lutte révolutionnaire des quinze jours de révolution socialiste.

Président : Bonifacio Martin, représentant le PSOE et l'UGT, militant socialiste avisé, fusillé aux alentours de Lugones, à six kilomètres d'Oviedo, par les troupes qui opéraient sous les ordres du général López Ochoa.

Vice-président : Manuel Grossi, représentant le Bloc ouvrier et paysan et la Gauche communiste.

Secrétaire : José María Martínez, représentant de la Confédération régionale du travail des Asturies, Léon et Palencia (CNT), trouvé mort aux alentours de Sotiello, village éloigné de Gijón de huit kilomètres, le 12 octobre 1934. La mort de cet homme, exemplaire, sincère et loyal révolutionnaire, difficile à égaler, renferme un mystère que seuls ses plus proches compagnons pourraient éclaircir.

Trésorier : Graciano Antuña, représentant le Syndicat mineur asturien (UGT), fusillé par les prétendus nationalistes d'Oviedo en 1936, après avoir subi d'horribles tortures. Ce grand combattant et mineur socialiste a su mourir en toute dignité, comme seuls savent mourir les fils de la mine de ces lyriques et héroïques terres asturiennes.

Étaient également membres du comité exécutif régional de l'AO des Asturies au nom du PSOE et de l'UGT : Amador Fernández Montes, Ramón Gonzalès Peña, Belarmino Tomàs Alvares et Perfecto Gonzalès, ce dernier fusillé par les forces franquistes en 1942, après avoir parcouru pendant quatre ans les montagnes des Asturies, les armes à la main,

avec quelques dizaines de guérilleros révolutionnaires en lutte serrée contre le régime répressif qui dominait l'Espagne.

Pour la CNT, avec José María Martínez, faisaient aussi partie du comité exécutif régional de l'AO Horacia Argüelles et Avelino Entrialgo.

Pour le comité du BOC et de la Gauche communiste, Marcelino Magdalena et José Prieto, avec l'adhésion de la Jeunesse communiste ibérique, étaient membres du comité de l'AO à titre consultatif.

Les Jeunesses socialistes étaient représentées par Angel Fierro et Rafael Fernández.

Les Jeunesses libertaires avaient adhéré, représentées par les compagnons de la CNT ci-dessus mentionnés. Javier Bueno, le grand journaliste directeur du journal socialiste *Avance*, était chargé de la propagande écrite. Cet homme de grande valeur sous tous les aspects a été condamné à **la peine de mort par le garrot** (3), châtement de droit commun, et exécuté publiquement à Madrid en 1939.

Enfin, n'oublions pas également que le Parti communiste, une fois incorporé à la lutte, a fait partie de la direction de l'Alliance ouvrière.

•
• •

(...) Le cri de cet octobre socialiste, *UHP (Unión, Hermanos Proletarios ! – Union, frères prolétaires !)*, reste aujourd'hui plus vivant que jamais dans la conscience collective des vaillants travailleurs asturiens. Il est certain que la leçon a été très dure et très sanglante, mais aussi hautement éducative pour la jeunesse révolutionnaire, qui lutte en avant-garde pour une société socialiste où la justice et la liberté seront plus humaines, plus accessibles et plus fraternelles entre tous les salariés du monde.

**Manuel Grossi,
Briñoles, avril 1971**

(3) Souligné par nous (M. G.).

DIALOGUE

*Revue de discussion entre militants
Arabes et Juifs de Palestine*

Paris — novembre 2004

**Conférence internationale
Pour le droit au retour
des réfugiés palestiniens**

Bulletin de discussion

Correspondance : Revue Dialogue – 87, rue du faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
dialoguereview@yahoo.com

20 septembre 2004

Prix : 3 euros, section 5 euros et plus.

DIALOGUE – revue de discussion entre militants juifs et arabes de Palestine

Soutenez Dialogue,
*“revue de discussion entre militants arabes et juifs
de Palestine”*

ABONNEZ-VOUS !

Dans le dernier numéro, paru en français, anglais, arabe et hébreu, 17 contributions de militants arabes et juifs préparant la **Conférence internationale pour le droit au retour des réfugiés palestiniens**.

Quatre numéros (un an) : 15 €. Chèques à l'ordre de “Les Amis de Dialogue”, à Dialogue, c/o Pierre Lambert, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

VIE DE L'INTERNATIONALE

Les articles que vous lirez ci-dessous sont extraits du n° 2 de la *Lettre de la IV^e Internationale*, bulletin en langue russe de discussion entre militants ouvriers diffusé dans différentes républiques de l'ex-URSS (Ukraine, Russie, Biélorussie, Moldavie, Géorgie, Kazakhstan, etc). Les *Notes sur "révolution sociale et révolution politique en ex-URSS"* (voir *La Vérité*, n° 36) ont ouvert une discussion entre militants dont certains se réclament de la IV^e Internationale, discussion qui s'est engagée lors des deux conférences internationales "*pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1917*" (Kiev, Ukraine, décembre 2003 et juillet 2004), dont une conséquence pratique a été la campagne engagée en Ukraine pour la défense du Code du travail soviétique de 1971.

Les lecteurs de *La Vérité* prendront donc connaissance avec intérêt dans ces articles des problèmes politiques discutés par des jeunes militants, qui cherchent, dans les conditions difficiles d'un effondrement généralisé, mais s'appuyant sur la recherche d'une issue par des secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse, à renouer avec le fil de continuité avec la révolution d'Octobre et le combat de l'Opposition de gauche.

Défendre ou pas les conquêtes d'Octobre ?

Questions sur la politique du député à la Douma Oleg Cheïn et sur la politique du "Comité pour l'Internationale ouvrière" (CWI)

Par Sergueï P.

Une des discussions majeures de la deuxième conférence de Kiev a été : devons-nous défendre et reconquérir les conquêtes de la révolution d'Octobre ou pas ?

Ce n'est pas, bien entendu, une question simple. Les camarades de Moldavie et de Géorgie ont expliqué comment les anciens dirigeants du Parti communiste (et les dirigeants actuels du PC en Moldavie) appliquent une politique ouvertement pro-américaine, politique de destruction de tout ce

qui avait été arraché par nos parents et grands-parents, de tout ce qui avait été construit après la révolution d'octobre 1917.

Nos camarades russes ont expliqué précisément de quoi il s'agissait concernant la loi présentée par Poutine, qui liquide les avantages sociaux des invalides, des vétérans et des étudiants : c'est bel et bien une question de vie ou de mort pour des millions de citoyens russes.

Chaque année, les gouvernements des Etats de l'ex-URSS s'attaquent aux conquêtes ouvrières, qu'il s'agisse du domaine de la législation du travail, de l'enseignement, de la santé, des avantages sociaux, etc. Chaque année, nous perdons des segments d'égalité et de nos avantages sociaux. Cette politique est le résultat des diktats des multinationales, des institutions financières internationales de l'impérialisme (OTAN, FMI, Banque mondiale, Union européenne, BERD, etc.). L'élargissement de l'Union européenne n'a pas eu des conséquences que pour les nouveaux membres (attaques contre les acquis sociaux, augmentation des prix, privatisation massive et chômage qui en découle). La politique de la Commission européenne touche aussi les pays "voisins" : Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Russie. Sans devenir membres de l'Union européenne, nos gouvernements doivent se mettre au diapason des bureaucrates de Bruxelles, établir un modèle de "marché libre", privatiser les entreprises, réduire les budgets.

C'est pourquoi nous, ouvriers et militants syndicaux, disons qu'il est nécessaire de mener campagne pour la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre. Notre politique est simple : nous devons combattre pour défendre tout ce qui n'a pas été perdu de l'Etat ouvrier et reconquérir toutes les conquêtes arrachées par la révolution d'Octobre : le droit au travail, le droit au repos, la médecine et l'enseignement gratuits. Comme l'a dit Léon Trotsky :

"Qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles."

Nous savons que, face à l'impérialisme, nous perdrons beaucoup de batailles, mais même dans ces défaites nous préparons notre victoire future.

En relation avec ce thème majeur de la conférence de Kiev, se pose une question quant aux groupes qui s'appellent "trotskystes", comme le Parti de la solidarité ouvrière (dont le leader est le député à la Douma d'Etat de Russie, Oleg Cheïn), le "Secrétariat unifié ("mandélistes" ou "pablistes", du nom de leurs dirigeants Mandel et Pablo dans les années 1950-1960) et le "Comité pour l'Internationale ouvrière" (CWI).

Ces groupes, comme nous, se réclament du drapeau du trotskysme, et se donnent le

nom de IV^e Internationale. Mais quelle est leur politique, leur activité ? En quoi se distinguent-ils de nous ?

La première question, c'est la campagne pour une réforme alternative du Code du travail, menée par Cheïn.

Mais pour commencer, quelques mots sur Oleg Cheïn lui-même. Commençons par son projet politique d'un Parti du travail. Ce parti avait été constitué sur la base de groupes de gauche et du syndicat SOTSPROF. Nous nous souvenons que le président de SOTSPROF, Khramov, avait publiquement soutenu la candidature de Boris Eltsine à l'élection présidentielle de 1996. Oleg Cheïn lui-même caractérisait ainsi Khramov :

"Khramov a publiquement et à maintes reprises déclaré lors du congrès de septembre (2003) du Parti russe du travail qu'on avait promis — à lui et à SOTSPROF — beaucoup plus d'argent (jusqu'à un demi-million de dollars) au Parti Eurasie du célèbre Pavel Borodine. Et il s'est dressé catégoriquement contre l'union avec le bloc électoral de Rodina."

Pendant, même après ce congrès de septembre 2003, Cheïn et ses amis sont restés dans ce même parti, avant qu'il n'explose sur la question des alliances électorales.

Khramov et ses gens se sont retirés du Parti du travail et sont allés se présenter sur les listes de Pavel Borodine, secrétaire exécutif de l'Union entre la Russie et la Biélorussie.

Et Oleg Cheïn est allé se présenter sur la liste du Bloc Rodina, c'est-à-dire aux côtés de forces ultranationalistes et même fascistes, parmi lesquelles les partis Eurasie (Alexandre Douguine), le parti "Pour la sainte Russie" ou encore "L'Union des citoyens orthodoxes" (qui reçut pour sa participation aux élections le soutien du patriarche Alexis II).

Dans une interview à *Inprecor* (organe international du SU "mandéliste"), Cheïn déclare qu'il est heureux de collaborer avec "Eurasie" dans la région d'Astrakhan :

« Une coalition intitulée "Soviet de solidarité sociale" y regroupe toutes les associations et organisations les plus militantes : les syndicats Zachita, mais aussi de nombreux syndicats traditionnels, en particulier chez les instituteurs, les associations d'invalides, de défense des droits des petits entrepreneurs, des consomma-

teurs, le Parti du travail régional, le parti Eurasie régional, etc. »

Or Douguine, dans une récente interview à la *Literatournaïa Gazeta* (17 mars 2004), approuve la politique de Poutine. Ce dernier, rappelons-le, a donné le feu vert à la privatisation des chemins de fer, qui menace de démantèlement le réseau ferré russe et de licenciement une grande partie des 2 300 000 travailleurs des chemins de fer.

Après les élections, Cheïn n'a pas rompu avec Rodina. Au contraire, il est devenu membre de sa fraction parlementaire et, dans de nombreux votes, a soutenu son leader, Glaziev.

A partir de cela, les déclarations de Cheïn concernant la construction d'un parti ouvrier indépendant n'ont plus aucun sens. Il s'agit d'une banale opération politique, dont les dividendes ont bénéficié à Cheïn lui-même (c'est ainsi qu'il a pu être élu député à la Douma). C'est le sort qui attend son nouveau projet : le Parti de la solidarité ouvrière, que Cheïn vient de constituer à partir de la réunion de nombreux petits groupes et syndicalistes. Beaucoup de membres du parti ne s'imaginent pas dans quel genre d'aventures veut les entraîner M. Cheïn.

Mais revenons à la campagne de soutien à une réforme alternative de Code du travail, que Cheïn et son parti ont soutenue. Le gouvernement russe avait proposé à la Douma d'adopter un nouveau Code du travail, qui détruisait dans les faits toutes les conquêtes d'Octobre contenues dans le précédent. Le nouveau Code introduisait des conditions de travail épouvantables, la destruction du contrôle des licenciements par le comité syndical, la réintroduction du travail des enfants, les patrons y obtenaient le droit de licencier des femmes enceintes, etc.

Bien entendu, le Code du travail de 1971-1973, ce n'est pas un texte parfait. On y avait supprimé par exemple le droit de grève, qui était contenu dans le Code du travail de 1922. Mais la législation du travail soviétique maintenait des éléments essentiels des conquêtes d'Octobre : droit au travail, au repos, réglementation de la Sécurité sociale, droits des syndicats, réglementation du travail pour les femmes enceintes et de nombreux autres droits.

Le Code du travail soviétique lui-même représentait une des conquêtes ouvrières

majeures pour les travailleurs russes leur permettant de défendre leurs droits. Mais M. Cheïn a proposé un projet "alternatif" de réforme. Les dirigeants des syndicats officiels se sont engouffrés dans la brèche. Si bien qu'à la Douma, pas moins de sept projets alternatifs ont été présentés. Le résultat, c'est que le projet gouvernemental a pu être adopté.

Cheïn a concrètement divisé le mouvement ouvrier, dont une partie est restée sur la position selon laquelle il fallait défendre le Code du travail soviétique. Mais dans la campagne pour la défense du Code soviétique s'est insérée une campagne de soutien au projet "alternatif". Cette campagne a eu comme conséquence une défaite pas seulement pour les travailleurs russes, ni ceux d'ex-URSS, mais pour les travailleurs du monde entier. Et le nom de Cheïn est indiscutablement lié à cette défaite.

Les participants à la deuxième rencontre de Kiev, qui ont initié une campagne pour la défense du Code du travail soviétique en Ukraine, ont adopté une résolution déclarant que les travailleurs ukrainiens ne doivent pas répéter l'erreur de leurs camarades de Russie. Nous disons : non à la politique des "cheïnistes". **Notre position, c'est défendre et reconquérir les conquêtes d'Octobre.**

Il ne faut pas oublier que la politique de Cheïn, ce n'est pas seulement le point de vue d'un groupe russe. Dans la revue du Secrétariat unifié, *Inprecor* (décembre 2001), quelques mois après que Cheïn eut proposé son projet de loi alternatif, l'une des représentantes de cette organisation, Catherine Samary, écrivit dans un article consacré à l'ex-URSS :

« Les formes maintenues, même dégradées, de "socialisation" par les grandes entreprises, la désindustrialisation et la dégradation sociale contribuent à rendre difficiles les luttes collectives. »

Et les "mandélistes" proposent une réponse : s'adapter aux "nouvelles conditions". Ne pas défendre les îlots des conquêtes, mais essayer d'humaniser le capitalisme.

Si dans le pays subsistent des entreprises d'Etat, des kolkhozes, des jardins d'enfants, le Code du travail soviétique, alors, il faut défendre ces conquêtes de toutes nos forces. Ne pas s'adapter aux exigences de l'Union

européenne et engager le combat pour nos droits.

Ces discussions n'ont rien à voir avec une dispute entre sectes. Ces sont les questions de vie ou de mort, c'est l'avenir de la classe ouvrière.

En ex-URSS existe aussi un groupe appelé CWI (“Comité pour l’Internationale ouvrière”, lié au Socialist Party de Grande-Bretagne, groupe issu de la crise du groupe “Labour Militant” — NDT). Les militants du CWI en Ukraine ont soutenu la campagne pour la défense et pour la reconquête du Code du travail soviétique. Mais en Russie (selon les informations provenant de leur journal *Levyi Avangard* — “L’Avant-garde de gauche”), ils ont participé au congrès de fondation du parti de Cheïn (Parti de la solidarité ouvrière). Alors, on est en droit de se poser la question : quelle est la position du CWI sur le Code du travail soviétique ?

Faut-il se battre pour sa défense et sa reconquête ? Ou bien, comme Cheïn, faut-il proposer un projet de réforme “alternatif” ?

Dans un article du dernier numéro de leur journal, sous le titre “*Le travail libre*”, le CWI répond :

« En Russie, il y a 5 ans, la tentative du gouvernement d’aggraver sérieusement la législation du travail s’est trouvée confrontée à la résistance acharnée non seulement des syndicats indépendants, mais de certains syndicats officiels. La

campagne nationale “KZoT – STOP” (KZoT : initiales de “Code du travail” en russe — NDT) a duré deux ans, et, malgré la trahison de la direction de la FNPR, a permis d’obtenir la suppression du nouveau Code du travail de plusieurs de ses aspects les plus odieux. Cette campagne a été l’école de l’unité d’action et a stimulé de nombreux militants ouvriers à s’engager dans une tentative (bien qu’elle ne fut pas un succès) de constitution d’un nouveau parti ouvrier de masse. Aujourd’hui, une telle campagne est indispensable en Ukraine. »

Ainsi donc, le CWI propose-t-il de répéter la campagne de Cheïn et trahir la cause de la défense des conquêtes d’Octobre. **Nous, nous ne nous battons pas pour améliorer les réformes bourgeoises, mais pour défendre nos conquêtes !**

Bien entendu, nous laissons à Cheïn et au CWI le droit de défendre cette politique. Mais ils le font sous le drapeau de la IV^e Internationale, ils se disent être des “trotskystes”.

Leur politique (améliorer le capitalisme, le combat pour “supprimer les aspects les plus odieux” des réformes gouvernementales, réformes qui ont déjà détruit dans nos pays une part importante de l’industrie et de l’agriculture) s’oppose à 100 % à ce qu’a expliqué le camarade Léon Trotsky dans la *Lettre aux travailleurs de l’URSS* (1939) :

“Qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n’en fera jamais de nouvelles.”

La position “altermondialiste” du Parti socialiste d’Ukraine : des origines à nos jours

Par Ivan Sologoubivsky

Le 4 septembre 1991, après l’interdiction du Parti communiste ukrainien (PCUS), Alexandre Moroz proposa de reconstruire le parti “sur de nouvelles bases”. Le

congrès extraordinaire du nouveau parti se réunit le 26 octobre 1991 à Kiev. Y participèrent des délégués de toute l’Ukraine, sauf des régions de Zaporojé et Ternopol. Le

congrès adopta une déclaration sur la fondation du Parti socialiste d'Ukraine (SPU), un programme, des statuts et des documents sur des questions diverses. Une direction politique fut élue : Alexandre Moroz, et son représentant désigné : Kizima.

Au second congrès, la commission théorique, composée de Kizima, Youshika, Vetenko, présenta le projet de programme du SPU.

Dans le programme étaient analysées les raisons de l'effondrement de l'URSS, l'état actuel de la société ukrainienne au début des années 1990 et les perspectives de passage d'un système "populaire-démocratique" à un système socialiste. *"Le Parti socialiste, déclarait le programme, reprend à son compte les meilleures traditions léninistes du Parti des communistes."*

La légalisation du Parti communiste ukrainien le 5 octobre 1993 eut des conséquences néfastes sur le Parti socialiste. Beaucoup de membres du SPU pensaient que les fonctions du parti, en particulier celle consistant à contourner l'interdiction du PC, n'avaient plus lieu d'être. C'est la raison de la fuite de nombreux membres du SPU vers le PC. Beaucoup des organisations du SPU s'auto-liquidèrent.

Au Ve Congrès du SPU (29-30 octobre 1994), à Kiev, la commission théorique dirigée par Kizima présenta une série de questions : sur l'objectif du socialisme et sur le chemin que devait prendre l'Ukraine pour le réaliser, sur la place et le rôle du parti dans les nouvelles conditions, et, enfin, sur ce que devait faire Moroz comme député à la Rada suprême (Parlement).

Dans le rapport au congrès de la commission théorique, il y avait une précision :

"Ne rejetant pas le marxisme-léninisme, le SPU l'a utilisé à travers le prisme de la réalité et l'a accompli par l'expérience mondiale de la pensée socialiste."

La situation changea en 1995, quand, en Ukraine, se produisirent des changements radicaux dans le domaine de la propriété. Dans l'industrie et la propriété communale non étatique, respectivement 56,3 % et 6,9 % restaient du domaine de la propriété sociale. Dans les campagnes, 92 % des kolkhozes étaient dispersés. 35 000 fermes privées furent constituées.

Le SPU critiqua en paroles ces processus, mais, en pratique, il soutenait la liqui-

dation des droits ouvriers et de la propriété d'Etat. C'est précisément avec son accord et avec celui de Moroz que le pouvoir mena la privatisation massive (les socialistes ayant voté au Parlement en faveur du programme économique du gouvernement, c'est-à-dire en faveur du programme de privatisations).

Les socialistes ont également soutenu l'adoption de la nouvelle Constitution en 1996, dans laquelle fut reconnu le droit à la propriété privée, ouvrant la voie à de nouvelles attaques contre les conquêtes d'Octobre.

Le 4 juin 1996, le projet de Constitution fut adopté en première lecture. Les députés socialistes participèrent activement à la Loi fondamentale. *"A leur initiative, plus de 50 amendements furent apportés au document"*, écrit le site Internet du SPU, *"Sotsinfo"*. Cela ne vous rappelle rien ? Par exemple, la politique des "mandélistes" : ne pas défendre, mais s'adapter, ne pas lutter, mais "apporter des modifications".

En 1995, à l'initiative du SPU, eut lieu le premier congrès socialiste eurasiatique, auquel prirent part les partis "d'orientation socialiste" (c'est-à-dire les anciens PC) d'Arménie, de Géorgie, du Kazakhstan, de Moldavie, de Russie, du Tadjikistan, d'Ukraine, ainsi que des regroupements de gauche d'Espagne, des socialistes de Serbie et des communistes de France.

Après l'élection présidentielle de 1999, il y eut dans le parti une crise, qui se manifesta par la constitution dans le SPU de la *"plate-forme socialiste"*. Ses initiateurs étaient I. Tchij et V. Arestov, ainsi que quelques autres membres du bureau politique. Il est caractéristique que chacun d'entre eux avait ses propres prétentions. Certains parlaient de la défense de la "pureté" des idées fondatrices du marxisme-léninisme, d'autres affirmaient, au nom de la défense de l'intérêt du peuple, qu'ils cherchaient un accord avec le pouvoir corrompu, les troisièmes condamnaient l'action du bureau politique du SPU pour ses contacts avec l'Internationale socialiste (alors que ces contacts avaient déjà pris la forme de consultations).

Le 19 février 2000, le bureau politique du SPU, après de nombreuses heures de discussion, exclut du parti les initiateurs de la plate-forme, les accusant de

“mener une activité scissionniste, de remettre en cause son autorité, de violer le principe d’unité du parti — le centralisme démocratique”.

L’an 2000 a été une année significative pour le parti. Le 28 novembre 2000, le chef du SPU, Moroz, dans un discours à la session de la Rada, parla des fameuses *“bandes magnétiques Melnitchenko”*.

“Le scandale des cassettes” avait été planifié depuis l’étranger. Washington et Bruxelles en étaient les principaux bénéficiaires, pour faire pression sur le gouvernement ukrainien. C’est à ce moment-là que commença la carrière du leader de l’opposition de droite, Victor Youshenko. Lors de la manifestation de protestation organisée par les partis de droite, le 9 mars, un instructeur de l’ambassade américaine dirigeait un cortège de manifestants. C’est à partir de ce moment que les socialistes sont devenus un instrument écouté, aux mains des multinationales américaines. Leur politique dans l’enceinte du Parlement a été en permanence orientée sur la remise en cause de la souveraineté nationale de l’Ukraine.

Le 20 février 2000, le comité exécutif politique du SPU avait examiné un projet de nouvelle rédaction du programme du SPU. Vladimir Kizima avait activement participé au travail préparatoire sur ce texte.

L’un des objectifs programmatiques principaux du SPU était le socialisme démocratique, qui était intégré dans les revendications du programme maximum.

La rédaction du programme du SPU fut revue. Le SPU se décrivait comme un parti de centre-gauche, cherchant à établir des contacts étroits avec les forces de gauche, de centre-gauche et du centre, et avec l’Internationale socialiste.

“Le SPU a appris de l’expérience politique de nombreux partis socialistes et sociaux-démocrates — membres de l’IS. C’est l’expérience du combat séculaire pour les droits de l’homme, pour le bien-être social dans les conditions des relations de marché. Cette expérience, ainsi que notre propre expérience, démontrent la nécessité d’une plus grande coopération avec les socialistes d’autres pays, la nécessité de l’adhésion du SPU à l’Internationale socialiste.”

En l’an 2002, le SPU fut accepté dans l’IS (Ile Internationale, social-démocrate). En 2004, le SPU annonçait un nouveau

revirement dans son programme : le mouvement vers les forums sociaux.

Il est nécessaire de prêter attention à l’autre aspect de l’activité des socialistes : leur programme économique.

C’est ainsi que Kizima et le SPU ont proposé un projet de loi sur ce qu’on appelle la *“privatisation populaire”*. Ce projet rappelle mot pour mot la loi adoptée en 1998 en Russie sur proposition du *“Parti de l’autogestion des travailleurs”*, loi qui faisait passer les entreprises par actions aux mains des collectifs de travailleurs sous le nom *“d’entreprises populaires”*.

Le cœur du projet de loi *“Sur les entreprises populaires”* consiste en ce que au moins 75 % du capital (actions) restent en permanence la propriété des *“collectifs de travailleurs”* et ne puissent être cédés à quelqu’un d’autre. Parmi les actionnaires, personne ne peut posséder plus de 5 % des actions. La plus haute autorité étant l’assemblée générale des actionnaires, élitant parmi eux leurs représentants suivant le principe *“un actionnaire = une voix”*.

En Russie, deux ans après l’adoption de cette loi, des dizaines d’entreprises par actions étaient devenues des *“entreprises populaires”*. Encore deux ans plus tard, ces *“entreprises populaires”* ont vu se produire une émission d’actions, dont le résultat a été la possession par le directeur de plus de la moitié des actions. Dans les faits, la privatisation populaire a atteint son but : le *“schéma gris”* de la privatisation.

C’est un fait, l’idée d’une distribution planifiée des actions aux travailleurs (ISOP) a été avancée par le chercheur américain Luis Kelso, dans son *Manifeste capitaliste*. Dans ce document, critiquant Karl Marx pour sa sous-estimation de la réalisation de la valeur, il a souligné l’importance de la répartition du capital entre les travailleurs de l’entreprise. Selon Kelso, il est indispensable de faire de chaque travailleur un propriétaire de capital. C’est ainsi que chacun d’entre eux est directement intéressé au travail, au développement et à l’amélioration de la production, par la possibilité de mise en valeur de son capital personnel.

Selon Kizima,

« bien que Kelso était critique vis-à-vis de l’idéologie du socialisme, sa théorie de “capitalisme populaire” a jeté les bases d’un véritable terrain économique pour le

socialisme. A la différence du “capitalisme d’Etat”, où l’Etat détient les moyens de production et les résultats du travail, le “socialisme populaire” se construit par en bas, permettant à chaque travailleur d’être copropriétaire des moyens de production et des résultats du travail collectif ».

Comment faire croire que l’on peut réaliser des îlots de socialisme dans les conditions de l’économie capitaliste ? Comme le montre la pratique, la “privatisation populaire”, en dernière analyse, aboutit à la destruction des conquêtes d’Octobre. Dans une première étape, les travailleurs possèdent nominalement les actions, tandis qu’en réalité l’usine reste sous contrôle des capitalistes. Dans une deuxième étape, on provoque une émission d’actions et les ouvriers perdent le contrôle de leurs parts. La troisième étape, c’est la banqueroute ou l’accaparement des actions.

N’oublions pas ce qu’il en est des exigences de l’Union européenne et du FMI

quant à la liquidation des sociétés fermées par actions... Le marché mondial exige des conditions flexibles pour le business, des horaires de travail et des salaires flexibles, un abaissement général du niveau des salaires.

Ces derniers temps, Kizima et ses amis ont rendu publics en permanence leurs liens avec les pablistes et le mouvement “altermondialiste”.

Ainsi, en 2002, le centre “Choix européen”, dont Kizima est le principal membre du conseil d’experts, a déclaré qu’il prenait l’initiative de convoquer un Forum social ukrainien.

De plus, c’est le même Kizima, qui, pour la troisième année consécutive, organise la délégation ukrainienne aux Forums sociaux mondiaux et européens.

Bas les masques, avancez à visage découvert ! Il est aujourd’hui nécessaire que les ouvriers puissent y voir clair !

La crise de la gauche biélorusse et les tâches du mouvement révolutionnaire

Par Dimitri Serebriakov

La situation socio-économique actuelle en Biélorussie et la situation dans le mouvement de gauche exige la création de nouvelles organisations ouvrières. Ni les partis staliniens, ni les partis sociaux-démocrates, ni les syndicats qui existent actuellement ne peuvent accomplir cette tâche.

La situation des travailleurs biélorusses, malgré un point de vue répandu selon lequel Loukachenko a maintenu les standards sociaux de l’époque soviétique, est en réalité très difficile. Rappelons que, dès l’an

2000, l’Organisation internationale du travail (OIT) a examiné l’affaire n° 2090 initiée à l’appel des syndicats à la suite du viol inacceptable des droits syndicaux en République de Biélorussie. Le décret présidentiel n° 57 du 9 février 2004 “*sur l’approbation des projets de loi présentés en l’an 2004*” définit les organes responsables de la préparation des projets de loi. Dans ce projet, qui provient du chef de l’Etat, la Fédération des syndicats de Biélorussie est définie *de jure* comme un

organe d'Etat par le président. De cette façon, il est reconnu au plus haut niveau qu'il existe un syndicat d'Etat en Biélorussie et qu'il s'agit de la FSB.

Un syndicat d'Etat est un non-sens, caractéristique des pays totalitaires. Le syndicat d'Etat (FSB) a, de fait, le monopole sur l'activité syndicale, dont l'objectif est de mobiliser un mouvement social en vue du prochain référendum, lequel a pour objet de donner la possibilité au président d'un troisième mandat présidentiel.

Tous ceux qui ne sont pas d'accord ne doivent pas avoir la possibilité de se réunir et de s'opposer tous ensemble aux privatisations. De plus, la loi prévoit qu'il est nécessaire d'obtenir l'accord d'au moins 3 000 citoyens pour avoir le droit de faire reconnaître un syndicat à l'échelle de la République. Cela veut dire que ce critère a été augmenté 60 fois.

Si cette loi est adoptée, cette nouvelle règle d'enregistrement des organisations sociales provoquera une disparition massive des syndicats qui ne sont pas affiliés à la Fédération des syndicats, liée à l'Etat. Cela n'a rien à voir avec la défense des salariés, qui ont besoin de syndicats de branches.

Comme exemple de la politique sociale de l'Etat, on peut citer un décret du mois de mars "sur la reconversion de tous les salariés en contrat de travail individuel". Il est évident que les faits mentionnés aussi bien que la criminalisation des initiatives libres des syndicats signifient la création d'un cadre légal pour accélérer l'exploitation.

Ce n'est pas un hasard si ces deux projets de loi ont été appuyés tant par une union patronale officielle que par une union patronale indépendante.

Quelle est la politique des partis de gauche biélorusses dans cette situation ?

Il faut constater qu'ils se solidarisent avec le courant actuel du régime. Ainsi, un leader de la fraction de la droite libérale "La République" à la Chambre des représentants, M. Frolov, vient d'adhérer officiellement au Parti social-démocrate biélorusse – "Narodnaia Gramada". Les "roses" ("social-démocrates" – NDT) n'ont pas été arrêtés par le fait que M. Frolov est un des responsables du groupe parlementaire "L'initiative du monde des affaires", responsable des projets de loi sur la privatisa-

tion de l'immobilier de certains quartiers de Minsk.

Rappelons que le FMI a participé directement à ces projets de privatisations. Aujourd'hui, ces quartiers, par exemple celui de "La Cité haute", sont devenus des quartiers pour l'élite, inaccessibles pour les gens ordinaires. Les habitants de ces quartiers ont été forcés de déménager, afin de livrer leurs habitations aux bureaux des banques et des boutiques de luxe des entreprises occidentales.

La situation du Parti communiste de Biélorussie n'est pas meilleure. Au printemps, le Parti communiste de Biélorussie s'est allié avec La Coalition du peuple – "Piatorka Plus". Les alliés des communistes dans cette coalition sont les libéraux du Parti citoyen unifié et des chrétiens-démocrates du Front populaire biélorusse. Dans le programme de la coalition, des slogans sociaux sont utilisés uniquement à des fins populistes, c'est-à-dire pour attirer l'électorat. La place prioritaire est accordée aux propositions libérales. Les propositions principales du programme de "Piatorka Plus" lient l'avenir du pays au développement du marché libre, à la création d'une

Письма Четвёртого Интернационала

№3 – январь-апрель 2004 – Интернационал Вестник 4-го Интернационала в Беларуси и России ССРР

Минский Интернационал, 87 rue de Fabryque, Białystok, 15 610 Pologne – Филон Удальцов редактор Четвёртого Интернационала, Урбин, Болонья, Республика Италия

www.union-beloross@vialnet.by borob@belsat.by

Встреча международного объединения «Защита политзаключённых КСБТ» и возрождение законности Октябрь»
(Киев 10-11 июня 2004)

В.С.

10-11 июня 2004 года в Киеве состоялось Второе международное конференция «Защита политзаключённых КСБТ» и возрождение законности Октябрь». Организаторами встречи выступили 4-й Интернационал и украинская группа «Возрождение». Второе международное конференция стала продолжением встречи в защиту рабочих КСБТ, которую инициировал Союз «Возрождение» и 4-й Интернационал в середине 2003 года. За это время мы смогли собрать сотни подписей, получить поддержку профсоюзов и рабочих организаций, нашу борьбу поддерживали трудящиеся в разных странах почти на всех континентах. Мы получили их поддержку и помощь. На второе международное правление делегаты из Франции, России, Грузии и Украины.

Задача и программа Деятельность заключённых – это дело не только украинского рабочего движения.

Послушание на трудовое законодательство, которое существует в Украине с 1978 года и является фундаментальным инструментом рабочих завоеваний, началось 11 декабря 2003 г., когда парламент Украины принял за основу в первом чтении законопроект группы Комиссия законности о труде.

Наиболее типичны в международных подразделениях по следующему мнению выводов:

Важные термины о программе международного движения, посвящённой в ретроспективе Украины, мы удаляем из трудового законодательства в Украине, когда международная группа в стране мыслить «взрывчатка» и является открытым

профессионалам по отношению к иностранному закону, «информация» привлекать в национальном трудовом законодательстве под его интереса в законодательству по иностранному закону Украины со стороны международных фирм, финансовых организаций и иностранных государств. Следовательно речь идёт об осуществлении национального законодательства по отношению к профессионалам.

Фактически профсоюзы перестают быть союзом и превращаются в профсоюзные группы, которых и так уже почти не осталось. Иными словами идёт практика ликвидации сферы крупных предприятий.

Необязательность законности трудового договора, который является основой трудового договора массового проекта может привести к массовым увольнениям и ликвидации тысяч рабочих, как интернационалистов.

Ограничение права трудящихся на забастовку и введение уголовной ответственности забастовки, сама техника борьбы гражданская неповиновение национальных профсоюзов.

Выгода нашей кампании удалось отвлечь внимание работников КСБТ. На кампания в стране получили хорошие результаты: депутаты Верховной Рады Украины инициировали в трудовом законодательстве решения прошение отмены членства КСБТ на основании Конституции Украины, что это стало самостоятельным не только нашей кампанией, но и, в определенной мере, политическим кампаниями. В Украине и сейчас вынашивается идея проведения выборов в власть на выборах парламентской ситуации, которая является основой для трудового законодательства на выборах.

Bulletin de la IV^e Internationale en langue russe.

base légale pour la privatisation et pour attirer les investissements.

Ainsi, la crise de la direction des partis traditionnels de gauche est évidente. Ce fait met à l'ordre du jour la création d'un nouveau pôle de l'opposition sociale, qui s'oppose tant à l'administration de Loukachenko qu'à l'alternative libérale de l'opposition biélorusse. La lutte contre le régime de Loukachenko ne doit pas mener à la destruction de la souveraineté de la nation biélorusse. Il est impossible de protéger les droits des travailleurs en aidant les impérialistes.

Cette tâche ne peut être accomplie que par une nouvelle génération de militants ouvriers, puisant dans le patrimoine des idées trotskystes. En pratique, notre tâche actuelle consiste à identifier tous les projets réformistes, c'est-à-dire, en utilisant le jargon politique russe, la lutte contre toute répétition de la "Cheïnovshina" ("du mouvement de Cheïn" — NDT) en Biélorussie. Et unifier toutes les initiatives ouvrières vers la construction d'une organisation ouvrière indépendante.

Au travail, camarades !

France

"Est-il possible, par l'unité, d'assurer la victoire du vote non ?"

(éditorial du numéro spécial
« Non à la "Constitution" européenne ! »
d'Informations ouvrières,
hebdomadaire du Parti des travailleurs)

A l'heure où paraît ce numéro spécial d'*Informations ouvrières*, il semble que le référendum aura bien lieu. Dès lors, tout se concentre dans la victoire du vote non. Quoi que l'on puisse penser du processus référendaire, il n'y a pas à hésiter. Il faut saisir l'arme qui se présente pour organiser la mobilisation la plus large pour la victoire du vote non.

Qu'on lise les pages qui suivent. Quel travailleur du public ou du privé, quel militant syndical, quel démocrate, quelle mère de famille, quel républicain, quel élu, quel jeune pourrait apporter volontairement son appui à la mise en place d'un système qui :

— détruit les services publics ;

— démantèle les droits acquis de la classe ouvrière ;

— casse la conception républicaine de l'Etat, héritière de la Révolution française ;

— liquide la démocratie communale, la fonction publique et le statut de ses agents ;

— retire toute prérogative aux gouvernements nationaux et aux Parlements nationaux, réduits à des coquilles vides ;

— réduit les confédérations syndicales nationales au rôle de simples agents subsidiaires de l'Union européenne à travers son agence, la Confédération européenne des syndicats ?

Nous ne demandons à personne de nous croire sur parole. Seuls comptent les faits.

Travailleurs, militants, jeunes, lisez les faits rassemblés dans ce numéro spécial d'*Informations ouvrières*. Vous en tirerez, c'est une certitude, cette conclusion : non seulement voter non, mais mobiliser toutes les forces, contacter ses camarades de travail, ses amis, ses voisins, ses parents, et ainsi forger la chaîne qui brisera la marche à la "Constitution".

A l'inverse, nous mettons au défi quiconque, sur la base des faits, de donner une raison, une seule, d'avoir la moindre hésitation à mobiliser toutes les forces du mouvement ouvrier et démocratique pour mettre ce projet de "Constitution" en échec.

C'est là qu'est le problème : dans les hésitations (pour ne pas dire plus) perceptibles aux sommets d'organisations défendant les intérêts ouvriers, hésitations à s'engager dans la bataille pour le non.

Pourtant, force est de constater que tout ce que Maastricht avait dessiné ou commencé de faire, ce projet de "Constitution" se fixe de l'achever. Le non à Maastricht en 1992 avait failli être majoritaire dans notre pays, à 49 % contre 51 %. Il était largement majoritaire, selon les statistiques officielles, parmi les ouvriers, les employés, les paysans. Or, depuis Maastricht, douze ans se sont écoulés, douze ans de destructions dans tous les domaines. L'abstention de près de 60 % de l'électorat lors des dernières élections européennes en dit long sur le rejet !

Pour une raison de voter non à Maastricht en 1992, il y a aujourd'hui cent raisons de voter non à la "Constitution" européenne. Et pourtant. Tandis que la CFDT, avec la mal nommée Confédération européenne des syndicats, mène une campagne acharnée pour le oui, force est de constater qu'à l'heure où nous écrivons, aucune confédération syndicale n'est engagée dans la mobilisation pour la victoire du vote non. Certains responsables vont même jusqu'à s'abstenir lors de la réunion de la Confédération européenne des syndicats du 14 octobre, lorsque celle-ci dépose une résolution de soutien au oui à la "Constitution".

D'autres votent contre la résolution de la Confédération européenne des syndicats, mais ne donnent pas pour autant, à l'heure

actuelle, une consigne de vote explicite en faveur du vote non. Pourtant, n'y a-t-il pas urgence à bâtir le plus large front unique des travailleurs et de leurs organisations (et au premier rang des organisations dont l'existence même est menacée par la "Constitution" européenne) pour assurer la victoire du non à la "Constitution" européenne ?

A ceux qui prétendent que toute Constitution nouvelle est un pas en avant et qu'une mauvaise Constitution est préférable à pas de Constitution du tout, on fera remarquer que cet argument est, du point de vue de la démocratie, doublement inacceptable. D'abord, parce que toute Constitution nouvelle ne justifie pas qu'on l'approuve. Si elle organise la régression sur le plan de la démocratie et des droits sociaux, alors, il est légitime de dire non à une telle Constitution. C'est l'attitude qu'a adoptée dans notre pays le mouvement ouvrier en 1958, lorsqu'il s'est rassemblé dans le non à la mise en place des institutions de la Ve République. C'est vrai a fortiori pour tout projet n'édifiant même pas une Constitution et mettant en place une effroyable machine à détruire les droits et la démocratie. Ce fut le cas en 1940 avec la Charte du travail. Alors que certains se rallièrent à cette charte, ceux qui s'y opposèrent (en particulier les responsables syndicaux) sauvèrent non seulement l'honneur du mouvement ouvrier, mais ouvrirent la voie à la préservation de sa continuité, de son indépendance et de sa reconstitution.

Ensuite, parce que les nations constituent en Europe (et pas seulement) le cadre dans lequel la démocratie a pu se constituer et — dans cette démocratie — le cadre dans lequel les travailleurs et les jeunes ont arraché des droits, des garanties, à commencer par l'indépendance de leurs organisations. De ce point de vue, même la plus antidémocratique des Constitutions dans notre pays est plus favorable à la démocratie et aux droits ouvriers que le projet de "Constitution" européenne.

Le Parti des travailleurs se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine par laquelle les délégués du peuple souverain définiront eux-mêmes les formes et le contenu que doit prendre une authentique démocratie dans notre pays, et donc pour le démantèlement des institutions de la Ve République antidé-

mocratiques et bonapartistes. Pour autant, force est de constater que la forme républicaine de l'Etat — qui s'est constituée en France dans la Révolution française de 1789 à 1794 —, dans laquelle un combat ouvrier et démocratique acharné a contraint la bourgeoisie à inscrire de nombreux droits, n'a pas disparu. Même dans son caractère réactionnaire et bonapartiste, la Ve République, du fait de la résistance de la classe ouvrière, n'a pu aller jusqu'au bout du démantèlement de tous ces droits. De ce point de vue, la Constitution de la Ve République, même aujourd'hui, garantit pour la classe ouvrière des droits tels que les prérogatives des syndicats indépendants, le droit de grève (inscrit dans la Constitution française), la place spécifique des services publics, la laïcité de l'école et de l'Etat, l'unicité de la République, une et indivisible, l'égalité des droits des citoyens dans la République, et beaucoup d'autres. Ce sont précisément ces droits et garanties que le projet de "Constitution" européenne a pour fonction de démanteler.

Que l'on ne s'y trompe pas : ce projet de "Constitution" européenne n'est pas une Constitution. Ce qu'on l'on appelle "la construction européenne" a un besoin obligé de se parer des attributs démocratiques. Il faut donc appeler "Confédération européenne des syndicats" une machine à intégrer les syndicats, appeler "Parlement" une enceinte dans laquelle des "députés" largement rémunérés ont comme unique pouvoir d'approuver des directives européennes élaborées en fait par la Banque centrale européenne, elle-même dépendante de la Réserve fédérale américaine. Et il faut appeler "Constitution" une machine à détruire l'ensemble des droits et garanties arrachés par les peuples et les nations d'Europe pour aller jusqu'au bout de ce qui était contenu dans les traités de Maastricht, Amsterdam, Nice, affirmer à la face du monde que les nations en Europe n'ont plus droit à la moindre souveraineté, à la moindre prérogative.

Le projet de "Constitution" européenne n'édifie en aucune manière un quelconque ordre institutionnel nouveau. Ce qu'il prépare, c'est, en réalité, un véritable champ de ruines politique, social, économique, un champ de ruines pour la démocratie dans toute l'Europe. Il y aurait dans l'acceptation de cette "Constitution" européenne un

renoncement à l'héritage légué par les générations précédentes, depuis Robespierre et Valmy jusqu'à aujourd'hui, en passant par les grandes conquêtes ouvrières et démocratiques de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, de la Commune de Paris, de la loi de 1884 sur les libertés syndicales, des résultats arrachés par la grève générale de 1936 ou par l'extraordinaire mobilisation ouvrière et populaire de la Libération (dont la Sécurité sociale).

Le démantèlement des nations ne se fait jamais à l'avantage de la classe ouvrière. Le démantèlement des nations est un instrument pour disloquer les classes ouvrières, pour les diviser, comme c'est le cas dans toutes les guerres meurtrières en Afrique ou en Yougoslavie. La classe ouvrière défend l'existence de la nation, mais son horizon ne se limite pas à la nation. Parce que la lutte de classe est internationale, la classe ouvrière insère la défense des nations, des droits et des garanties dans une perspective plus vaste. Le Parti des travailleurs se prononce pour l'union libre et fraternelle de tous les peuples et nations d'Europe. Cela suppose que toutes les nations d'Europe puissent établir des relations d'égalité entre elles. Cela suppose que cela ne se fasse pas dans des rapports d'oppression d'une nation sur une autre, dans des rapports d'exploitation d'une classe capitaliste par rapport aux autres nations. Cela suppose donc d'aller à la racine du régime de la propriété privée des moyens de production. Par conséquent, notre refus de la "Constitution" européenne se fait de manière corollaire, sur le terrain de la défense des droits et des garanties des travailleurs et des droits et des garanties de la démocratie dans chaque pays, et du combat d'ensemble commun pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe. Laquelle union libre suppose de briser le carcan de Maastricht et de l'Union européenne.

Voilà ce qui est en jeu dans la formidable bataille qui s'ouvre pour la victoire du non à la "Constitution" européenne.

Répétons-le, la question centrale est celle de l'unité. C'est une certitude, la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations a la capacité de faire triompher le non à la "Constitution" européenne, c'est-à-dire le oui à la démocratie, aux droits ouvriers et à la République. C'est à ce front unique indispensable que nous vou-

lons, par ce numéro spécial d'*Informations ouvrières*, contribuer. Le Parti des travailleurs n'a pas d'intérêts distincts de ceux de toute la classe ouvrière, de tous ceux qui combattent pour la démocratie et la République. Le Parti des travailleurs apporte sa contribution à l'édification de ce front unique. Il l'a fait le 16 octobre, participant, à sa place, à la constitution du "Comité national pour le non à la Constitution européenne" et à la décision d'organiser la montée nationale à Paris le 22 janvier 2005.

Le Parti des travailleurs entend prendre toutes ses responsabilités dans l'aide au combat pour que les organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie entendent la voix de leurs mandants et accomplissent ce pour quoi elles ont été constituées : sauver la démocratie et la classe ouvrière.

En 1969, dans notre pays, la décision du général de Gaulle de mettre en place un ordre corporatiste basé sur les régions et l'intégration des syndicats a provoqué contre elle un vaste rassemblement sur le terrain ouvrier, dans lequel les deux principales confédérations syndicales ont pris toute leur place dans l'appel au vote non au référendum.

Les enjeux, aujourd'hui, ne sont pas sans rappeler ceux de 1969. Le projet dit de Constitution européenne de 2005 a pour contenu la réalisation jusqu'au bout et par des moyens supranationaux des objectifs corporatistes et antirépublicains qui faisaient l'essence du référendum en 1969. Mais les formes dans lesquelles ce projet est aujourd'hui réalisé, les bases sur lesquelles il repose, celles des traités précédents (Maastricht, Amsterdam, Nice) et des destructions déjà occasionnées rendent la situation infiniment plus grave qu'en 1969. Il y a donc mille fois plus qu'en 1969, un million de fois plus qu'en 1969, une impérieuse nécessité de réaliser le front unique

de toutes les organisations ouvrières pour la victoire du vote non à la "Constitution" européenne.

C'est l'enjeu de la bataille politique à laquelle tous les travailleurs, jeunes, démocrates et républicains, tous les militants syndicaux peuvent, indépendamment de leurs opinions et de leurs engagements, contribuer sur la base qui nous est commune : en toute circonstance, défense de la démocratie, défense de la classe ouvrière, défense de l'indépendance de ses organisations, sans laquelle la démocratie n'est qu'un mot creux.

En 1969, l'unité réalisée a fait triompher le non ! En 2005, l'unité des travailleurs et des organisations peut et doit faire triompher le non.

Daniel Gluckstein

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

HEBDOMADAIRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE HEBDOMADAIRE DU PARTI DES TRAVAILLEURS PT

SPÉCIAL

Votez NON

à la "CONSTITUTION"

EUROPÉENNE

L'œuvre accomplie depuis Maastricht ?
Parlons-en La situation à France Télécom, à La Poste, à EDF, à la SNCF...

De toute l'Europe : arrêter la casse
 Interview de militants ouvriers d'Allemagne, du Portugal, d'Espagne, de Suède.

La "Charte des droits fondamentaux" : une machine à détruire tous les droits
 Liberté de réunion et d'association, droit à l'éducation, protection en cas de licenciement... 10 articles examinés à la loupe.

La création du Comité national pour le non à la "Constitution" européenne
 Un appel à une manifestation nationale à Paris le 22 janvier 2005.

Hebdomadaire des travailleurs - Supplément au n° 662 (2001) - semaine du 14 au 20 octobre 2004 - 15 euros (bouteil 2 euros) - (0033) 00 00 00 00

Rappelons qu'*Informations ouvrières* est l'organe hebdomadaire du Parti des travailleurs, au sein duquel la section française de la IV^e Internationale est organisée comme courant (le CCI), aux côtés d'autres courants du PT.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Maïté Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabay Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).

